

offensive

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°35 • 4 EUROS • SEPT. 12



PROLÉTARIAT
AFFAIRE
CLASSÉE
?

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL



LIBRE DIVERTIR POUR DOMINER

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment des dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



4 PAGES

Des textes sur le travail, le patriarcat, l'écologie, la technologie...

POUR LES COMMANDES

voir le bulletin d'abonnement (page 3)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le **mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux**

sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération. Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001
Marseille.
ols@no-log.org.

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net
Paris
21^{ter}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouses@riseup.net

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (à Paris)
Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30 en alternance avec **La Grenouille Noire**

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.
Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>



OFFENSIVE N°34

juin 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
L'INFO EN LUTTE



OFFENSIVE N°33

mars 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
ART, LA FABRIQUE DU SOCIAL



OFFENSIVE N°32

déc. 11 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
LIBÉRATION SEXUELLE ?



OFFENSIVE N°31

sept. 11 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
LA CONTRE RÉVOLUTION INFORMATIQUE

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]

N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE

N°24 NATURE ET ANIMALITÉ

N°25 TRAVAIL : QUEL SENS ?

N°26 EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE

N°27 PRÉCARITÉ POURQUOI ?

N°28 AVANT LA RÉVOLUTION

N°29 SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER

N°30 LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Édité par Spipasso
Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication
Nicolas Sergy
Commission paritaire
1111 P 11461
ISSN 1771-1037
Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@court-circuit-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

L'occupation du « 260 » 6-7

L'écologisme radical des « villes en transition » 8-9

La tentation de l'humour sexiste 10-11

Histoire

Examen critique des idées de révolution et de progrès 12-13

En lutte

Le comité des sans-papiers du Nord 14

DOSSIER

Prolétariat, affaire classée ?

La formation du prolétariat entre mythe et histoire 16-18

Occupy ou la fin du chacun-e pour soi 19

Les indignés s'invitent dans la lutte de classe 20-21

Sans nécessité ni raison 22-23

De la petite bourgeoisie aux classes moyennes 24-25

Prolétaires automates, sortez de la matrice ! 26-27

L'esclavage de l'âme 28-29

Prolétaires de tous les pays, qu'êtes-vous devenus ? 30-31

La révolution sans le prolétariat ? 32-33

Catégorie de sexe et luttes de classes 34

Des écarts et des efforts 35-37

Horizons
Construction
de pratiques d'autogouvernement
en Colombie 38-40
En bref ailleurs 41

Entretien
Oublier Fukushima 42-45

Alternatives
Pesci Piccoli 46-47

Contre-culture
Livres 48-49

Musique 50
Arts vivants-ciné 51

Dossier du prochain numéro
« Lutttes sociales après
l'union soviétique », à
paraître en décembre 2012.

La préparation des dossiers
est ouverte à toutes et tous.

Prochaine coordination
à Toulouse les 6 et 7 octobre
2012, pour plus
de renseignements contacter
le groupe local.



Édito

À L'ORIGINE, ce sont des questionnements sur l'utilisation et la pertinence du terme « prolétariat » qui nous ont amené-e-s à travailler sur le dossier de ce numéro. Mais s'il y a un état de fait sur lequel nous n'avons jamais eu de doute, c'est la persistance de la conflictualité sociale à travers le monde, y compris près de chez nous. Bien qu'elle n'ait jamais cessé, elle s'est faite plus visible ces derniers mois, à travers les affrontements des forces de l'ordre avec les mineurs en grèves des Asturies par exemple, ou encore avec les habitant-e-s de certains quartiers d'Amiens. Bien que de telles expressions de violence puissent sembler exceptionnelles, il y a lieu de croire qu'elles seront bientôt vues comme des situations normales. Car c'est une particularité de ces périodes de « crise » : les conflits d'intérêts s'y dévoilent au grand jour. Il devient difficile aux États et aux employeurs de faire croire que les mesures d'austérité et les plans sociaux servent un intérêt commun. C'est là que se trouve le sens de certaines publications ou interventions récentes, qui profitent d'une situation qui, si elle n'est pas facile, a au moins l'avantage d'être lisible : décortiquer les mécanismes d'exploitation et d'acceptation sociale et en susciter la critique tant qu'ils sautent aux yeux. Et ces travaux vont malheureusement s'avérer de plus en plus nécessaires. Face à l'augmentation du chômage, il va falloir s'attendre à des attaques de toutes sortes contre les chômeurs et chômeuses et les précaires. Quant aux salarié-e-s, beaucoup savent déjà à quoi s'en tenir, comme celles et ceux de PSA qui devront faire face à un plan social prévoyant plusieurs milliers de licenciements dans les mois à venir. Bref, le conflit n'est plus un spectacle lointain à observer et à analyser, mais va continuer à toucher notre quotidien de plus en plus près, de plus en plus fort. Un moindre mal dans cette situation serait de se préparer à cette conflictualité, plutôt que de se laisser surprendre et d'être contraint-e-s à adopter une attitude défensive. Ce qui implique de réfléchir dès à présent aux problèmes qui ne manqueront pas de surgir : comment lutter ? Aux côtés de qui ? Avec quels objectifs ? En visant quelles cibles ? Des questions qui reviennent sans cesse, qui ne sont jamais définitivement réglées, mais dont on peut trouver des bribes de réponse dans cette revue... et dans bien d'autres !

OLS Lille

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° ____
Abonnement (16 €) Abonnement de soutien (35 €) Abonnement institution (50 €)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25 €)
Je commande des anciens numéros pour un montant de ____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N° 12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N° 27 Précarité pourquoi ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N° 28 Avant la révolution (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 18 Spécial 68, Mai encore ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 29 Savoirs pour s'émanciper (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 19 Foutez-nous la paix ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 30 Lutttes de libération nationale (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 20 Tant qu'on a la santé ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 21 L'industrie de la punition (5€) | <input type="checkbox"/> N° 32 Libération sexuelle ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 23 Construire l'anarchie (5€) | <input type="checkbox"/> N° 33 Art, la fabrique du social (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 24 Nature et animalité (5€) | <input type="checkbox"/> LIVRE Divertir pour dominer (13€) |
| <input type="checkbox"/> N° 25 Travail : quel sens ? (5€) | |
| <input type="checkbox"/> N° 26 En finir avec la Françafrique (4€) | |

JE SOUHAITE RECEVOIR DES 4 PAGES DE L'OLS POUR DIFFUSION (gratuit)
 10 ex. 40 ex. 80 ex.

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles : <http://atheles.org/offensive>

QUILOMBO, 10 ANS !

EN NOVEMBRE 2012, la librairie Quilombo fêtera ses 10 années d'existence. Il y a dix ans, un groupe de militants issus du milieu libertaire s'est mis en tête de créer un espace autonome et autogéré, une alternative aux supermarchés du livre et de la culture. En dix ans, la librairie a évolué petit à petit, a gagné en maturité tout en soutenant divers collectifs, en participant à diverses luttes et en échangeant avec libraires et éditeurs. En dix ans, ils ont réussi à construire ce qu'ils avaient

décidé d'ériger à sa fondation : un contre-pouvoir, un pôle de résistance face à la mondialisation libérale ; un vrai Quilombo (terme qui définit les communes où se regroupaient, au XVII^e siècle, esclaves du Brésil ayant fui les plantations, autochtones et marginaux blancs). Rendez-vous donc du 23 au 25 novembre 2012 pour un long week-end de festivités (avec un concert, des lectures, des débats...) et également pour montrer que le livre, malgré le fait qu'il soit en crise, résiste encore !

« COURT-CIRCUIT » EST MORT ! VIVE « L'ESPRIT VAGABOND »

RÉGULIÈREMENT Offensive affirme l'importance de la diffusion de la presse et des livres dans un monde de flux. Celle de revues et de livres un tant soit peu subversifs est évidemment une question épineuse. Après l'expérience malheureuse de la coopérative Co-errances, notre deuxième diffuseur, Court-circuit, vient d'être mis en liquidation judiciaire. Concrètement, quelque deux mille euros partent en fumée pour Offensive, ainsi que pour les

éditeurs qui avaient confié leurs ouvrages à ce distributeur. Cette situation ne nous empêche pas de souligner le travail réalisé par Court-circuit ces dernières années, qui a permis à notre revue d'être mieux distribuée en librairie et dans les lieux alternatifs... Un nouveau projet, L'Esprit vagabond, est en train de voir le jour. Espérons qu'il nous permettra de continuer à être diffusé dans les librairies, des lieux que nous défendons.

S'organiser contre les crimes policiers



LE COLLECTIF Vies volées est né de la volonté de réunir les familles victimes de crimes policiers, afin de briser l'isolement et de lutter ensemble pour obtenir réparation, vérité et justice. Une première

initiative a été lancée : commémorer chaque année toutes les victimes de la police. Dans la plupart des cas, la justice n'a pas admis la responsabilité directe ou indirecte des policiers, mais le collectif ne laissera pas leurs morts dans l'oubli. C'est la première vocation du collectif de famille Vies volées : perpétuer la mémoire des défunts, mais aussi s'entraider, se soutenir, et partager les expériences.

viesvolees.france@gmail.com



MARCHE DE NUIT À RENNES



COMME À PARIS ou à Toulouse, une Marche de nuit Féministe en non mixité va être organisé à Rennes. Parmi les multiples raisons, l'appel souligne que « dans la rue, surtout la nuit, nous sommes souvent considérées comme des corps disponibles, en exhibition, que les mecs peuvent

commenter, juger et même toucher. Nous sommes sans cesse, sifflées, interpellées par des remarques lubriques paternalistes (« ma chérie », « ma belle », « t'es bonne »...), coupées dans nos conversations, draguées, insultées (« gros cul », « t'es moche », « sale gouine »...), agressées verbalement et/ou sexuellement. Ces situations constituent un véritable harcèlement quotidien. »

Rendez-vous le 5 octobre, 20h30, place de la mairie, Rennes (Collectif Féministe, collectif.feministe.rennes@gmail.com)

Agenda :

- marche de nuit, cette fois à Bordeaux, le 29 septembre.
- le collectif Mix-cité Rennes fêtera ses 10 ans le 27 octobre.

MARSEILLE SOUTIEN AUX INCULPÉS DE L'INCENDIE DU CENTRE DE RÉTENTION

LE 9 MARS 2011, la prison pour sans-papiers du Canet, à Marseille, est mise hors service suite à un incendie. Des retenus ont mis le feu à des matelas, et quatre départs de feu simultanés ont lieu dans deux étages. Pendant un transfert à l'hôpital suite aux intoxications par la fumée, trois retenus en ont profité pour s'évader. Douze autres ont été

placés en garde à vue, puis six en détention préventive aux Beaumettes pendant quelques mois. Aujourd'hui, l'instruction est close, deux inculpés sont encore sous contrôle judiciaire et comparaitront fin 2012-début 2013 pour « dégradation de bien public ». La logique de la justice, c'est de faire porter le chapeau à des individus, en

niant le fait que cet incendie est l'aboutissement d'une série de protestations (grève de la faim, automutilation, etc.), d'une tentative d'organisation collective du refus de l'enfermement et de l'expulsion. Pour parler du procès, récolter des fonds nécessaires à la défense, il est possible de joindre le collectif de soutien. soutien6cra@riseup.net

UN GROUPE AUTOUR DES MÉTIERS DU LIVRE

DES AUTEUR-E-S, éditeurs et éditrices, maquettistes, graphistes, correcteurs et correctrices, imprimeurs et imprimeuses, diffuseurs, distributeurs et distributrices, libraires, livreurs et livreuses, manutentionnaires, traducteurs et traductrices, illustrateurs et illustratrices, bibliothécaires, archivistes se réunissent depuis quelque temps pour discuter ensemble de la situation présente et à venir du livre et de ses métiers. Elles et ils ont lancé l'appel des 451 et invitent à une première session nationale de discussions, en vue de partager des réflexions, d'élaborer des groupes de travail ou de préparer des actions communes à

Montreuil, le week-end des 12 et 13 janvier 2013, à la Parole errante.

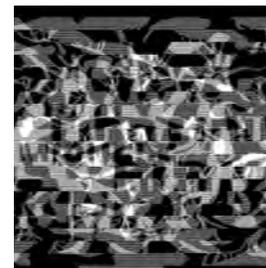
Dans l'appel, on peut lire ceci : « Pris dans une organisation sociale qui sépare les activités, partis d'un sentiment commun, fondé sur des expériences diverses, d'une dégradation accélérée des manières de lire, produire, partager et vendre des livres, nous considérons aujourd'hui que la question ne se limite pas à ce secteur, et cherchons des solutions collectives à une situation sociale que nous refusons d'accepter ».

Contact : Appel des 451
30, avenue Mathurin-Moreau - 75019 Paris



MICHÈLE FIRK IS NOT DEAD !

LES PARISIEN-ne-s connaissent déjà la Parole Errante, lieu de création artistique qui accueille régulièrement des fêtes et autres événements engagés. Désormais, ils auront le plaisir de s'asseoir « pour lire un roman, un essai, une BD ou une revue critique, en buvant un café ou un jus de fruit » à quelques pas de là, à la librairie Michèle Firk (ainsi baptisée en hommage à une cinéaste montreuilloise partie rejoindre la guérilla guatémaltèque dans les années 1960). Dans ce café-librairie, on trouve du neuf (surtout des petits éditeurs) comme de l'occase et des tracts. Le tout a été mis en



place par une « dizaine de cafetiers-libraires qui [ce sont] organisés de manière coopérative pour tenter de créer un lieu intermédiaire ouvert sur la ville - où peuvent se croiser, se rencontrer, se composer d'autres rapports au monde que ce que l'économie et la rationalité forment comme culture. »

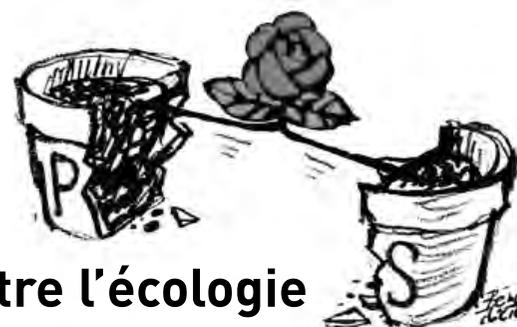
Librairie Michèle Firk,
9 rue François-Debergue
Montreuil
M° Croix de Chavaux

UTOPIE PIRATE OU UTOPIE LIBÉRALE ?



LORS DES élections législatives de juin 2012, le Parti pirate a présenté 101 candidats. Il n'a pas réussi à dépasser les 1% dans plus de 50 circonscriptions, ce qui lui aurait permis de toucher des financements publics. Cette branche française du Parti pirate international défend la transparence, les libertés individuelles et lutte contre le copyright et pour le développement des nouvelles technologies. Omniprésentes sur Internet, ces idées n'avaient pas trouvé d'expression dans le champ politique traditionnel jusqu'à ce que le Parti pirate soit fondé en 2006 en Suède, pays hyperconnecté, par Richard Falkinge qui déclare : « Les conservateurs ne sont pas pour le capitalisme pur. Ils sont une espèce de

poules mouillées sociales-libérales. [...] Je me définis comme ultracapitaliste, et c'est à partir de ce positionnement que je me suis impliqué politiquement. [...] La bataille maintenant se joue sur les droits des citoyens, qui est le sujet majeur. Plus importants que le système de santé, l'éducation, le nucléaire, la défense et toute cette merde dont on débat depuis quarante ans. » On ne saurait être plus clair...



Normandie & Bretagne, les socialistes contre l'écologie

LES VERTS en signant un accord pré-électoral avec le Part Socialiste avait mis toutes leurs revendications écologistes de côté. Cela annonçait la couleur (et ce n'est pas le vert!).

Certain-e-s auraient pu croire le contraire. Afin de nommer le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, François Hollande donné un os à ronger aux opposant-e-s à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. L'accord signé avec les grévistes de la fin signifiait stipulait : « pas d'expulsion avant la fin des recours (...) pour les habitants et les exploitants agricoles installés ». Cela

n'empêchait pas l'envoi de sommation à « délaisser les lieux immédiatement et sans délai » ou « l'assignation à comparaître » au Tribunal d'Instance.

Conclusion : tant que le projet ne sera pas abandonné, la mobilisation continue sur place. C'est tant mieux car début juillet, un rassemblement « contre les grands projets inutiles et imposés » a réunit près de 8000 personnes.

Un peu plus haut en Normandie se construit l'EPR dont l'électricité doit sortir par des lignes à très hautes tensions. Parmi les opposants, le village du Chefresne résiste au passage de cette ligne. Au mois de juin, la répression

s'est abattue. En quelques jours, le maire a été arrêté, le château d'eau occupé légalement a été expulsé et les manifestant-e-s venues pour un week-end de mobilisation ont été durement réprimés.

Enfin, la mairie socialiste de Rennes porte un projet de destruction de jardins ouvriers. Les fruits et les légumes plantés sur des parcelles inoccupées poussaient paisiblement jusqu'à ce que la mairie décide de détruire les plantations, casser les cabanes, bref mettre à bas le travail réalisé... Une réaction a eu lieu par le déversement du fumier dans le Centre d'information sur l'urbanisme.

L'occupation du 260

Se loger, s'organiser

UN IMMEUBLE situé au 260, rue des Pyrénées, à Paris dans le XX^e arrondissement, est officiellement occupé depuis le vendredi 8 juin. Cette occupation semble être le symptôme d'une nouvelle dynamique des luttes liées au logement sur la région parisienne. Cette dynamique, si elle naît plus tôt, apparaît publiquement pour la première fois le 17 mars à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, avec une manifestation contre toutes les expulsions regroupant de nombreux collectifs : le Collectif des mal-logé-e-s du XVIII^e sans frontière, l'Assemblée anti-expulsion du XX^e (qui avait lieu tous les dimanche au 194, rue des Pyrénées, lieu expulsé depuis), le collectif Jean Lolive-La Noue, le collectif Prenons la ville, le collectif Ivry sans toi(t)... Pour maintenir la mobilisation, une assemblée ouverte à tou-te-s se tient les dimanche à 17h Chez Martine (lieu occupé au 11, cité Aubry, Paris XX^e). Le second rendez-vous est donné le 1^{er} mai au terme de la manifestation syndicale pour une occupation. Mais des véhicules de police stationnant en nombre devant le lieu, l'action est abandonnée. Énième pétard mouillé,

découragement, malgré le grand nombre de personnes qui souhaitaient participer ce jour-là. L'assemblée du dimanche continue à se tenir. Un débat, organisé à la CIP-IDF le 29 mai avec la présence de deux militants du CREA¹, est une manifestation de cette dynamique qui cherche à s'exprimer et cherche à le faire en résonance avec d'autres luttes et expériences par ailleurs.

L'entrée officielle des habitants a lieu le 8 juin, et le dimanche 10 est lancé à tou-te-s les inscrit-e-s sur les listes de soutien un appel à venir tenir le lieu où dorénavant se tient l'assemblée du dimanche.

Le lieu est gigantesque : sept étages, plus un toit depuis lequel on domine tout Paris, cinq étages d'habitation avec dix chambres par étage. C'est un ancien centre d'hébergement social tenu par Emmaus. Le bailleur de La Poste, Toit et Joie, l'a récupéré vide en mai 2010 avec certainement de beaux projets juteux plein la tête. Depuis le bâtiment est resté inoccupé.

POLITIQUES ET BAILLEURS

Ce qui est particulièrement intéressant dans cette lutte c'est qu'elle cherche à allier différents éléments. D'abord cette occupation est celle d'un lieu où il s'agit de se loger pour des mals-logé-e-s, pour certain-e-s en attente de logement depuis plus de quinze ans. Il s'agit aussi de s'organiser : la préoccupation d'avoir des lieux pour cela brasse de nombreuses personnes en région parisienne. Le premier et le septième étages sont donc réservés pour cela : s'organiser dans le lieu, pour le lieu et pour les luttes. Cette occupation est accompagnée d'actions d'interpellation des « pouvoirs publics », afin d'attirer l'attention sur des listes de personnes en attente de logement depuis des années, en situation dite de grande précarité, de dénoncer le business du logement social et la politique dite de mixité via notamment les PLS². La cible est double : un meeting de Duflot a été perturbé le 7 juin lors de la campagne des législatives, les mairies des XX^e et IV^e arrondissements ont été occupées. Il s'agit au passage de mettre la gauche élue (à tous les échelons) devant ses contradictions et de chercher à les exacerber. À noter que lors de l'occupation de la mairie du IV^e arrondissement une délégation a été reçue par la maire-adjointe (PCF-Front de gauche). Suite à l'entretien et contrairement aux promesses de l'élue, un membre de la délégation a été arrêté par la police. L'autre face de la cible c'est, bien sûr, les bailleurs sociaux. Ainsi le 14, rue Lord Byron, où siège entre autres la Fédération Nationale des sociétés d'HLM, a également été occupé. Avant l'occupation, ils ont tenu le discours suivant au copain chargé du repérage : « ici, c'est l'endroit au-dessus des bailleurs et des propriétaires, le lieu de la politique, courroie de transmission au niveau national entre politicien-ne-s et les bailleurs, qui vient doubler les relations interpersonnelles du niveau local ». Mais bien sûr une fois de plus nous n'occupons pas le bon endroit : à la fois il ne peuvent rien pour nous et en même temps nous occupons le lieu de travail



1. Collectif pour le Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion. Le CREA a été expulsé le 28 août...
 3. Voir paris.indymedia.org
 4. Voir paris20.noblogs.org
 5. Idem
 6. Voir l'encadré ci-contre.

Violences policières « ordinaires »

Le 24 mai au soir lors d'une patrouille dans le quartier Saint-Blaise, un véhicule du GPIS¹ est percuté par un ballon. Il s'ensuit une bousculade entre les joueurs, les spectat-ric-eur-s et les vigiles. Les membres du GPIS reçoivent le soutien d'une trentaine de leurs collègues et de polici-ère-er-s. Bilan de l'intervention : de nombreux coups portés, gazage dans un fast-food où une personne s'était réfugiée et était défendue par le patron, et une garde-à-vue pour quatre personnes.

1. GPIS = groupe de protection intervention sécurité, société privée de vigiles.

de gens qui œuvrent pour nous, pour notre bien et en les dérangeant dans leurs activités on en retarde les bienfaits.

SOIF DE VICTOIRE

Dès le début de l'occupation l'accès à l'eau et à l'électricité est soit inexistant soit problématique, avec les refus en bloc de Toit et Joie et de la mairie du XX^e arrondissement. En ce qui concerne l'eau, l'occupation d'Eau de Paris le 4 juillet a permis le raccord au réseau³. Mais il n'est resté effectif que peu de temps, car suite à une fuite, les habitant-e-s sont de nouveau privé-e-s d'eau. Pour l'électricité, l'ERDF (Électricité Réseau Distribution de France) est d'accord pour effectuer le branchement, mais l'autorisation de la mairie d'arrondissement est nécessaire. La mairie a alors beau jeu d'attendre que la préfecture envoie un architecte pour constater le péril de vivre dans ce bâtiment. La préfecture demandera alors l'expulsion du lieu avant même la tenue du procès. La réponse qu'on essaie de faire entendre est que c'est justement la mairie qui crée le péril. Alors le vendredi 20 juillet, occupant-e-s et soutien sont allés occupé le siège du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (5, boulevard Diderot, Paris XII^e) où l'on s'est fait balader entre le « on peut faire quelque chose au cas-par-cas » et le « on n'est pas compétent, vous ne vous adressez pas au bon endroit ». Et le samedi 21 juillet, on a marché du 260 jusqu'à la mairie du XX^e, à une quarantaine. Bien sur « *no signal* » en provenance de la mairie. Le vendredi 3 août « à 8 heures, des CRS et autres flics sont entrés au 260 rue des Pyrénées en forçant la porte. Ils ont ensuite défoncé l'intégralité des portes des chambres et ont insulté et brutalisé les habitants, les menaçant avec diverses armes. Ils sont restés une heure dans le bâtiment, accompagnés d'un architecte venu vérifier s'il n'y avait pas de péril et s'il n'y avait pas de branchements sauvages »⁴. Suite à cela, deux nouvelles marches vers la mairie du XX^e arrondissement sont organisées, une le jour-même et la seconde le 10 août.

Alors, bien sûr, il reste beaucoup à faire pour que de cette dynamique naisse un mouvement. Il me semble important de distinguer le lieu du 260 et ce qui pourrait faire mouvement, il s'agirait non de grandir mais plutôt d'essaimer. Si le 260 n'a pas vocation à héberger tout Paris, il est par contre important pour le mouvement de fédérer des groupes et des individu-e-s intéressé-e-s et qui sont en recherche de logement afin de réquisitionner de nouveaux logements inoccupés. Mais ouvrir un lieu d'habitat collectif demande une envie minimum de vivre en voisinage les uns avec les autres et de s'organiser pour rendre la vie possible dans le lieu. Certain-ne-s ont des expériences d'ouvertures et d'occupations, et les moments de mutualisation des savoir-faires sont importants pour multiplier les réquisitions. L'envie est forte de « trouver les moyens

collectifs de résoudre directement nos problèmes, de s'auto-organiser c'est à dire décider collectivement et de manière égalitaire ce qui est bon pour nous »⁵ et de ne plus attendre les promesses des experts, « des logements, pas des promesses ». Au niveau du rétablissement de la justice, Toit et Joie réclame la modique somme de 500 euros par personne et par mois et après le procès celle de 500 euros par personne et par jour, soit 345 000 euros par mois pour 23 habitants. C'est ce qu'on appelle avoir la fibre sociale... En même temps Toit et Joie avait un projet de foyer de jeunes travailleurs, avec des loyers prévus de 540 euros par mois (soit 30 euros du m²), bien supérieurs à la moyenne parisienne.

DÉNONCER LA GENTRIFICATION

Convoqué le 21 juin, le procès est reporté au 13 septembre. En attendant, il s'agit de tout tenter pour pérenniser le lieu. La question se pose de savoir comment faire vivre le lieu, continuer à intervenir sur l'extérieur pendant l'été et surtout comment relancer les activités en septembre.

Une autre question semble peut-être plus épineuse encore : comment maintenir la lutte, sur tous les fronts, sans que cela ne mène à l'éparpillement et aux divisions, tout autant dues aux possibles tensions au sein de l'assemblée qu'aux pressions et promesses de l'extérieur. Comment faire avancer un maximum de dossiers dans les méandres administratifs et continuer à dénoncer les discriminations dans l'attribution des logements, ou les services sociaux retirant la garde des enfants aux parents sans toit au lieu de chercher à loger les parents. La question du logement, qu'il soit considéré comme social ou non, est aussi à saisir avec les critiques de l'urbanisme afin de dénoncer la gentrification et la sécurisation de l'espace public. On comprend se que cela signifie lorsque l'on regarde comment c'est soldée l'intervention du 24 mai du GPIS (Groupe parisien inter-bailleurs de surveillance) à Saint-Blaise (XX^e), ces vigiles se voient volontiers plus cow-boy que la BAC, bien que travaillant de concert avec les policiers⁶.

A noter, outre le soutien de nombreu-se-x habitant-e-s du quartier, que l'occupation a reçu ceux de SUD-PTT et du collectif NRV. Le syndicat joue l'unité avec les occupant-e-s, critique un contexte et une politique de spéculation immobilière, soutient la prise directe en main de leurs problèmes par les occupant-e-s et réclame la pérennisation du lieu. Le collectif des travailleurs sociaux NRV dénonce qu'on leur fasse entretenir de faux espoirs en remplissant des dossiers. Alors tant qu'il y aura des logements vides : occupation !

Clampin

LE MOUVEMENT DES **TRANSITION TOWNS** (VILLES EN TRANSITION), NÉ EN GRANDE-BRETAGNE, ESSAIME DANS LES PAYS OCCIDENTAUX. PRÔNANT LE CHANGEMENT DE NOS MODES DE VIE, IL OUBLIE DE QUESTIONNER LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE NOUS VIVONS ET NOUS PROPOSE PLUTÔT L'ÉMANCIPATION FORCÉE.

L'écologisme radical des « villes en transition »

IL NE FAUT PAS voir la critique du mouvement des Villes en transition comme le fait d'une officine militante grégaire qui se perdrait dans des conflits de groupuscules. Ce qui n'aurait que peu d'intérêt. Mais comme la critique de cet enfer vert que mettent en place les élites techniciennes et politiques, poussée ici dans son expression radicale : l'alliance d'un contrôle bureaucratique de nos comportements et d'une responsabilisation individuelle pour faire face aux catastrophes écologiques. Leurs promoteurs appellent ça « l'émancipation sous contrainte ». Même pas peur.

Le site Internet transitionfrance.fr revendique une cinquantaine de groupes locaux en France regroupés pour la première fois en juin 2011 lors d'une Fête de la transition. L'idée est venue des *Transition Towns* apparues en Grande-Bretagne en 2005 autour d'un professeur de permaculture, Rob Hopkins, auteur de *Transition Handbook*, traduit en français sous le titre *Manuel de transition*. Leur raison d'être réside exclusivement dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'imminence du « pic pétrolier » et la fin du pétrole bon marché. Du fait de notre « dépendance au pétrole », nos modes de vie, de déplacement, d'alimentation, de soins, de communication vont être profondément ébranlés. Les citoyen-ne-s des Villes en transition s'y préparent et comptent sur notre capacité de « résilience ».

UN MODE DE VIE COMME PROGRAMME POLITIQUE

Le premier échelon du « changement » est celui de l'individu-e. Il faut d'abord se changer soi pour changer la société. Rengaine mille fois entendue. À la manière des adeptes de la « déconstruction » des rapports sociaux qui s'attaquent aux « représentations » mentales, à la « subjectivité » des un-e-s et des autres, aux « normes » culturelles « diffuses » en chacun de nous, ils individualisent la critique écologique jusqu'à faire de la psychologie un terrain militant. Il s'agit tout autant de prévenir un éventuel « syndrome de stress post-pétrole »¹ que de distiller les bons comportements qui vont changer le monde. « Reconnaître que nous avons une dépendance au pétrole peut nous aider à comprendre pourquoi nous avons tant de mal à nous sevrer de nos habitudes, tout en nous indiquant les stratégies, inspirées du domaine de l'addiction, qui peuvent nous aider à avancer », annonce une psychologue spécialiste de l'addiction aux drogues sur le site des Villes en transition². Ce n'est pas une blague. Nous serions malades. Et il faut nous soigner. « L'idée de résilience a été utilisée dans de

Ce serait une tautologie de dire que le rationnement est par définition l'inverse de la démocratie.

nombreux domaines, par exemple en psychologie pour désigner la capacité d'un individu à surmonter un traumatisme, en écologie pour décrire la capacité d'un écosystème à intégrer une espèce invasive, etc. Ici, le choc est évidemment le pic pétrolier.³ Comme de vulgaires *coachs* ou autres *life designers*⁴, les promoteurs de la transition s'inspirent de la pensée positive et des théories comportementales du changement pour inciter les *addicts*⁴ au pétrole à prendre moins leur voiture ou à manger local. Ils ne voient pas que la société techno-industrielle fait **système** ; que nous sommes bien **obligé-e-s** de prendre notre voiture pour aller travailler ; que l'on est presque **contraint** de consommer des produits qui ont fait le tour de la Terre jusqu'au Carrefour du coin plutôt que des produits locaux à la Biocoop de l'autre bout de la ville.

Le principal ouvrage de référence des *transitioners* n'est rien moins qu'un *Manuel de transition*. Il n'y a plus qu'à suivre les bons conseils de Rob Hopkins et de ses adeptes. Il peut s'agir de jardins partagés, d'AMAP, de réseaux d'échanges de savoirs, de l'écoconstruction, de l'élevage familial ; bref, des

1. villesentransition.net
2. « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », Luc Semal et Mathilde Szuba, Mouvements n° 63, mars 2010.
3. Littéralement « concepteurs de vie ».
4. C'est-à-dire accros.





expériences probablement réjouissantes pour celles et ceux qui les vivent mais à quoi ils confèrent une valeur d'exemple qui aurait des conséquences politiques. Aussi délicieuse que puisse être une confiture maison, on se demande comment elle est susceptible de précipiter un instant la chute de la société « thermo-industrielle ». En plus d'être indigente, cette force de changement *depuis l'individu-e* révèle une posture moraliste proche de la curetonnerie (leurs appels répétés à la **sobriété** feraient bondir le frugal Vaneigem) et de l'avènement d'un Homme nouveau. Plutôt que de s'attaquer aux responsables du saccage planétaire que sont les industriels, les militaires, les chercheurs et leurs élus du peuple, il n'y aurait qu'à adopter un mode de vie relocalisé. De toute façon, « le mouvement ne se définit pas comme un mouvement anticapitaliste. [...] La Transition ne s'interdit pas d'être anticapitaliste, mais elle ne se l'impose pas non plus »⁵. Leur transition sera douce et sans conflits. Reste à prendre son bâton de pèlerin pour conscientiser son prochain sur les « bonnes pratiques » à adopter en urgence.

L'ÉMANCIPATION SOUS CONTRAINTE ADMINISTRATIVE

Assez de blabla. Face à l'imminence de la catastrophe écologique planétaire, d'après les *transitioners*, il est urgent d'agir. Les seules questions valables sont « quand » et « comment » les autorités mettront en place le rationnement carbone de la population. Et donc le pilotage de nos comportements vers la baisse tendancielle de nos rejets de gaz à effet de serre. En mai 2010, la revue écolo *Silence* a publié pas moins de douze pages intitulées « Villes en transition vers le rationnement »⁶. Douze pages de simplicité autoritaire avec le concours d'un des plus éminents catastrophistes, l'austère député européen Yves Cochet. Ils relèvent que, parmi les *transitioners* anglais, « des groupes d'activistes nommés CRAGs (*Carbon Rationing Action Groups*, « groupes d'action pour le rationnement du carbone ») ont tenté depuis 2005 de s'appliquer à eux-mêmes un rationnement de ce type, pour réclamer sa généralisation à l'ensemble de la population britannique ». Trois *craggers* ont d'ailleurs remporté en 2008 le concours Oxfam des Britanniques qui ont l'empreinte carbone la plus basse. Bravo ! Ils sont les exemples de la docilité écocitoyenne.

Antilibéraux, les *transitioners* veulent mettre fin à cette main invisible du marché qui (dé)régulerait aujourd'hui la société – comme si la puissance publique avait disparu de l'aménagement des territoires, de la gestion des ressources naturelles, du soutien aux industriels, etc. À l'administration, donc, de calculer et planifier nos comportements carbonés. Comment

imaginent-ils concrètement le rationnement ? « Les quotas de chaque individu seraient enregistrés sur une carte électronique personnelle – la carte carbone – d'où ils seraient débités lors de tout achat d'énergie primaire : facture d'électricité, de chauffage, essence à la pompe et billets d'avion ». À partir de là, on peut imaginer que chaque achat, chaque kilomètre parcouru, puisse être comptabilisé et contrôlé par la future bureaucratie verte. En plus de nous sauver de la terreur climatique, la carte carbone serait un outil de justice sociale pour période de pénurie. « Le rationnement permettrait de limiter les émissions de gaz à effet de serre des plus riches, qui sont aussi les plus pollueurs. » Ce serait une tautologie de dire que le rationnement est par définition l'inverse de la démocratie en ce qu'il confie nos vies à la discrétion des planificateurs, élus, fonctionnaires et statisticiens. Mais selon eux, il « a été l'un des principaux instruments grâce auxquels la démocratie a pu s'organiser pour traverser la tourmente de la guerre ». Voilà tout l'imaginaire politique qu'ils ont à offrir : les files d'attente et les tickets de rationnement pendant la Seconde Guerre mondiale en Angleterre. Une gestion autoritaire et quantitative de la pénurie qui vient.

Comment peut-il en être autrement quand leurs « propositions concrètes » se font au nom de l'appréciation statistique de ce qui fait la vie ? Kilomètres parcourus, tonnes de CO₂, empreinte écologique, taux de particules dans l'air, etc. En 1980, dans *Le Feu vert*, Bernard Charbonneau notait déjà : « La mise en concept de l'indicible naturel ou humain le fige en élément statistique ou juridique stockable et administrable ». Ainsi gère-t-on la nature et ses habitant-e-s comme des stocks et des flux. Et les écologistes ne dérogent pas à la règle. Au contraire. Le mot-même de « décroissance » indique qu'elle n'est qu'un miroir de la croissance quantitative. Parmi les douze étapes d'un projet de transition, les *transitioners* sont invités à calculer l'empreinte écologique de leur territoire, les pourcentages d'aliments, de médicaments ou de matériaux de construction produits localement⁷. Les Villes en Transition sont une écologie radicale en ce qu'elles sont quantitativement plus radicales que l'écolo-technocratie au pouvoir. Pas deux voitures, ni une voiture, mais pas de voiture du tout. Et vous verrez qu'ils inventeront un indicateur du Bonheur Intérieur Brut pour objectiver statistiquement notre « qualité de vie ». Si le diktat de la mise en chiffres du monde appauvrit nos paysages naturels et imaginaires, qu'il appesantit nos rêves, c'est peut-être au nom de cette aliénation sensible, et non d'une série de calculs quelconques, que nous saurons dégager un horizon réellement révolutionnaire.

tomjo

5. « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *op. cit.*

6. *ibidem*.

7. Toujours par Luc Semal et Mathilde Szuba.

La tentation de l'humour sexiste

LA PRESSE ET LES MÉDIAS dominants sont à l'image de ce qu'est la société, truffés de relents racistes, xénophobes, sexistes... Les systèmes de domination trouvent en permanence des alliés de choix dans les colonnes des journaux, les émissions de radio ou de télévision. On s'affaire de toute part pour perpétuer et renforcer le patriarcat¹ et rappeler plus ou moins sournoisement aux femmes la place qui leur est dévolue. Que ce soit au travers d'imageries sexistes, machistes, paternalistes, de conseils psys bidons, de blagues dégradantes, de dessins humoristiques, quand ce ne sont pas des appels au viol à peine dissimulés, l'oppression a de multiples visages. Même si le ton, les mots, les cibles peuvent varier, on trouve les pires ignominies dans le paysage médiatique. On peut facilement citer comme exemples criants les prises de position les plus caricaturales d'un Cauet, officiant sur NRJ, d'un Difoof sur Skyrock, d'un Zemmour sur RTL, I-Télé, Paris-Première, M6 ou d'un Moscato sur RMC² mais aussi le traitement qui avait été fait de l'affaire DSK³, preuves s'il en est de l'état réel de la prise en considération des réalités de la domination et de la persistance d'une forte pensée antiféministe.

PRESSE ALTERNATIVE = PRESSE BOURGEOISE ?

Mais nous ne nous intéresserons pas tant ici aux organes de presse dominants. Nous souhaitons plutôt mettre la focale sur la presse alternative, radicale ou anarchiste. Les personnes qui animent ces revues ou journaux se placent clairement dans des démarches de progrès social. Elles ne peuvent donc ignorer et faire fi des questions que les mouvements féministes ont mis sur la table. Pourtant, au vu de quelques publications récentes (voir les encadrés), il nous est apparu plus que nécessaire de dénoncer des dérives symptomatiques d'un sexisme larvé et bien ancré. Car, ici aussi, la domination sexiste s'ex-

prime et même parfois assez violemment. À grand renforts d'images, de dessins, d'articles ou de billets d'humour les lignes directrices sont les mêmes : les femmes sont des objets sexuels disponibles, la sodomie est une métaphore de la domination sociale. Il ne s'agit pas de se placer en juge moralisateur et de pointer d'un doigt accusateur quelques médias tout désignés, mais nous voulons analyser les ressorts de l'utilisation régulière de ces contenus pour en comprendre les raisons et les enjeux. Nous ne sommes pas, non plus libéré-e-s de toutes les chaînes qui nous entravent et si nous faisons ce travail d'analyse, c'est aussi pour questionner nos parcours personnels, faire avancer des réflexions politiques et apporter une pierre à l'édifice de (dé)construction que nous souhaitons mettre en œuvre. *Offensive* est d'ailleurs à l'unisson concernant la composition largement masculine de son équipe. Nous intéresser aux médias alternatifs, nous paraît pertinent, parce que nous appartenons souvent à une communauté d'idées qui nous rapproche et qui peut faire que l'on se comprend mieux. À moins que parler de ces sujets dans ces cercles soi-disant avertis soit finalement une tâche encore plus ardue !?

DES RÉPONSES PITOYABLES

Comme les réponses aux éventuelles critiques qui sont faites sur ce sexisme et cette homophobie omniprésents sont invariablement les mêmes, nous avons essayé de les classer. *Faut pas tout mélanger*. Faire des liens entre le harcèlement, la drague lourde et le viol serait ainsi inadmissible. En défense de DSK accusé de viol, certain-e-s ont évoqué l'art de la *french séduction*... Pour autant s'il s'agit de ne pas mettre tout sur le même plan nous ne pouvons opposer violence « concrète » et violence « symbolique ». Cette opposition nous semble fort naïve, comme si la violence des actes et des rapports sociaux

1. Dans le système patriarcal, les hommes blancs hétéros constituent la norme de fait, la référence intrinsèque. Or, si ces définitions posent problème en soi, ce n'est dans la condition propre des individus en question mais bien parce ce qu'elles fédèrent les attributs de la classe dominante et excellent de fait, l'inégalité structurelle. L'important devient alors pour chacun de réfléchir à ce qu'il en fait et d'accepter de se placer dans une démarche active de remise en question de ses privilèges et de questionner son rôle de dominant (voir *Offensive* n° 32).

2. Le « Moscato show », voir à ce sujet *Médiacritiques*, n° 2, janvier 2012.

3. Lire *Un troussage de domestique*, Christine Delphy [coord.], Syllepse, 2011.

Le tourisme sexuel révolutionnaire selon le journal Fakir

Dans son numéro de l'été 2011, Fakir, journal « fâché avec tout le monde ou presque » comme il aime se présenter, nous invite à suivre le voyage de P. Souchon, un de ses collaborateurs, en Tunisie. Dans cet article, qui se présente sous forme d'un échange de mails entre lui et François Ruffin (rédacteur en chef), il raconte sa rencontre avec des révolutionnaires. Mais au fur à mesure des pages, c'est son penchant assumé pour la drague, que l'on découvre. Les femmes qu'il côtoie sont vues comme des proies : « J'ai vu une fille sur une photo dans *Le Monde*, magnifique. Sur la

place de la Casbah, je vais la retrouver. » (p. 18) Sur place, quand Safa et Jawaher, deux militantes communistes lui racontent les viols qu'elles ont subi par des policiers, il relate les faits mais conclue par ses propres états d'âme : « Je lui ai raconté plein de conneries pour lui montrer que j'avais de l'esprit, comme quand je lui ai répété une bonne dizaine de fois qu'elle était décidément très cochonne... » (p. 25) Il affirme à chaque fois qu'il est très attiré par elles et affiche sa déception de ne pas pouvoir arriver à ses fins. On passe d'une ligne à l'autre des récits de

ces victimes de viol aux déceptions amoureuses du journaliste. Cette proximité entre les horreurs décrites par ces deux femmes et la légèreté du ton complètement décalée de Souchon est plus que choquante. Les femmes, même dans ces situations extrêmes, sont vues uniquement comme des objets sexuels. Et Ruffin le relance sans cesse sur le même registre : « Tu te l'ai tapée ou pas, Safa ? C'était elle, sur la photo du *Monde* ? » (p. 20) Ou alors : « [...] ciao la bouffe gratos, la bagnole, la baraque et ma gonze à l'œil un mois et demi sur deux. » (p. 22)

PETIT BÊTISIER LIBERTAIRE ILLUSTRÉ



SOLUTION : A) UN AUTOCOLLANT DE LA CNT-AIT, B) UN DESSIN PARU DANS COURANT ALTERNATIF, C) UN DESSIN PARU DANS LE COMBAT SYNDICALISTE, D) UNE AFFICHE DE LA FA, E) UN DESSIN PARU DANS LE MONDE LIBERTAIRE, F) UNE UNE DE CQFD

ne s'appuyait pas sur un socle de pensées, d'imaginaires et de représentations. On peut parler de continuum des violences exercées contre les femmes qu'elles soient physiques, psychologiques, économiques, sexuelles...

Toutes les femmes ne sont pas à défendre. Tandis que certaines mériteraient d'être défendues parce qu'elles sont davantage exploitées par le capitalisme : prolétaires, pauvres, d'autres doivent être punies parce qu'elles l'auraient bien cherché (physique, vêtements, attitude, statue de bourgeoise...). Cette solidarité à géométrie très variable renvoie à l'instrumentalisation des femmes par les hommes mais aussi dans les milieux anticapitalistes à un postulat sous-jacent comme quoi les luttes féministes seraient secondaires par rapport à la lutte des classes. Or le féminisme est également une lutte de classes : en s'organisant, la classe des femmes remet en cause et combat la domination masculine. Les oppressions sont croisées, les luttes doivent l'être aussi. Et l'on ne peut pas oublier un pan de l'oppression au profit d'un autre. Pour une réelle émancipation, c'est à tous les systèmes de domination dans lesquels nous sommes inséré-e-s que nous devons nous attaquer.

Vous n'avez pas d'humour, vous êtes politiquement correct. Si l'humour peut être une arme dans des situations difficiles pour aider à surmonter le quotidien, il appartient alors à celles et ceux qui les vivent de le pratiquer. Comme tout le reste, l'humour est construit socialement, à la fois dans ses représentations, dans ce qu'il véhicule et dans la façon dont il est reçu et partagé, il n'est bien sûr pas exempt des rapports de domination intrinsèques au milieu social où il est produit. En plus, on ne rit pas seul-e mais bien souvent avec d'autres et le rire a une indéniable fonction sociale et socialisante. Ce n'est pas parce que l'on rit à une blague qu'on la trouve forcément drôle. On cherche simplement parfois par ce biais, à intégrer un groupe donné, du moins en apparence.

Faut flatter le popolo et contrer la culture bourgeoise puritaine. C'est ainsi que certains justifieraient leurs couvertures sexistes et racoleuses pour les numéros d'été (comme tous

les magazines à grand tirage...). Mais la beaufnerie à des limites puisque les contenus racistes y sont beaucoup moins présents. Les cultures ouvrières sont des cultures riches de valeurs, la solidarité et l'émancipation de tou-te-s en font partie, bien davantage que le machisme de bas étage. Concernant le puritanisme, la question n'est pas d'assumer ou non des désirs et/ou des fantasmes mais plutôt de se poser la question de comment on désire, comment on exprime ces désirs et de pouvoir réfléchir aux implications différentes qu'impliquent nos constructions sociales dans les jeux de drague ou de séduction.

À défaut de réponses, certains médias militants ont trouvé la parade en évitant complètement d'aborder ces sujets ou en faisant un article une fois par an à l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes ! Mais c'est justement l'invisibilisation des inégalités entre les hommes et les femmes qui ne fait que les renforcer.

Une lutte antisexiste se construit et prend forme dans les prises de conscience, les réflexions croisées et les dynamiques collectives mais surtout dans les profonds bouleversements de nos comportements au quotidien et l'obligation d'un travail sur soi. Nous sommes tou-te-s imprégné-e-s par nos éducations, tantôt comme dominé-e-s, tantôt comme dominants. Il ne suffit pas de se décréter antisexiste ou antiraciste pour le devenir automatiquement. Sortir de nos conditionnements constitue alors un enjeu de taille.

Comme l'ont souligné justement les camarades de *La Brique* : « Si notre regard est forcément déterminé par notre vécu, alors le genre, la couleur, le rang social du journal ne doivent pas pour autant en faire un lieu d'oppression. Plus généralement, que ce soit dans ce qu'elle choisit de publier, comme dans ce qu'elle reproduit en interne, nous pensons que la presse indépendante doit avoir pour elle l'exigence qu'elle a pour ses idéaux d'une société égalitaire. »

Rafito, Gilles et Anita

4. Dans une BD publié dans un recueil de textes radicaux issus du mouvement des chômeurs/euses de 1997-1998, on pouvait suivre les aventures d'un lutin qui s'oppose aux manipulations des syndicats, enferme les patrons d'une ANPE, organise un conseil de chômeurs, prône l'abolition de l'argent et du salariat et ... le viol collectif de Dorothee.

5. *La Brique* n°30, janvier-février 2012.

À CONSULTER

Les mots sont importants
<http://lmsi.net>

Encore trop souvent perçue comme une philosophe mystique ou un simple témoin du malheur ouvrier, Simone Weil (1909-1943) partagea pourtant les débats des «gauchistes» des années 1930 et y contribua d'une manière essentielle avec ce qu'elle nommait son «grand œuvre»: les Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale (1934). Dans le texte qui suit, écrit trois ans plus tard, elle prolonge son examen des deux grandes idées qui structurent l'imaginaire de la gauche dite «progressiste». Cependant, si elle s'interroge sur ces deux notions, ce n'est pas pour se résigner à la marche du monde comme il va, mais, au contraire, pour «comprendre la maladie de son époque et [...] en tirer les remèdes» afin de bâtir une civilisation nouvelle, comme l'écrivit Albert Camus. Pour lui, cette solitaire, «grande sans désespoir», représentait donc bien «la solitude des précurseurs chargés d'espoir».

EXAMEN CRITIQUE DES IDÉES DE RÉVOLUTION ET DE PROGRÈS

UN MOT MAGIQUE, aujourd'hui, semble capable de compenser toutes les souffrances, de satisfaire toutes les inquiétudes, de venger le passé, de remédier aux malheurs présents, de résumer toutes les possibilités d'avenir. C'est le mot de révolution. Il ne date pas d'hier. Il date de plus d'un siècle et demi. Un premier essai d'application, de 1789 à 1793, a donné quelque chose, mais non pas ce qu'on en attendait. Depuis, chaque génération de révolutionnaires se croit, dans sa jeunesse, désignée pour faire la révolution, puis vieillit peu à peu et meurt en reportant ses espérances sur les générations suivantes ; elle ne risque pas d'en recevoir le démenti, puisqu'elle meurt. Ce mot a suscité des dévouements si purs, fait couler à plusieurs reprises un sang si généreux, constitué pour tant de malheureux la seule source du courage de vivre qu'il est presque sacrilège de l'examiner ; tout cela n'empêche pourtant pas que peut-être il ne soit vide de sens. Les martyrs ne remplacent les preuves que pour les prêtres.

Si on considère le régime qu'il s'agirait d'abolir, le mot de révolution semble n'avoir jamais été aussi actuel, car, de toute évidence, ce régime est bien malade. Si on se retourne du côté des successeurs éventuels, on aperçoit une situation paradoxale. En ce moment, aucun mouvement organisé ne prend effectivement le mot de révolution comme un mot

Au fond on pense aujourd'hui à la révolution non comme à une solution des problèmes posés par l'actualité, mais comme à un miracle dispensant de résoudre les problèmes. La preuve qu'on la considère ainsi, c'est qu'on attend qu'elle tombe du ciel ; on attend qu'elle se fasse, on ne se demande pas qui la fera. Peu de gens sont assez naïfs pour compter à cet égard sur les grandes organisations, syndicales ou politiques, qui avec plus ou moins de conviction persistent à se réclamer d'elle. Dans leurs états-majors, quoique non totalement dépourvus d'hommes de valeur, le regard le plus optimiste ne pourrait apercevoir l'embryon d'une équipe capable de mener à bien une tâche de cette envergure. Les cadres de second plan, les jeunes, ne donnent aucune marque qu'ils puissent renfermer les éléments d'une telle équipe. D'ailleurs ces organisations reflètent une bonne part des tares qu'elles dénoncent dans la société où elles évoluent ; elles en renferment même d'autres plus graves, à cause de l'influence qu'exerce sur elles à distance un certain régime totalitaire pire que le régime capitaliste. Les petits groupements, d'allure extrémiste ou modérée, qui accusent les grandes organisations de ne rien faire et mettent une persévérance si touchante à annoncer la bonne nouvelle, seraient plus embarrassés encore pour désigner des hommes capables

Cette notion catastrophique de l'histoire, où les catastrophes sont marquées par les fins et les débuts de chapitres, nous l'avons tous absorbée pendant des années.

d'ordre déterminant l'orientation de l'action et de la propagande. Pourtant jamais on ne s'est tant réclamé de ce mot d'ordre ; et surtout il touche individuellement tous ceux que les conditions d'existence actuelles font souffrir dans leur chair ou dans leur âme, tous ceux qui sont des victimes ou qui simplement se croient des victimes, tous ceux aussi qui prennent généreusement à cœur le sort des victimes qui les entourent, bien d'autres encore. Ce mot renferme la solution de tous les problèmes insolubles. Les ravages de la guerre passée, la préparation d'une guerre éventuelle pèsent sur les peuples d'un poids de plus en plus écrasant ; chaque désordre dans la circulation de la monnaie et des produits, dans le crédit, dans les investissements, se répercute en atroces misères ; le progrès technique semble apporter au peuple plus de surmenage et d'insécurité que de bien-être ; tout cela s'évanouira à l'instant où sonnera l'heure de la révolution. [...]

d'être les accoucheurs d'un ordre nouveau.

On se fie, du moins on le feint, à la spontanéité des masses. Juin 1936 a donné un exemple émouvant de cette spontanéité qu'on avait pu croire tuée, en France, dans le sang de la Commune. Un grand élan, sorti des entrailles de la masse, ingouvernable, a desserré soudain l'étau de la contrainte sociale, rendu l'atmosphère enfin respirable, changé les opinions dans tous les esprits, fait admettre comme évidentes des choses tenues six mois plus tôt pour scandaleuses. Grâce à l'incomparable puissance de persuasion que possède la force, des millions d'hommes ont fait apparaître, et d'abord à leurs propres yeux, qu'ils avaient part aux droits sacrés de l'humanité, ce que des intelligences même pénétrantes n'avaient pu apercevoir au temps où ils étaient faibles. Mais c'est tout. Sauf dans le sens d'un bouleversement plus profond, il ne pouvait y avoir autre chose. Les masses ne posent



pas de problème, n'en résolvent pas ; donc elles n'organisent ni ne construisent. D'ailleurs elles sont, elles aussi, profondément imprégnées des tares du régime où elles vivent, peinent et souffrent. Leurs aspirations portent la marque du régime. La société capitaliste ramène tout aux francs, aux sous, aux centimes ; les aspirations des masses aussi s'expriment principalement en francs, en sous, en centimes. Le régime repose sur l'inégalité ; les masses expriment des revendications inégales. Le régime repose sur la contrainte ; les masses, dès qu'elles ont droit à la parole, exercent dans leurs propres rangs une contrainte du même genre. On voit mal comment il pourrait surgir des masses, spontanément, le contraire du régime qui les a formées, ou plutôt déformées. On se fait une étrange idée de la révolution, à examiner la chose de près. D'ailleurs, dire qu'on s'en fait une idée, c'est beaucoup dire. À quoi les révolutionnaires croient-ils pouvoir reconnaître le moment où il y aura révolution ? Aux barricades et aux fusillades dans les rues ? À l'installation au gouvernement d'une certaine équipe d'hommes ? À l'émigration massive des bourgeois ? À la promulgation d'un décret supprimant la propriété privée ? Tout cela n'est pas clair. Mais enfin il reste qu'on attend, sous le nom de révolution, un moment où les derniers seront les premiers, où les valeurs niées ou abaissées par le régime actuel surgiront au premier plan, où les esclaves, sans abandonner d'ailleurs leurs tâches, seront les seuls citoyens, où les fonctions sociales vouées aujourd'hui à la soumission, à l'obéissance et au silence auront les premières droit à la parole et à la délibération dans toutes les affaires d'intérêt public. Il ne s'agit pas là de prophéties religieuses. On présente un tel avenir comme correspondant au cours normal de l'histoire. C'est qu'on ne se fait aucune idée juste du cours normal de l'histoire. Même quand on ne l'a pas étudiée, on reste pénétré par le souvenir vague des manuels d'école primaire et des chronologies.

On se réclame de l'exemple de 1789. On nous dit que, ce que la bourgeoisie a fait par rapport à la noblesse en 1789, le prolétariat le fera par rapport à la bourgeoisie en une année non déterminée. On se figure qu'en cette année 1789, ou du moins, de 1789 à 1793, une couche sociale jusque-là subalterne, la bourgeoisie, a chassé et remplacé ceux qui géraient

la société, les rois et les nobles. De la même manière, on croit qu'à un certain moment qu'on désigne sous le nom de Grandes Invasions les barbares ont envahi l'Empire romain, ont brisé les cadres de l'Empire, réduit les Romains à un état très subalterne, et pris le commandement partout. Pourquoi les prolétaires n'en feraient-ils pas autant, à leur manière ? En effet, il en est ainsi dans les manuels. Dans les manuels, l'Empire romain dure jusqu'au moment où commencent les Grandes Invasions ; après quoi, c'est un nouveau chapitre. Dans les manuels, le roi, la noblesse et le clergé possèdent la France jusqu'au jour où on prend la Bastille ; ensuite, c'est le Tiers État. Cette notion catastrophique de l'histoire, où les catastrophes sont marquées par les fins et les débuts de cha-

Ce mot a suscité des dévouements si purs, fait couler à plusieurs reprises un sang si généreux [...] tout cela n'empêche pourtant pas que peut-être il ne soit vide de sens. Les martyrs ne remplacent les preuves que pour les prêtres.

pitres, nous l'avons tous absorbée pendant des années ; nous ne nous en débarrassons pas, et nous réglons notre action sur elle. La division des manuels d'histoire en chapitres nous vaudra bien des erreurs désastreuses.

Cette division ne correspond à rien de ce qu'on sait concernant le passé. Il n'y a pas eu substitution violente des premières formes de la féodalité à l'Empire romain. Dans l'Empire lui-même, les barbares s'étaient mis à occuper les postes les plus importants, les Romains tombaient peu à peu à des places honorifiques ou subalternes, l'armée se disloquait en bandes menées par des aventuriers, le colonat remplaçait peu à peu l'esclavage, tout cela bien avant les grandes invasions. De même, en 1789, il y avait bien longtemps que la noblesse était réduite à une situation presque parasite. Un siècle plus tôt, Louis XIV, si fier envers les plus hauts personnages, devenait déferent devant un banquier. Les bourgeois occupaient les plus hautes fonctions de l'État, régnaient sous le nom du roi, exerçaient les magistratures, dirigeaient les entreprises industrielles et commerciales, s'illustraient dans les sciences et la littérature, et ne laissaient guère aux nobles qu'un monopole, celui des fonctions d'officiers supérieurs. On pourrait citer d'autres exemples. [...]

Ceux qui prétendent appuyer de raisonnements, et même de raisonnements scientifiques, leur croyance en une révolution se réclament tous de Marx. Le socialisme dit scientifique créé par Marx est passé à l'état de dogme, comme d'ailleurs tous les résultats établis par la science moderne, et on accepte une fois pour toutes les conclusions sans jamais s'enquérir des méthodes et des démonstrations. On aime mieux croire que Marx a démontré la constitution future et prochaine d'une société socialiste, plutôt que de chercher dans ses œuvres si on y peut trouver même la moindre tentative de démonstration. Marx, il est vrai, analyse et démonte avec une admirable clarté le mécanisme de l'oppression capitaliste ; mais il en rend si bien compte qu'on ne peut guère se représenter comment, avec les mêmes rouages, le mécanisme pourrait un beau jour se transformer au point que l'oppression s'évanouisse progressivement...

Simone Weil, fin 1937 ?, extrait des *Œuvres complètes II. Écrits historiques et politiques*, vol. II, Gallimard, 1991]

À LIRE

Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale. Folio essais
L'Enracinement Folio essais

Les **Écrits historiques et politiques** ont été publiés en trois volumes dans les **Œuvres complètes** en cours de parution chez Gallimard :

L'engagement syndical (1927-juillet 1934) ;
L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution (juillet 1934 - juin 1937) ;
Vers la guerre (1937-1940).

en lutte

DEPUIS SEIZE ANS, LE COLLECTIF DE SANS-PAPIERS DE LA RÉGION LILLOISE, CSP 59, SE BAT POUR L'AUTONOMIE DES PERSONNES EN DEMANDE DE RÉGULARISATION.

LE COMITÉ DES SANS-PAPIERS DU NORD

AGIR

Manifestation tous les mercredis à 18 h 30
Place de la République,
à Lille

CSP59

42 rue Bernos
59800 Lille-Fives
csp59@wanadoo.fr
leblogducsp59.over-
blog.com

À LIRE

Les luttes du comité
des sans-papiers :
analyse de sa
littérature militante
tome 1 : 1996-2000 et
tome 2 : 2001-2005
Groupe de recherche
du Comité des sans-
papiers 59
Darna éditions

EN 1996, le Comité des sans-papiers du Nord (CSP59) mène une lutte acharnée depuis plus de quinze ans pour la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Mouvement autonome soutenu par de nombreux et nombreuses militant-e-s, le CSP59 organise depuis sa création des manifestations hebdomadaires, et initie également des occupations de bâtiments publics pour faire avancer ses revendications. Le comité lutte avant tout pour la régularisation des personnes sans papiers, avec une stratégie de visibilité. Il agit au grand jour, et montre que les sans-papiers sont des travailleurs comme les autres, des « citoyens » comme les autres, et luttent pour être traités comme tels. Il participe également aux mobilisations sur toutes les questions qui le concernent de près. Récemment, le CSP59 a ainsi joué un rôle actif dans le Collectif contre la loi Besson, dans le Collectif antifasciste de Lille, dans l'organisation d'une journée de mobilisation contre la répression, et il a soutenu le Collectif de chômeurs et précaires de Lille lors d'une occupation de la direction régionale de Pôle emploi.

Parmi leurs victoires, une des plus conséquentes est l'obtention de l'accord Delarue en 2004. Celui-ci reconnaît le CSP59 comme un interlocuteur légitime dans la défense argumentée des dossiers de régularisation, lui permettant d'assister aux rencontres mensuelles avec les autorités préfectorales où ces dossiers sont défendus. S'il ne remet pas en cause le traitement au cas par cas, largement dénoncé en manifestation comme une méthode « diviser pour mieux régner », cet accord facilite les régularisations, en permettant aux sans-papiers d'avoir un œil attentif sur les procédures, et de contester les largeurs que se permet la préfecture dans le traitement des dossiers. Mais en 2007, le nouveau préfet nommé par Sarkozy aboli l'accord Delarue. Le nouvel accord, imposé, prévoit la création de la Codrese : une commission départementale procédant à l'examen des demandes de régularisation proposées par certaines associations dûment autorisées. Or, si parmi celles-ci on retrouve la Cimade, le MRAP et la Ligue des droits de l'homme, qui sont des soutiens historiques du CSP59, celui-ci n'en fait pas partie. Il n'est plus possible pour les sans-papiers de défendre leur cas eux et elles-mêmes, les mettant dans une situation infantilissante où ils et elles doivent désormais compter sur des militant-e-s d'autres associations pour les représenter. Une grève de la faim sera initiée en réaction, qui durera de juin à août 2007, sans succès, mais qui marquera fortement les esprits. Pendant toute la présidence de Sarkozy, la préfecture n'adressera que des fins de non-recevoir aux demandes répétées du CSP59 de pouvoir à nouveau défendre les dossiers de régularisation. Comme s'y attendaient les sans-papiers et les associations, la Codrese s'est avérée être un outil de la politique du chiffre du gouvernement, un outil de « non-régularisation ».

Alors, début 2012, le CSP59 décide de profiter des élections



présidentielles pour relancer une série d'occupations afin de réobtenir le droit à la défense argumentée des dossiers : occupation de la faculté de droit, de la Direction départementale du travail (DDTE), puis d'un local de l'association Emmaüs, accusée de mentir aux sans-papiers sur le véritable rôle de la Codrese¹. Enfin, le 30 mars, lors d'une occupation du local de l'UMP, les occupant-e-s se font expulser sous les matraques et les gaz, et sept militants du CSP59 se font arrêter, dont six seront emmenés le soir au CRA de Lesquin. Le procès de ces six militants sera à nouveau l'occasion pour la police de réprimer physiquement la mobilisation des sans-papiers et de leurs soutiens : le rassemblement devant le tribunal sera attaqué sans sommation, et six personnes seront conduites à l'hôpital. Deux personnes sont libérées, mais assignées à résidence, les quatre autres retournent au centre de rétention, et font appel de la décision. Quelques jours plus tard, alors qu'une manifestation s'appête à rejoindre le CRA à pied, la cour d'appel de Douai suspend la détention administrative des militants, arguant de l'illégalité des arrestations. Suite à ces événements, le CSP59 sera enfin reçu par la préfecture. Malheureusement celle-ci se refusera à prendre en compte leur revendication principale : pouvoir participer à la défense argumentée des dossiers. Alors la mobilisation et les occupations continuent : de nouvelles occupations du local de l'UMP et de la DDTE ont lieu, et se déroulent sans encombre. Alors certes, malgré le changement de préfecture, et d'autres rendez-vous du CSP59 à la préfecture, ses revendications ne sont toujours pas satisfaites et, certes, la répression guette toujours². Mais la fréquentation des manifestations du mercredi s'est élargie suite à ces événements, et la préfecture ne fait plus la sourde oreille. Comme on peut l'entendre en manif : « C'est la lutte qui commence ! Et ce n'est qu'un début ! »

Camille

1. La suite du texte s'appuie sur les articles rédigés par La Brique, qui a suivi la mobilisation au jour le jour. On peut les retrouver sur Internet : labrique.net/mot/csp59

2. Début juillet, une militante, soutien du CSP59, est convoquée par la police aux frontières, qui la menace de poursuites pour « délit de solidarité ».



DEPUIS PLUSIEURS décennies, la conflictualité entre les classes sociales, ensommeillée par la fable libérale, connaît un processus d'invisibilisation. À tel point que, pour beaucoup, n'apparaissant plus, elle n'aurait plus de raison d'être aujourd'hui. Nous vivrions donc toutes et tous dans une sorte de grande classe moyenne en voie d'universalisation qui réussirait à gommer les différences et les antagonismes. Nous serions toutes et tous des éléments plus ou moins indifférenciés dans la société, évoluant selon des besoins et des buts « génériques » orientés par la pente « naturelle » du « Progrès » (bien-être matériel garanti par la consommation, inscription dans un projet professionnel/de vie, épanouissement

personnel par des voies diverses et variées...). L'antagonisme de classes ne subsisterait, et encore de manière résiduelle, que comme un vestige du temps de l'industrialisation, de la formation et du développement de la classe ouvrière – laquelle a longtemps eu le monopole de la figure du prolétaire. Ainsi, le déclin du monde ouvrier marquerait la disparition du prolétariat et de la lutte de classe. Dans un monde pacifié par les lois du marché, il n'y aurait plus, à proprement parler, de classes sociales aux contours bien dessinés, plus de luttes de classe nécessaires, et donc plus de prolétaires ou de prolétariat pour transformer le monde. Dans le même temps, les milieux militants (depuis l'extrême gauche parlementaire jusqu'à certains

groupes autonomes) parlent encore de lutte de classe et de prolétariat. Mais qu'entendent-ils par là ? Ces concepts, qui ont une longue histoire, sont-ils toujours opérants aujourd'hui ? La figure du prolétaire renvoie-t-elle à celle de l'ouvrier ? S'agit-il de conditions objectives de vie ou de rapports de force existants ? Fait-on référence au sujet actif de la marche de l'histoire, s'il en est un ? Suppose-t-on d'emblée une unité des prolétaires ou envisage-t-on une multiplicité des figures prolétariennes ? Il ne s'agit pas de pinailler sur les termes mais bien de tenter d'appréhender la ou les façons dont l'antagonisme de classe s'incarne aujourd'hui. Y parvenir pourrait nous permettre de mieux comprendre ce qui se joue dans les luttes actuelles.

ÉMERGEANT DES BRUMES INDUSTRIEUSES DU XIXE SIÈCLE, LE PROLÉTARIAT REPRÉSENTE DEPUIS LORS À LA FOIS LA FIGURE DE L'EXPLOITÉ-E ET CELLE DU PORTEUR DES ESPOIRS RÉVOLUTIONNAIRES. RETOUR NÉCESSAIRE SUR LA GENÈSE D'UN CONCEPT AMBIVALENT.

LA FORMATION DU PROLÉTARIAT ENTRE MYTHE ET HISTOIRE

LA NOTION DE PROLÉTAIRE émerge, au XIX^e siècle, du processus d'industrialisation du monde et des analyses que Marx en livre à chaud, notamment dans le *Manifeste du Parti communiste* publié en 1848. Dans ce petit livre célèbre, quoique relativement invisible lors de sa publication, Marx et Engels écrivent que « la société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent : la bourgeoisie et le prolétariat ».

Pour Marx comme pour la tradition marxiste ultérieure, la définition du prolétariat repose sur trois aspects essentiels : il est d'abord le produit de l'organisation industrielle du travail et il n'existe que dans et par la grande industrie ; le prolétariat est en second lieu le producteur de la plus-value qui permet la reproduction élargie du capital (il est donc la source de tout le développement économique et technologique) ; enfin la condition prolétarienne se caractérise par l'insécurité fondamentale. Cette insécurité n'est pas liée aux seuls aléas de la conjoncture, mais au mode de production capitaliste lui-même qui a besoin de l'existence d'une armée de réserve industrielle pour fonctionner. Les prolétaires sont donc « la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise au même titre que tout autre article de commerce ; ils sont exposés, par conséquent, de la même façon à toutes les vicissitudes de la

concurrence, à toutes les fluctuations du marché. Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait ».

Le « prolétariat » apparaît à l'époque de la « Révolution industrielle », il correspond à la fois aux transformations qui modifient radicalement l'expérience ouvrière et la physionomie des classes populaires, mais aussi à de nouvelles logiques de lutte qui accompagnent l'organisation progressive des travailleurs et travailleuses. Le terme, emprunté à l'Antiquité romaine où il désignait le citoyen romain qui n'avait que ses enfants (*proles*) comme richesse, a d'abord une fonction performative. Il simplifie la réalité et la complexité du fonctionnement de la société industrielle en voie d'émergence pour en faire surgir les traits les plus saillants : l'accroissement continu des inégalités et les logiques de dépossession de toute autonomie au profit du capital. Marx lui-même avait parfaitement conscience de la diversité des situations ouvrières et de l'hétérogénéité de la « classe » nouvelle en train d'advenir, le mot « prolétaire » lui sert d'abord pour désigner une trajectoire en devenir et une condition qui menace à terme l'ensemble de la société : « Petits industriels, petits commerçants et rentiers, petits artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; en partie parce que leur faible capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande indus-



MINEURS ESPAGNOLS EN GRÈVE PENDANT PLUS D'UN MOIS À SANTA CRUZ DEL SIL EN 2012.



trie, ils succombent à la concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population »¹.

DU MISÉRABILISME À LA DIGNITÉ OUVRIÈRE :

Avant que Marx n'emploie et ne popularise le mot de prolétaire après 1848, il était déjà très largement utilisé par les premiers penseurs socialistes et les observateurs sociaux. Le mot apparaît au tout début du XIX^e siècle avec une consonance nettement misérabiliste. Le prolétariat est, en quelque sorte, la couche inférieure du peuple, « celle qui ne possède rien et n'a pour vivre que son travail ». « Mon Dieu, ayez pitié du pauvre prolétaire », se lamente ainsi Lamennais. Pour les écrivains sociaux de l'époque, la condition ouvrière est une malédiction qu'il faut abolir en poursuivant l'œuvre d'émancipation de la Révolution de 1789. Classe résiduelle, produit de l'aveuglement et de l'obscurantisme des classes dirigeantes, le prolétariat peut et doit disparaître dans une évolution heureuse qui donnera à tous cette part de propriété individuelle sans laquelle il n'est pas de citoyenneté. Les socialistes de l'époque romantique, comme les saint-simoniens ou les disciples de Fourier, utilisent plus volontiers le terme de « producteurs », mettant volontairement l'accent sur l'aspect positif de la classe ouvrière, créatrice de la richesse sociale, que celui de « prolétariat », synonyme de misère et de frustration. Le changement de terminologie dans la seconde moitié du XIX^e siècle n'est pas fortuit. Il correspond à l'évolution interne du monde ouvrier et à la crise des anciens « métiers ». Dès les années 1840, le terme de prolétaire se répand et devient une arme puissante. L'ouvrier typographe et philosophe socialiste Pierre Leroux fonde à partir de 1846 sa *Revue sociale*, dont le sous titre est précisément « Solution pacifique du problème du prolétariat ». Repoussant la violence et l'organisation politique libérale, Leroux élabore une complexe philosophie de l'Humanité fondée sur la valorisation de l'association comme moyen d'émanciper les franges inférieures de la classe ouvrière. Par ailleurs, le mot n'est pas un simple concept théorique discuté entre philosophes, il devient populaire, et est peu à peu réapproprié par les ouvriers et ouvrières eux-mêmes à la recherche de dignité et d'une identité nouvelle. Vers 1849, le poète-chansonnier et ouvrier-typographe Edmond Tissier écrit une chanson intitulée *Le Prolétaire*, qui proclame : « Je suis le Prolétaire / Le fils de Dieu / Et le roi de la Terre / Je suis le prolétaire / Sans feu ni lieu ». Marx et ses disciples interviennent donc au terme d'un long processus qui vise à transformer le sens du mot prolétaire pour lui redonner une dignité. D'une interprétation misérabiliste, ils font peu à peu des prolétaires le moteur de l'histoire. La notion sera reprise par la suite en ce sens par les historiens marxistes à l'image de Jürgen Kuczynski, qui

publiera dans les années 1960 une monumentale étude sur la formation de la classe ouvrière dans les pays occidentaux.

AUX SOURCES PLURIELLES DU PROLÉTARIAT

Le prolétariat est donc d'abord une catégorie politique et un instrument rhétorique. Il recouvre évidemment une réalité sociologique beaucoup plus floue et complexe dont il est impossible ici de donner autre chose qu'une petite idée. La classe ouvrière du XIX^e siècle demeure longtemps plurielle et diverse. Sa physionomie varie selon les périodes, les pays et les territoires, et les nouveaux prolétaires d'usines que Friedrich Engels observe à Manchester dans les années 1840 demeurent toujours une petite minorité².

Les statistiques montrent clairement que le prolétariat véritable demeure numériquement peu important en France jusqu'à la fin du XIX^e siècle. La notion d'ouvrier demeure floue au milieu du XIX^e siècle. Une grande partie des ouvriers sont

Le prolétaire est celui ou celle qui voit son savoir-faire laminé par les nouvelles logiques techniques et organisationnelles du travail industriel, et qui voit son mode de vie détruit par le déracinement dans les grandes villes et les concentrations industrielles.

des paysans à mi-temps et la frontière demeure longtemps poreuse entre l'artisan dépendant, le salarié, le petit patron et le chef d'atelier. En termes statistiques, ce sont les ouvriers et ouvrières du textile qui dominent dans la population industrielle (en France, ils et elles sont environ deux millions contre moins de cent mille dans les mines de charbon à la fin des années 1860). La mécanisation a en effet concerné d'abord le travail du textile, et le fileur est sans conteste le premier prolétaire moderne concentré dans des grandes usines mécanisées. L'historien Jules Michelet est sans doute l'un de ceux qui ont le mieux décrit la nouvelle situation de l'ouvrier prolétarisé : « Le travail solitaire du tisserand était bien moins

1. *Manifeste du Parti communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels, 1847.

2. *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels, 1845.

LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

« LA CLASSE OUVRIÈRE n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation. Nous parlerons de **classe**, et non de classes, pour des raisons que ce livre a notamment pour objet d'étudier. Il y a, naturellement, une différence. L'expression "classes laborieuses" est descriptive et élude autant qu'elle définit. Ce terme désigne, de façon peu rigoureuse, un ensemble de phénomènes distincts. On trouve ici des tailleurs, là des tisserands, et ensemble ils constituent les classes laborieuses.

J'entends par classe un phénomène **historique**, unifiant des événements disparates et sans lien apparent, tant dans l'objectivité de l'expérience que de la conscience. J'insiste sur le caractère historique du phénomène. Je ne conçois la classe ni comme une « structure » ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains.

De plus, la notion de classe implique celle de rapport historique. Comme tout rapport, c'est un phénomène dynamique qui échappe à l'analyse dès lors qu'on tente de la figer à un moment particulier pour en dégager les composantes. La grille sociologique la plus fine ne saurait mettre en évidence un pur modèle de classe, pas plus qu'un pur modèle de déférence ou d'amour. Ce rapport doit toujours s'incarner dans des hommes et un contexte réels. » Extrait de *La formation de la classe ouvrière anglaise*, E. P. Thompson, Seuil, 2012, [1963], p. 15



3. **Le Peuple**, Jules Michelet, Paris, 1846.

pénible. Pourquoi ? C'est qu'il pouvait rêver. La machine ne comporte aucune rêverie, nulle distraction... Le tisserand à la main tisse vite ou lentement selon qu'il respire lentement ou vite ; il agit comme il vit ; le métier se conforme à l'homme. Là, au contraire, il faut bien que l'homme se conforme au métier, que l'être de sang et de chair, où la vie varie selon les heures, subisse l'invariabilité de cet être d'acier»³.

Les situations nationales et régionales sont également très contrastées selon les rythmes de l'industrialisation et de la diffusion des machines, mais aussi selon les statuts juridiques, les possibilités de pluriactivité qui pouvaient exister localement. L'abondance et le faible coût de la main-d'œuvre rurale habituée au travail industriel expliquent ainsi que la France ait connu une mécanisation et une prolétarianisation nettement moins poussée que l'Angleterre au XIX^e siècle : les tisserand-e-s à domicile, qui étaient encore 250 000 en 1810, ne sont plus que 3 000 en Angleterre en 1860 alors qu'à cette date il y a encore 200 000 métiers à bras en France. La main-d'œuvre industrielle est aussi très diverse puisque l'on emploie longtemps les enfants et que les femmes représentent des effectifs importants des fabriques (plus de 50 % chez les fabricants de coton britanniques en 1844).

DÉPOSSESSION, CONTRÔLE ET DÉRACINEMENT

Même s'ils demeurent numériquement minoritaires, les nouveaux prolétaires de la grande industrie retiennent l'attention, ce sont eux qui sont observés et qui semblent incarner l'avenir... C'est en Angleterre, puis en Belgique, que se créent les premières grandes concentrations industrielles fondées sur le textile et le charbon. C'est là qu'une partie, parfois majoritaire, de la population – artisans et compagnons déclassés, mais surtout paysans déracinés – va progressivement constituer cette immense classe de dépossédé-e-s n'ayant pour vivre que sa simple force de travail, sans que l'exercice de celui-ci puisse en quoi que ce soit constituer une réalisation personnelle, ou lui assurer la sécurité matérielle. Le prolétaire est celui ou celle qui voit son savoir-faire laminé par les nouvelles logiques techniques et organisationnelles du travail industriel, et qui voit son mode de vie détruit par le déracinement dans les grandes villes et les concentrations industrielles.

Pour simplifier, on peut considérer que c'est la machine qui définit le prolétariat. Étant donné la faiblesse de son salaire, le travailleur est en effet incapable d'acquérir des moyens de production que le développement techno-scientifique rend toujours plus onéreux, imposant la concentration croissante

de capitaux énormes.

La figure du prolétaire est également liée à l'expérience d'une dépossession et à un contrôle social renforcé. L'industrialisation du XIX^e siècle voit en effet surgir une exigence croissante de discipline et de contrôle de la main-d'œuvre et de son activité. Pour y répondre, on agit sur les sphères de recrutement, sur la formation et la qualification de la main-d'œuvre, sur les modes de rémunération, mais aussi sur le contrôle et l'organisation du processus de production. Dans le discours des fabricants, des ingénieurs et des économistes, le projet de mécanisation industrielle s'énonce de plus en plus à travers le langage du travail discipliné et moralisé. La relation d'emploi devient de plus en plus inégale et la législation accentue son caractère disciplinaire. L'arsenal législatif est utilisé pour contrôler les travailleurs, briser les grèves, assurer la stabilité de la main-d'œuvre et freiner leur débauchage. En France, la loi Le Chapelier de 1791, le livret ouvrier institué en 1803 et le code pénal de 1810 encadrent strictement la main-d'œuvre et interdisent les coalitions. Les nouvelles mécaniques elles-mêmes sont pensées comme des auxiliaires pour contrôler les travailleurs et travailleuses et discipliner le travail qui inquiète à l'« ère des Révolutions ». Claude-Anthelme Costaz – conseiller d'État, préfet, membre du Tribunal, directeur général des Ponts et Chaussées, l'un des personnages clés de l'appareil économique d'État sous le Directoire et l'Empire – explique ainsi en 1815 que « la découverte des machines rend aujourd'hui impuissante la mauvaise volonté des ouvriers puisqu'ils ne sont plus, comme autrefois, des instruments indispensables à l'activité des manufactures et qu'on peut, sans inconvénient, les remplacer par des hommes nouveaux et manquant d'expérience ». La formation du prolétariat dans les décennies centrales du XIX^e siècle est liée à un double mouvement à travers lequel s'invente le capitalisme industriel naissant. Tout d'abord, il résulte évidemment des mutations économiques, technologiques et organisationnelles à travers lesquelles les ingénieurs, les fabricants et l'État tentent de créer un ouvrier docile et soumis à l'impératif du déploiement complet de la technologie et de la grande industrie. L'expérience prolétarienne est ainsi fondamentalement marquée par la dépossession à l'égard des savoir-faire artisanaux, le déracinement à l'égard des modes de vie ruraux et communautaires, l'expérience croissante de la discipline et du contrôle social aux dépens de l'autonomie. Mais le prolétariat est lié aussi à l'effort des premiers socialistes pour dépasser l'hétérogénéité fondamentale du monde ouvrier, transcender ses divisions pour faire advenir une figure unifiée, apte à l'organisation et à la lutte. L'ambiguïté du concept est liée à ses conditions d'apparition : le concept demeure tiraillé entre une définition sociologique décrivant l'expérience ouvrière et un usage politique comme mythe social forgé pour unifier la pluralité des luttes sous un concept unique.

C'est sans doute d'abord parce qu'il fut un concept de combat que le mot de prolétaire s'est imposé si vite dans le mouvement ouvrier et syndical en voie d'organisation à la fin du XIX^e siècle. C'est aussi ce qui justifie que son utilisation demeure pertinente et que certains aient tenté de l'actualiser pour l'adapter aux nouvelles logiques du capitalisme du XX^e et du début du XXI^e siècle. Ainsi, Jacques Ellul, analysant la nouvelle société technicienne à l'aube des années 1980, discernait l'avènement du « prolétariat de l'abondance », composé d'hommes qui peuvent paraître relativement riches mais qui sont aussi fondamentalement déracinés, dépossédés d'eux-mêmes, hypnotisés par la technique et les illusions de l'abondance consumériste.

François Jarrige

À LIRE

LE MONDE DU TRAVAIL EN FRANCE (1800-1950)

Alain Dewerpe, Armand Colin, 1998

CHANGER DE RÉVOLUTION. L'INÉLUCTABLE PROLÉTARIAT

Jacques Ellul, Le Seuil, 1982

LES ORIGINES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Jürgen Kuczynski, Hachette, 1969.

LES OUVRIERS DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Gérard Noiriel, Le Seuil, 1986.



LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ANGLAISE

Edward P. Thompson, Le Seuil, 2012.



DOSSEIER



OCCUPY

OU LA FIN DU CHACUN-E POUR SOI

DANS LE SLOGAN « Nous sommes les 99 % » du mouvement Occupy aux États-Unis, c'est moins la dénonciation ou le ressentiment contre le 1 % restant qui importe que l'appel aux 99 autres à constituer une force commune, à reprendre la ville et l'espace public, à recomposer des solidarités et des liens. Là où l'individualisme et l'économie séparent et divisent pour ne faire adopter que la pensée et les habitudes du chacun pour soi, l'occupation de Zuccotti Park à New York cherchait autre chose. Cela ne passait pas par des revendications mais par des assemblées et des discussions collectives et, par exemple, par des actions pour empêcher des expulsions de logement (dues à l'impossibilité de payer un crédit à la banque face à la crise économique).

Si un tel slogan semble trop abstrait ou général, et paraît effacer trop vite les différences de pouvoir et de richesse au sein des 99 %, il reste l'occasion d'une recomposition, et d'une reprise locale dans presque toutes les villes américaines (et, à l'échelle des États-Unis, un tel référent national n'était pas apparu depuis très longtemps). Sur Internet, des dizaines de milliers d'Américains racontent en un court texte leur situation d'endettement et de galère face à la crise sous ce même slogan des 99 %. La dette auparavant cachée s'exprime ici d'une façon à la fois personnelle et collective, puisque prise dans une histoire commune, et devant une large audience. Ce sont surtout tous les couacs et les conflits dans l'Amérique qui se prétend riche et puissante qui apparaissent publiquement, le drapeau du rêve américain qui paraît bien plus sale et troué qu'il ne le dit.

De plus, le mouvement Occupy reprend certaines pratiques et dates du mouvement ouvrier. Le 1^{er} mai dernier (date qui n'était plus fêtée aux États-Unis depuis longtemps), le mot d'ordre était à la grève générale, à une journée sans les 99 %. Faire une telle grève n'a rien d'évident puisque, dans beaucoup d'espaces de travail (restauration, vente, livraison, manutention, etc.), les possibilités de grève sont difficiles et limitées. Réduite par les contrats de travail précaires et l'absence de syndicats ou, s'ils sont présents, par leur absence de conflictualité, la grève générale est comme une ques-

tion reposée par le mouvement Occupy dans tous les États-Unis, quelque chose d'impossible immédiatement qu'il faut imaginer et dont il faut construire les moyens.

Dans le même mois de mai, de nombreuses manifestations ont eu lieu en soutien à la grève étudiante au Québec, les étudiant-e-s se battant là-bas aussi contre l'endettement généralisé et les contraintes qui en découlent. Depuis, beaucoup d'axes de réflexion prennent plus directement la dette pour objet, et plusieurs collectifs pour l'abolition de la dette se sont créés à New York et ailleurs. Ils cherchent à construire des refus collectifs de la dette, et par là à lutter contre les contraintes et dépendances imposées par le capitalisme. Les batailles contre le capitalisme prennent à partir des lieux et des contraintes où il impose sa domination, par les dépendances et la course à l'argent nécessaire pour survivre. Le poids de l'endettement est aujourd'hui l'un des points les plus tendus et, à partir de là, de nombreuses luttes et forces collectives qui participent à construire des politiques de lutte des classes contre la bourgeoisie et ses armes peuvent ou doivent apparaître et s'imaginer. Adrien





1ER MAI 2011
À LISBONNE.

LES INDIGNÉS S'INVITENT DANS LA LUTTE DE CLASSE

LE MOUVEMENT DES INDIGNÉS TÉMOIGNE DE LA PERMANENCE DE LA QUESTION SOCIALE.
RETOUR SUR UN MOUVEMENT QUI DIVISE AUTANT QU'IL EST DIVISÉ.

« Ainsi, non seulement le surmoi oblige l'individu à obéir aux impératifs de la réalité, mais encore il oblige à obéir aux impératifs d'une réalité passée. » Herbert Marcuse, *Eros et civilisation*.

LA DIMINUTION DE L'ÉCART entre les conditions de vie des étudiant-e-s et celles des jeunes ouvrier-e-s intègre la tendance à l'appauvrissement du monde salarié. Une surpopulation de prolétaires survit, depuis des années, parquée dans des espaces urbains délimités et policés. Dans ce monde de vies atomisées, le passage entre l'enfance, l'adolescence et l'âge adulte est de moins en moins guidé par l'ancien processus d'intégration allant de l'école à l'entreprise. Aujourd'hui, c'est la jeunesse étudiante qui voit à son tour se précariser l'horizon. Les étapes qui jalonnaient jadis la vie professionnelle — carrières, promotions — sont désormais réservées à une élite minoritaire. Pour la majorité, les études signifient l'entrée dans la soumission à l'endettement capitaliste. Le fort mouvement des étudiant-e-s québécois-es, au printemps 2012, exprima l'opposition à cette évidence¹.

Une autre caractéristique de l'évolution actuelle du capitalisme est l'écart croissant des revenus et la concentration de la richesse dans un segment chaque jour plus réduit de la classe capitaliste. L'appauvrissement de la majorité de la société creuse les inégalités matérielles, de santé, éducatives et autres, et accroît le sentiment de dépossession. La formule du mouvement Occupy, « Nous sommes les 99 % ! », bien plus qu'une affirmation interclassiste réductrice, fait écho à cette tendance, ce qui explique sa capacité mobilisatrice. En 2011, alerté par un demi-million d'Indignés israéliens dans

les rues de Tel-Aviv, l'éditorialiste du *Yediot Aharonot* s'étonnait qu'une « croissance forte accompagne l'augmentation de la pauvreté »². Or, ce que le journaliste appelait « un paradoxe » est justement la norme du capitalisme moderne.

L'appauvrissement des dites « classes moyennes » fissure l'idéologie du consensus démocratique, fondée sur la promotion sociale, le mirage de la consommation de masse et l'amélioration continue des conditions de vie. Ce sont les générations les plus jeunes qui prennent conscience en premier de la faillite du modèle. Une chose est de revoir à la baisse ses conditions de vie ; pire est le sentiment de ne jamais pouvoir y parvenir un jour... Évidence exprimée avec dérision par un slogan des Indignés en Espagne : « Nous avons été les enfants du confort, mais nous ne serons pas les parents du conformisme ».

Il est clair que la crise économique actuelle est facteur d'unification de révoltes. L'angoisse du futur est un fil commun aux soulèvements récents, du Chili à Israël, de la Grèce à l'Espagne, aux États-Unis et au Québec. Dans un contexte politique et économique différent, les révoltes arabes ont, elles aussi, réuni la grande masse de la jeunesse pauvre avec des secteurs appauvris des « classes moyennes ». En brisant l'immobilisme des régimes totalitaires, les manifestant-e-s cherchaient à ouvrir une perspective d'avenir. Et c'est également une rage contre ce présent éternel sans futur qui s'est exprimé dans les émeutes anglaises de l'été 2011.

DÉFIANCE ENVERS LE SYSTÈME REPRÉSENTATIF

C'est en Espagne que le mouvement des Indignés a pris de l'ampleur et s'est le plus radicalisé. Au contraire de la Grèce

1. Maurizio Lazzarato, dans *La Fabrique de l'homme endetté*, (Amsterdam, 2012), souligne la force idéologique de l'endettement dans la reproduction de la vie. En écho au printemps d'érable de Montréal, lire www.archyves.net, 30 mai 2012.

2. *Le Monde*, 6 septembre 2011.



— où il s'est inséré dans l'agitation de révoltes, d'occupations, de grèves générales —, sur la péninsule Ibérique, le mouvement a surgi dans une situation sociale plutôt atone. *A posteriori*, on évoque des facteurs divers pour l'expliquer. Le chômage massif des jeunes, s'il compte pour beaucoup, n'est pas spécifique au cas espagnol. Par contre, on peut souligner l'existence d'un fort réseau social alternatif, composé de communautés et associations diverses, d'une mouvance de squats, ainsi que la présence d'un esprit de lutte et d'utopie sociale porté par les courants de l'anarcho-syndicalisme. La dure grève des travailleurs du métro de Madrid, en 2010, menée par des assemblées, avait montré que les principes de la lutte autonome sont ancrés chez les travailleurs et travailleuses les plus combatifs, désabusé-e-s par le rôle pacificateur des « syndicats du pouvoir », comme les appellent les Indignés. Quoi qu'il en soit, le dynamisme et l'imagination des Indignés a constitué une référence pour d'autres mouvements, comme en Europe et en Amérique du Nord³.

C'est également en Espagne que la nature contradictoire du mouvement a été la plus perceptible⁴. Deux mots d'ordre ont constitué au départ le socle unificateur : « Démocratie réelle maintenant ! » et « Ils ne nous représentent pas ! ». Avec des nuances, ils partent de deux constats : le système représentatif démocratique est en crise et la classe politique est discréditée. Les brusques fluctuations de l'abstentionnisme électoral en sont une conséquence. En Grèce ou au Portugal, ce désintéressement répond à l'idée que « les politiciens ne méritent pas notre confiance ».

Derrière cette défiance, deux courants divergents se sont progressivement affirmés dans le mouvement espagnol. D'un côté, le courant majoritaire, pour qui le mot d'ordre « Démocratie réelle maintenant ! » signifiait l'amélioration des institutions existantes, la correction des excès du système démocratique. L'autre tendance, minoritaire mais active, mettait en rapport la question de la représentation avec la nature capitaliste de la société.

La démocratie réellement existante ne peut pas être réformée et l'idée de la « démocratie réelle » implique une autre forme de société, fondée sur l'autogestion, l'autonomie, la démocratie directe. Sans qu'un lien direct puisse être établi, les idées du premier courant correspondent à la position des secteurs les mieux intégrés dans le système, chez qui l'électoratisme a encore prise. Inversement, les jeunes et les travailleurs et travailleuses dégoûté-e-s par l'électoratisme et remonté-e-s contre la violence capitaliste (chômage, pauvreté, sauvetage des banques) sont tenté-e-s par la deuxième tendance, se retrouvant plus volontiers dans les assemblées de quartiers, le soutien à des grèves ou l'opposition aux expulsions de logements plutôt que dans les interminables débats sur la réforme de la loi électorale.

Cela a conduit à la coexistence de deux « dimensions » dans le rapport de ce mouvement au temps⁵. La tendance réformiste pense le mouvement à court terme ; celle qui le pense à long terme étant plus motivée par une transformation radicale. Quand ces dernier-e-s disent « Nous allons lentement car nous allons loin ! », ils et elles se placent hors du temps du rythme productiviste et de l'efficacité, hors du temps immédiat de la réforme. Leur seule concession au temps immédiat est l'action concrète contre les formes d'exclusion capitaliste. La séparation entre les deux tendances fut au départ floue et mal délimitée. À court terme, les propositions de réforme du système semblaient plus « réalistes », par rapport à celles para-

lyantes de sa subversion. Toutefois, dans la durée, le projet « réaliste » se révéla irréaliste, impossible à mettre en œuvre dans une période où le capitalisme rétrécit l'espace de la réforme et renforce les mesures autoritaires de gouvernement. Une fois venu le moment du reflux et de la répression, la tendance réformiste se dissoudra dans la vie politique traditionnelle et les valeurs émancipatrices du mouvement survivront dans les pratiques plus radicales des minorités actives.

AU-DELÀ DES MYTHES ET DES ILLUSIONS

La crise du capitalisme dévoile sa nature, un système social profondément inégalitaire, déséquilibré, violent et dangereux. Elle est un moment du vrai. Les mouvements des Indignés sont un pas dans la prise de conscience de cette nature. Ils sont la manifestation d'une période transitoire, au cours de laquelle les modes de fonctionnement du passé, bâtis autour du consensus entre les classes et l'idéologie d'un progrès intégrateur, dérapent. Ces mouvements expriment un malaise profond. Ils attirent plus de sympathie et de participation active que les slogans syndicaux creux de « résistance », les propositions « positives » pour un retour à une croissance mythifiée, à la logique productiviste destructrice pour la planète ! En Grèce et en Espagne se sont multipliés des slogans tels que « Moins d'accords, plus de luttes, rompre le pacte social ! ». À Madrid, des Indignés ont osé prendre la tête d'une manifestation syndicale contre l'austérité derrière le slogan :

« Laisse tomber le syndicat et unis-toi à la lutte ! ». Aux États-Unis aussi, le mouvement Occupy a captivé nombre de prolétaires insatisfait-e-s, déçu-e-s des compromis bureaucratiques des appareils syndicaux. Si le lien fut particulièrement fort dans les villes de la côte ouest, Occupy est devenu une référence, un lien national, une orientation pour les activistes de la gauche syndicale et les groupes agissant contre les expulsions de logements⁶. La radicalisation de la base syndicale s'était déjà exprimée en

2011 dans le mouvement contre le démantèlement des services publics dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis⁷. La bureaucratie syndicale n'avait pas manqué de montrer son hostilité envers les velléités d'action autonome des travailleurs et travailleuses, alors même que leur futur est mis en question par l'évolution du capitalisme⁸. Une situation qui explique l'impact qu'a eu Occupy sur de nombreux travailleurs et travailleuses.

De fait, plusieurs thèmes et actions de ces mouvements reflètent les questions soulevées par la période, où le jeu répétitif de la démocratie parlementaire rime avec poursuite de l'appauvrissement, de la corruption et du désastre social et environnemental. Le système « le moins mauvais possible » apparaît comme le plus mauvais réellement existant. Le recours aux assemblées, la préoccupation d'éviter la bureaucratisation de la parole, le rejet des hiérarchies, l'action directe collective sont des directions qui divergent de la politique du passé et s'appuient sur des principes politiques nouveaux visant une nouvelle organisation de la société. Dans l'expérience de la démocratie de base, les pratiques groupusculaires et bureaucratiques ne disparaissent pas, elles sont pourtant mises à mal et dénoncées. Ces principes nouveaux ont stimulé la capacité d'auto-organisation, l'énergie et la créativité, la responsabilité collective. Les mouvements qui les portent sont naturellement exemplaires pour les travailleurs et travailleuses qui s'interrogent sur l'impasse de la période. **Charles Reeve**

L'appauvrissement des dites « classes moyennes » fissure l'idéologie du consensus démocratique, fondée sur la promotion sociale.

3. De nombreux activistes à l'origine du mouvement Occupy étaient à Madrid lors de la mobilisation des Indignés.

4. Sur le mouvement espagnol, « A proposito del caminar indignado : una lectura », **Etcetera**, mars 2012 (trad. **Courant alternatif**, mai 2012).

5. « À propos du mouvement des Indignés en Espagne », Raoul Victor, 24 juin 2011, www.leftcommunism.org.

6. « Occupy, cette agaçante interruption du "business as usual" », Charles Reeves, www.article11.info, 17 janvier 2012.

7. « Le peuple veut renverser le système », entretien avec Paul Mattick, **Offensive**, septembre 2011.

8. « Déclin des syndicats et limites de l'intervention étatique », Paul Mattick, **L'Échaudée**, n° 1, hiver 2011-2012. Les appareils syndicaux ont tout fait pour canaliser vers l'électoratisme cette énergie d'action autonome orientée vers l'idée de la grève générale. En juin 2012, et après une longue procédure d'initiative populaire, le gouverneur républicain (soutenu par le Tea Party et financé par la classe capitaliste de tout le pays) fut réélu. Les activistes locaux d'Occupy qui s'étaient soumis-es à ce cirque furent des victimes collatérales de la défaite syndicale.



SANS NÉCESSITÉ NI RAISON

SI L'ÉCONOMIE-MONDE SEMBLE TOURNER COMME UNE HORLOGE DONT NOUS SERIONS LA MÉCANIQUE, C'EST QU'IL Y A POUR LA REMONTER, LA RÉGLER ET EN DÉGRIPPER LES ROUAGES, DES HORLOGERS : LES MILITANTS DE L'ÉCONOMIE.

LES MILITANTS DE L'ÉCONOMIE sont-ils pour eux-mêmes leurs pires ennemis ? Mais tout d'abord : qui sont les militants de l'économie ? Ceux qui, partout autour de nous, journalistes, hommes de pouvoir, *traders*, patrons de petite ou grande entreprise, prennent au sérieux leur fonction supposée, qui est de nous convaincre que le monde dans lequel nous sommes doit se soumettre aux lois de l'économie. Que c'est là, comme ils disent, une « nécessité ». Que l'on ne peut transiger avec la nécessité, qu'on ne peut la contourner ; qu'il faut seulement la comprendre. Et que si nous ne sommes pas en capacité de la comprendre, il nous faut agir à partir de ce que d'autres auront compris pour nous – ceux qui sont capables de traiter la masse d'informations requises pour avoir une vue claire sur le cours du monde.

On nous dira peut-être : ce n'est plus tout à fait vrai, les économistes eux-mêmes sont, depuis longtemps déjà, descendus de leur tour d'ivoire ; ils admettent que beaucoup de choses échappent à leur calcul ; ils admettent même qu'il faut compter avec des éléments d'irrationalité tout à fait incontrôlables. S'ils sont de gauche, ils peuvent en déduire qu'il faut confier ces éléments à la gestion de l'État, qui seul semble pouvoir garantir la stabilité. Il ne leur vient pas à l'esprit que, depuis quatre siècles au moins, le destin de l'État est indémêlable de celui de l'économie, à tel point que l'un n'a jamais pu exister sans l'autre, et aujourd'hui moins que jamais.

LES ARTIFICES DU CAPITAL

Mais que veut dire le terme « économie »¹ ? On nous a fait croire, du côté des défenseurs du capitalisme comme de celui de ses adversaires marxistes, que l'économie renvoyait aux « infrastructures » d'une société. Et qu'en ce sens elle constituait, sous des formes embryonnaires ou au contraire sous ses formes pleinement développées, un invariant des sociétés, modernes aussi bien que « traditionnelles ». Mais c'est là un mythe, l'un des mythes modernes, qui ont pour fonction de masquer une contingence radicale en la déguisant sous les oripeaux d'une nécessité scientifiquement avérée. En réalité, l'économie n'a rien de nécessaire. Elle découle du choix politique qui régit implicitement l'état de ce monde, et qui se concentre dans le geste d'avoir subordonné toute décision concernant la vie des collectivités humaines à l'injonction de faire circuler des marchandises sur toute la planète afin de convertir de l'argent en argent – avec un petit supplément.

Si ce que nous prenons pour une somme colossale de contraintes objectives repose sur un choix, c'est bien que ce qui se fait passer pour une nécessité pourrait être tout autre. Mais l'histoire nous apprend qu'il est plus difficile de modifier une contingence qui s'impose avec la force de la néces-

sité que de jouer avec les « lois de la nature » – comme le savent les joyeux apprentis sorciers du CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire). À moins d'être au nombre des élus qui ont en main le destin du monde, et qui peuvent choisir de dire ce qui est nécessaire. C'est ici qu'il nous faut revenir à la question initiale : les militants de l'économie sont-ils pour eux-mêmes leurs pires ennemis ? Autrement dit, ne sont-ils pas au fond les seuls capables de constituer une menace réelle pour le capitalisme ? C'est du moins ce que tendrait à vérifier la puissance de nuisance de quelques *hedge funds*², qui peuvent décider d'attaquer l'économie d'un pays (pour s'en tenir à un exemple récent : la Grèce) et de menacer ainsi l'ensemble du marché mondial.

À LA MESURE DE LA TÂCHE

Mais le diagnostic selon lequel seules les puissances du capital retournées contre lui (ses « contradictions », si l'on s'en tient au vieux vocabulaire dialectique) peuvent le menacer réellement est en réalité trompeur. Il surestime ce que l'on peut attendre d'une catastrophe qui serait générée par le capital lui-même (et « le capital », ce n'est rien d'autre que l'ensemble de ses militants). N'en déplaît à ceux qui veulent encore croire que les contradictions du capitalisme mèneront d'elles-mêmes à l'éclosion d'une société nouvelle, il n'y a rien à attendre d'un effondrement si rien n'existe qui soit à même de relayer les structures qui se seront effondrées. Cette illusion nous dispense de questionner ce que nous devons et pouvons faire dès à présent. Or, ce qui constitue notre problème central, c'est bien que la portée de notre action (l'action politique des groupes « radicaux », et de l'ensemble des militant-e-s réellement hostiles au capitalisme) soit incommensurable à celle des militants du capital. Autrement dit, notre problème est de rendre commensurables l'action des groupes politiques organisés et celle de leurs ennemis. Et pour cela, il faut une invention – une invention politique.

Nous manquons sans doute d'une forme d'organisation qui soit capable de relayer la forme-Parti (entendons par là le parti révolutionnaire, qui lui-même n'a pas grand-chose à voir avec les « partis » politiques du parlementarisme actuel). Cette forme a conduit aux impasses que l'on ne connaît que trop bien (rigidité, dogmatisme, restauration de hiérarchies plus ou moins explicites...). Le problème est que ce qui lui a succédé, à savoir la confiance en ce que sont censés apporter les « mouvements » (disons leur caractère d'irréductible émergence), a conduit à des impasses symétriques. Ce qui « émerge » un moment semble destiné à retomber au bout de quelques semaines. Si le Parti entretenait une continuité artificielle, la politique qui ne prend appui que sur les mou-

1. Dans tout le développement qui suit, je m'appuie sur le livre du Collectif pour l'intervention, **Communisme : un manifeste**, Nous, octobre 2012.

2. Les *hedge funds* sont des fonds de placement à risque, ouvert le plus souvent à un nombre limité d'investisseurs qui exigent un rendement élevé moyennant un investissement minimal initial important. Ils utilisent régulièrement des techniques permettant de spéculer sur l'évolution des marchés.



vements est, elle, incapable de toute continuité. Il y aurait donc à trouver maintenant ce que beaucoup de gens semblent avoir cherché depuis vingt ou trente ans. Mais il faudrait aussi autre chose : que cette invention politique, si elle avait lieu, puisse entrer en résonance avec la situation présente. Or, cette résonance semble plus que jamais possible dans une situation mondiale marquée par la « crise » – quelles que soient les divergences d'analyse sur les causes et sur la profondeur de celle-ci. Mais il y a plusieurs façons d'insister sur les répercussions de la crise. L'une d'elles consiste à dresser le tableau des difficultés objectives auxquelles se heurtent les tentatives de « régulation » de la finance : une fois mises en place les conditions qui ont permis son hyperlibéralisation, il est très compliqué de faire machine arrière. Mais on peut aussi insister sur une dimension subjective.

LES RAISONS D'UN GRAND SAUT

Ce que semblent nous dire un film récent, *Cosmopolis* de David Cronenberg, et le roman éponyme de Don de Lillo dont il est inspiré, c'est que sur les sommets du monde du capital (chez les jeunes multimilliardaires qui ont trop bien décrypté le mystère des flux financiers), cela ne va pas si bien qu'on veut le croire. Il semblerait même que ses représentants les plus brillants soient exposés à une tentation suicidaire ; et que cette tentation ne soit au fond que l'incarnation de la pulsion autodestructrice du capital lui-même. Comme si ses principaux militants, à trop bien assumer la logique du capitalisme, devaient aussi finir par prendre sur eux ce que cette logique a de proprement destructeur. On comprend qu'il a été essentiel, pour les économistes (qui sont toujours, en tant que tels, d'exemplaires militants de l'économie) d'intégrer dans leurs analyses l'irrationalité des comportements, que ne prenaient pas en compte les doctrines classiques – qu'elles fussent libérales ou keynésiennes. Car l'irrationalité qu'il s'agit d'intégrer à l'analyse, c'est avant tout celle du capital lui-même. Non seulement celle qui est attachée aux sautes d'humeur imprévisibles de quelques magnats fortunés, mais plus profondément, celle de l'injonction proprement aliénante du capitalisme en tant que tel : il faut conti-

nuer à toujours plus produire ; il faut même aller plus vite, toujours plus accélérer, quand bien même nous savons que la seule chose que nous promet cette accélération, c'est l'abrutissement généralisé et, ultimement, la destruction de toute vie sur la planète. Pour le dire autrement, ce qui se révèle lorsqu'on regarde le cœur du « système », ne peut être autre chose que la pulsion autodestructrice du capital.

Les *traders*, les patrons de grande firme ou les directeurs de

Il n'y a rien à attendre d'un effondrement si rien n'existe qui soit à même de relayer les structures qui se seront effondrées.

banque ne sont jamais aussi sympathiques que lorsqu'ils se suicident. On ne peut pas s'empêcher de placer quelque espoir sur la manière dont les militants du capital – disons, malheureusement, les moins superficiels parmi eux – prendront peut-être toujours plus sur eux la pulsion autodestructrice de ce qu'ils sont parvenus à incarner si exemplairement. Mais aussi joyeuses que soient les manifestations de cette autodestruction, elles ne nous promettent rien par elles-mêmes. Pour qu'un avenir se dégage, il faut au moins qu'existe une conjonction entre cette pulsion irrationnelle d'autodestruction et les raisons de la politique. Je dis les raisons, et non les causes, en suivant une distinction wittgensteinienne³ : elle nous rappelle que nous ne pouvons plus compter sur une nécessité historique. L'histoire est ouverte, et irrémédiablement contingente ; nous ne pouvons nous référer à aucune nécessité objective. Notre action ne repose que sur les raisons que nous pouvons lui donner – parmi lesquelles se trouvent la haine de classes, le besoin de relations qui ne soient pas aliénées et le désir de vivre.

Ces raisons sont tout aussi subjectives que l'est le comportement irrationnel du militant du capital qui veut la fin de ce qu'il a consacré sa vie à édifier. L'essentiel de la politique se joue dans la subjectivité : ce n'est pas là une profession de foi « idéaliste », mais un *fait* que le monde du capital cherche chaque jour davantage à occulter. **Bernard Aspe**

3. En référence à Ludwig Wittgenstein, selon lequel une cause, découverte par l'expérience, ne peut être que sujette à conjecture tandis que les raisons peuvent être sues et désignées consciemment.



MANIFESTANT DU MOUVEMENT OCCUPY WALL STREET.



DE LA PETITE BOURGEOISIE AUX CLASSES MOYENNES

LA PETITE-BOURGEOISIE A CÉDÉ LA PLACE AUX CLASSES MOYENNES, MAIS LES DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX SEMBLent BIEN TÊNUES. QUEL EST LE SENS DE CE PASSAGE D'UNE APPELLATION À UNE AUTRE ? LE CONCEPT DE CLASSES MOYENNES, DONT LES FRONTIÈRES SEMBLent POREUSES, TEND À EFFACER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE DE CLASSE.

« **PETITE-BOURGEOISIE** » et « classe(s) moyenne(s) » sont deux concepts pratiquement superposables lorsqu'on s'en tient à une simple liste de catégories sociales. Si les deux termes sont souvent employés l'un pour l'autre depuis cent cinquante ans, on observe pourtant une surutilisation de l'un ou de l'autre selon la période historique. « Petite bourgeoisie » appartient davantage au vocabulaire de celle qui va de la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale, tandis que le second prend de l'ampleur entre les deux guerres et se généralise après la Seconde Guerre mondiale. Ce passage d'un mot à l'autre recouvre un sens profond qui nous amène bien au-delà d'une simple analyse descriptive de la pyramide sociale.

On s'aperçoit alors que l'utilisation de l'un ou l'autre mot pour désigner deux réalités apparemment interchangeable n'est pas le résultat d'une tocade linguistique mais de ce que l'on veut leur faire dire, d'un signifié qui découle d'une vision du monde et d'une production idéologique.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, industriels, commerçants, propriétaires terriens, artisans, tous « petits » mais aisés, dessinent une géographie relativement précise de la petite-bourgeoisie. Il s'agit d'une classe qui est en train de s'affirmer au tournant de la révolution industrielle et dont il s'agit de comprendre le rôle qu'elle peut jouer, plus que d'en affiner les contours, par ailleurs assez visibles. Les références qui sous-tendent les écrits concernant cette catégorie sociale sont autant politiques que sociologiques, les jugements portés sont donc ouvertement engagés. L'emploi de ce mot-là pour désigner cette classe-là provient pour une bonne part de l'aire culturelle socialiste, principalement du vocabulaire marxiste ou marxisant. Selon Marx, l'individualisme et la concurrence entre eux qui anime les petits-bourgeois les excluent de toute possibilité de transformer la société dans un sens socialiste. Le prolétariat doit donc s'organiser en dehors et contre leur influence en son sein. Dans le peuple

et ces mêmes milieux, on désignera volontiers la petite-bourgeoisie par « la boutique » avec une moue méprisante...

SOCIOLOGIE DU PETIT-BOURGEOIS

Le petit-bourgeois, dont le contour sociologique est assez facilement repérable, s'enrichit par conséquent d'un profil psychologique assez peu flatteur que l'on retrouve dans toutes les formes d'art, de la littérature à la peinture, du théâtre au cinéma plus tardivement. Roland Barthes, dans *Mythologies* (1970), le résumait ainsi : « Le petit-bourgeois est un homme impuissant à imaginer l'Autre. Si l'Autre se présente à sa vue, le petit-bourgeois s'aveugle, l'ignore et le nie, ou bien il le transforme en lui-même. Dans l'univers petit-bourgeois, tous les faits de confrontation sont des faits réverbérants, tout Autre est réduit au même ».

On peut aussi se rappeler le film d'une cruauté inouï *Un bourgeois tout petit petit*, de Mario Monicelli, qui nous plonge dans un abîme de petitesse et de médiocrité. Avec ces deux exemples, on a là un résumé, certes psychologisant, propre

aux années 1970, de ce petit-bourgeois cerné à la fois socialement et dans ses ressorts mentaux, tel qu'il s'est construit avec le triomphe du capitalisme industriel et dont l'apogée se situe au tournant du siècle. C'est George Bernard Shaw, marxisant lui-même, qui, croyant décrire le bourgeois, parle ainsi du petit-bourgeois : « Un homme modérément honnête avec

une femme modérément fidèle, tous deux buveurs modérés, dans une maison modérément saine, voilà le vrai type de la classe bourgeoise ». On se reportera également à *La Noce chez les petits-bourgeois*, de Bertold Brecht, qui décrit, après la Première Guerre mondiale, leur univers étriqué où tout doit être à sa place, bien séant, et où il n'y a guère de place pour une vraie vie. Citons enfin Wilhelm Reich, dont le petit homme ligoté pourrait bien être une métaphore d'un appel à se libérer des contraintes petites-bourgeoises.

**« Petite-bourgeoisie »
et « classe(s)
moyenne(s) » sont
deux concepts
superposables**



Par ailleurs, le petit-bourgeois a un sexe, c'est un homme. Il possède un patrimoine – boutique, champ, petite entreprise – qui l'oblige à travailler, contrairement au bourgeois, qui fait travailler son capital. Une situation qui produit une idéologie et un comportement social tendant à imiter le mode de vie bourgeois en plus petit : un salon pour recevoir, une femme de ménage (bretonne), un chapeau plutôt qu'une casquette, piano pour la fille, souvent baccalauréat pour le garçon, parfois une auto et une fille dotée (attributs qui s'enrichiront plus tard avec le vocable de « classe moyenne » du costume, de l'attaché-case, de la belle voiture et de la résidence secondaire, de la femme de ménage encore, mais espagnole d'abord, portugaise ensuite). La femme, elle, n'est pour l'instant qu'une demi-petite-bourgeoise qui ne possède que le volet idéologique et comportemental de l'homme qu'elle épouse ou dont elle est la fille, elle ne travaille généralement pas et il lui manque le substrat matériel de la condition enviable. Plus tard, lorsque le diplôme fera partie du patrimoine et que la petite-bourgeoise se mettra elle aussi à travailler, enfin dotée d'un capital, elle sera réintroduite à part entière à tous les étages de ce qui est devenu... la classe moyenne.

Mais à quoi correspond ce passage d'une formulation à une autre ? C'est dans les années 1930 que l'on passe d'un capitalisme concurrentiel à un capitalisme organisé (ou du moins qui se veut tel) de plus en plus monopolistique, qui nécessite des rationalisations chaque jour plus importantes. Ce passage d'un état à l'autre va rendre nécessaire l'apparition d'outils idéologiques nouveaux basés eux aussi sur la notion de « rationalité ». Alors que jusque-là les disciplines consacrées à l'observation de la société étaient surtout spéculatives, liées à la philosophie et rattachées ouvertement à une vision globale du monde (souvent pour le changer), on va passer à l'empirisme de la collecte scientifique des données. Ainsi naît une sociologie qui se détache de la philosophie et qui va chercher à quantifier, à délimiter, à compter, à chiffrer. Elle sera emblématique de la pensée universitaire qui va trouver son rythme de croisière dans les années 1950-1960 et qui assumera sa place au service de la bourgeoisie : rationalisation des profits et du maintien de l'ordre (menacé un temps par les révolutions européennes). Il s'agira, entre autres, de gommer le terme de classe en passant d'une sociologie de la discontinuité (la lutte des classes) à une volonté de fluidité avec des classes devenues des couches (ou des strates) dotées de pouvoir et de prestige et dont « l'égalité des chances » permettra d'assurer le passage d'un étage à l'autre.

SOLIDARITÉ DE CLASSE ?

Évidemment, la composition de la petite-bourgeoisie a évolué depuis la fin du XIX^e siècle. Le salariat y est entré massivement avec les agents du service public et les techniciens, hommes et femmes maintenant, au détriment des travailleurs indépendants qui en constituaient le noyau dur. Mais cette évolution est secondaire dans l'introduction du concept de classe moyenne au détriment de celui de petite-bourgeoisie



MANIFESTANTS DU MOUVEMENT OCCUPY SEATTLE EN 2011.

pour nommer une réalité supposée autre. Le changement est essentiellement idéologique. Alors que les marxistes, et plus généralement tous les théoriciens du mouvement ouvrier, estimaient que la petite-bourgeoisie était amenée à disparaître du fait de l'expansion continue du Capital et de la généralisation de la condition de prolétaire, la bourgeoisie va devoir la faire réapparaître et vivre sous le vocable de classe moyenne pour tenter d'accréditer une « moyennisation de la société » que la sociologie de la seconde moitié du XX^e siècle s'efforcera de construire.

En dilatatant la petite-bourgeoisie au-delà de limites incertaines, en rendant les contours de plus en plus flous, en la fractionnant en de multiples sous-ensembles, on s'éloigne de la capacité de compréhension globale des grands ensembles qui s'opposent. La sociologie comme l'économie deviennent « micro » et perdent toute hauteur de vue. L'homme et la femme « moyens » (à noter que, si un substantif désigne l'individu-e qui appartient à la petite-bourgeoisie, il n'en existe pas pour celui qui se situe dans la classe moyenne) doivent avoir ainsi le sentiment d'appartenir à un ensemble poreux dont on peut gravir les échelons sur le seul critère du mérite et de la volonté. La seule angoisse du « petit moyen » serait alors de trop descendre et de devenir simple prolétaire. En mettant en scène une société dans laquelle l'ascenseur social permet toutes les promotions, non seulement on efface le sentiment d'appartenance de classe mais on met en place un système qui fait la promotion de la solidarité nécessaire avec une bourgeoisie que l'on pourra peut-être rejoindre un jour, ou du moins approcher.

Dès lors que l'on est dans la fluidité et dans la négation de la discontinuité, on peut construire, structurer (et même inventer) à l'infini une myriade de petits sous-ensembles dont l'étude créera autant de chasses gardées d'hommes et de femmes spécialistes en tout genre, d'universitaires, de relations humaines, de sociologues du travail, de statisticiens, de fabricants de modèles mathématiques, de planificateurs et de prévisionnistes. Cela ouvrira un champ infini de débats académiques qui ne finissent jamais, portant sur la délimitation de ces sous-ensembles et sur les « cas particuliers » qui apparaissent inévitablement lorsque l'obsession micro-sociologique comptable et chiffrée oublie les grands ensembles qui structurent le social. Ainsi naissent sondages, études de marché, graphiques divers et variés en même temps que disparaissent les notions de classes, de prolétariat ou d'ouvriers, devenues obscures et ringardes. À lui tout seul, le petit Homme moyen cache la masse des prolétaires. JPD

1. Il est assez agaçant à ce propos d'entendre cette antienne selon laquelle LES femmes auraient accès au travail « grâce » ou à la suite de la Première Guerre mondiale. C'est mettre de côté le fait qu'à la fin du XIX^e siècle plus de 50% de la population française est composée de paysans et de paysannes, au sein d'une France rurale qui représente encore 70% du pays. Des paysannes qui, quelle que soit leur condition par ailleurs dans l'échelle de cette condition, travaillaient ! Il est vrai que nous sommes habitués à ce que le monde paysan soit le grand « oublié » des clichés sur les sociétés élaborés par les élites à l'usage du peuple. Sachant que ces élites sont généralement des membres de cette petite bourgeoisie (intellectuelle) qui, comme le dit Barthes, « nie l'autre ou le transforme en lui-même », il n'y a là rien d'étonnant. Ce sont ces femmes-là, issues du monde paysan, qui ont fourni des bataillons ouvriers pendant et après la guerre. C'est-à-dire qu'elles accèdent à la forme idéologique de ce qui est considéré comme « travail » à l'époque : l'usine ou le bureau. Par ailleurs, les ouvrières existaient bel et bien AVANT 1914, à domicile, en atelier ou en usine. L'accès au travail concerne donc essentiellement les petites-bourgeoises qui commencent à se doter d'un capital culturel.



LA THÉORIE DE GÜNTHER ANDERS SELON LAQUELLE LA RÉVOLUTION TECHNIQUE PERMANENTE A CRÉÉ UN MONDE-MACHINE, DONT LES HUMAINS NE SONT QUE DE SIMPLES ROUAGES, NE PRÊTE GUÈRE À L'UTOPIE. ET SI L'ON S'EN SAISSAIT MALGRÉ TOUT POUR PRENDRE DES CHEMINS DE TRAVERSE ?

PROLÉTAIRES AUTOMATES, SORTEZ DE LA MATRICE !

« LES RÉVOLUTIONS SONT les locomotives de l'Histoire », affirmait Karl Marx dans *Les Luttes de classes en France* en 1850. A posteriori, peut-être aurait-il dû prendre la précaution de préciser : enfin, celles qui ne meurent pas le sont, dans la mesure où la seule révolution qui semble réellement correspondre à l'adage marxiste n'est autre que celle, continue, de la technique. En introduisant, voilà quinze ou vingt mille ans, la domestication des troupeaux, la sédentarisation des populations et la division du travail, la révolution néolithique a discipliné avec un certain succès les tribus et clans nomades de chasseurs-cueilleurs éparpillés depuis le Moyen-Orient jusqu'aux confins de l'Europe. Au XIX^e siècle, la révolution industrielle, en maîtrisant la force motrice de la vapeur et celle, étincelante, de l'électricité, a durablement modifié la physionomie du monde : division du travail et système d'échange marchand reconfigurés à l'échelle internationale ; concentration des populations rurales, chassées par le mouvement des *enclosures* (privatisation des champs auparavant d'usage commun), dans les grands ensembles industriels urbains ; recours croissant à la monnaie et besoin pressant d'un salaire ; discipline par le travail et ses rythmes imposés. Aujourd'hui, le brevetage du vivant (chimères génétiques, plantes médicinales, cellules souches, etc.), la profusion d'objets techniques à l'obsolescence programmée et diffusés mondialement, la multiplication des dispositifs de contrôle et de gestion, à la faveur d'une généralisation de l'informatique et des NTIC¹ représentent les derniers avatars du développement technique. Ainsi, le processus « révolutionnaire », dont on peut dire qu'il a modifié et transforme au quotidien la face du monde, est bien celui répercuté et relancé par chaque révolution technique. Tant et si bien qu'un penseur touche-à-tout comme Günther Anders pense pouvoir désigner la « machine » comme Sujet historique déterminant la marche du monde en devenir, dans un procès autonomisé de révolution permanente. Il entend par là l'inexorable intégration des humains aux nécessités des machines et des appareils, dont la finalité ne serait autre que l'érection d'un État techno-totalitaire mondial ; ce qu'Anders résume par deux phrases : *les machines deviennent le monde et le monde devient machine*². Selon ce prophète de l'Apocalypse, les êtres humains, contrairement à ce qu'ils pourraient encore s'imaginer, ne seraient plus les maîtres de leurs propres destinées individuelles et collectives. Celles-ci se trouveraient désormais entre les « mains » des logiques machiniques, rationalistes, totalisantes et industrielles qui colonisent une à une toutes les sociétés, s'accaparent tous les êtres, vivants ou non : la Performance Maximale, le Progrès, le Développement (durable), la Croissance (Verte), la Gouvernance (Mondiale, Bonne), etc.

PROLÉTAIRE, UN ÊTRE NON LIBRE...

Dans cette vision aux airs de fin de l'histoire sur fond d'automatisme, Günther Anders situe les êtres humains à côté des créations qu'ils ont contribué, génération après génération, à

mettre au monde. Ils seraient devenus des êtres cohistoriques, tout juste bons à reproduire l'environnement social et technique dans lequel ils existent en restant « disponibles » pour ce qui leur apparaît pourtant comme « leurs outils » : peut-on imaginer une administration sans administré-e-s ? Un Internet sans internautes ? Une assurance sans assuré-e-s ? Etc. La dialectique du maître et de l'esclave dans sa dernière et ultime version. Tous les humains, pris dans les mailles serrées des logiques du progrès technologique, des normes administratives et des nécessités du capital (logiques qui cheminent ensemble sans être strictement coextensives), ne seraient que matière et énergie au service de la reconduction et de l'amélioration du système d'un monde-machine unifié et sans extériorité possible. Partant de ce constat, Günther Anders développe au sujet du et de la prolétaire la thèse suivante... On ne peut pas répondre à la question « Le travailleur actuel est-il encore un prolétaire ou non ? » en déterminant son niveau de vie, plus ou moins élevé [...] mais en déterminant son niveau de liberté. Ce dernier est si bas qu'il faut répondre « oui » à cent pour cent à cette question. Il n'est pas seulement privé de liberté parce qu'il est exclu de la propriété de « ses » moyens de production ou de « ses » produits, mais aussi parce qu'il ne peut embrasser d'un coup d'œil la totalité du contexte de production auquel il est intégré ; parce qu'il connaît tout aussi peu le produit fini et sa finalité [...] ; parce qu'il ignore de la même façon les qualités morales ou immorales de « son » produit ; parce qu'il ne sait davantage qui en bénéficiera, qui l'utilisera ou qui en sera victime³. Sous les effets conjugués des dispositifs experts, techniques, commerciaux et politiques, le ou la prolétaire vivrait en être « irresponsable » des actes et des objets qu'il est amené à produire. Il ou elle serait enchaîné au monde existant dans un rapport de liberté contrainte ou, pour le dire autrement, d'aliénation et de non-libertés fait de « libres choix » déterminés quasi mécaniquement par ce que veut la logique technicienne. Il s'agit là du prolétaire qui travaille librement dans une usine d'armement ou de recyclage des déchets ménagers, qui achète librement un ordinateur ; qui s'abonne librement à un fournisseur d'accès Internet ; qui contracte librement un crédit auprès d'une banque pour payer sa maison individuelle ou rembourser sa voiture individuelle ; qui va librement faire ses courses dans un supermarché péri-urbain, etc. ; et qui effectue librement tous ces choix sans en comprendre les implications, les prolongements et les effets.

... ET SEUL

Ici, plus de classes sociales, plus d'horizon de luttes de classes, plus de renversement envisageable : le monde en pilotage automatique et sous contrôle technique de la modernité tardive n'offrirait pour seule issue au « prolétaire végétatif » (vous et moi en quelque sorte) que la poursuite d'une course effrénée et solitaire en vue d'obtenir toutes les marchandises nécessaires à sa subsistance et à sa « satisfaction personnelle » – mar-

1. Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

2. *Nous, fils d'Eichmann*, Günther Anders, Rivages (poche), 2003, p. 96.

3. *L'Obsolescence de l'homme (tome II). Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Günther Anders, Fario, 2011, p. 93.

chandises au milieu desquelles, central et despotique, trône le travail derrière lequel, en cette période pourtant de chômage de masse systémique, nous sommes toutes et tous censé-e-s courir. Ainsi le prolétariat existerait à l'état « quantique », de manière éparse, fractionnée et hyperindividualisée, ce qui le condamnerait à rester inconscient de lui-même. À présent, et pour toujours depuis l'événement nucléaire d'août 1945, il demeurerait le serviteur collectif, atomisé et invisible de l'ordre technicien qu'il a contribué à ériger mais dont il peut raisonnablement avoir seulement un regard d'ensemble superficiel et distancié. Dans ce sens, Anders affirme que le fait d'« espérer que les non-libertés décrites auparavant disparaîtront avec l'éventuelle fin du capitalisme serait insensé, puisqu'elles sont dans une bien plus grande mesure les conséquences de la technique que celles des rapports de propriété »⁴. Günther Anders cultive volontairement l'exagération dans ses démonstrations afin de mieux laisser apparaître les tendances totalitaires, aliénantes et asservissantes de la prise en charge technicienne et autonomisée dans laquelle se retrouve l'humanité contemporaine. À tel point qu'il se peut qu'inconsciemment ou non, il se soit laissé aveugler par les excès de sa vision apocalyptique d'un avenir radioactif et inéluctablement mécanique.

SE NIER EN TANT QUE PIÈCE DU MONDE MACHINE

Toutefois, en désignant négativement comme prolétaire tout être humain vivant dans un rapport de non-liberté vis-à-vis de ses productions, de ses propres conditions et rythmes de vie, Anders nous livre un angle d'analyse pertinent pour appréhender notre situation contemporaine d'existence personnelle et sociale, ainsi que pour chercher des chemins de contournement, des voies de renversement. Cela peut nous permettre de poser à nouveaux frais la question de la servitude volontaire et de l'antagonisme de classes, en partant des cinq non-libertés caractérisant le prolétariat. Refuser d'être les auxiliaires des machines et de leurs principes de fonctionnement – principes partagés par les technocrates « compétent-e-s » aussi bien que par les prolétaires « exécutant-e-s » – induit de refuser également l'irresponsabilité généralisée dans laquelle nous vivons. L'émancipation des prolétaires du capitalisme technocratique et de l'aliénation à ses produits passe nécessairement par une prise en charge individuelle et collective des effets sociaux et environnementaux de leurs actes et de leurs ouvrages. Réévaluer les gestes du quotidien ; chercher à voir en quoi ils sont nuisibles ou aliénants pour soi et/ou pour les autres ; agir contre



les discours gestionnaires et disciplinaires (le tri sélectif en est un exemple parlant), contre ceux qui les portent, contre les organismes (scientifiques, scolaires, assurantiels, étatiques, économiques, etc.) qui les rendent opérants ; rejeter les médiations du capital ; lutter contre les fantasmes du Progrès et contre ce(ux) qui leur donne chair et consistance ; participer, dans des élans communs, à la construction d'un autre quotidien, fait d'autres gestes, d'autres joies et d'autres rapports sociaux et intimes, en prise avec le sensible, et conscients autant que possible de leurs effets : tels pourraient être, pour les dominé-e-s de ce début du XXI^e siècle, les premiers impératifs révolutionnaires.

Les logiques technocratiques du capitalisme contemporain tendent à faire du monde une gigantesque « machine totale »⁵. Celle-ci, pour être reconduite, a besoin de prolétaires dans un sens étymologique et historique du terme réactualisé : de citoyens-travailleurs-consommateurs, dénué-e-s de responsabilité réelle vis-à-vis de leurs activités et de leur environnement, dont la richesse principale tient dans leur capacité à procréer, à livrer au monde des enfants de prolétaires sur lesquels repose l'édifice de toutes les dominations, *ad vitam aeternam*. Par conséquent, le geste inaugural de l'émancipation prolétarienne consisterait, à partir des libertés recouvrées et des responsabilités attendues, à créer des extériorités à la matrice afin de ne plus avoir besoin d'elle et à les maintenir vivantes. Face aux désordres existentiels, sociaux et environnementaux dont nous sommes les témoins complices, il va s'agir pour nous, prolétaires d'ici et d'ailleurs, de tisser partout des liens vivants en vue de repousser partout le « désert du réel ». **Athantor**

**PLACE TAHRIR
AU CAIRE EN 2011
LORS DE LA CHUTE
DE MOUBARAK.**

4. L'Obsolescence de l'Homme (tome II), p. 109.
5. Nous, fils d'Eichmann, p. 95 : « Que serait cette "machine totale" ? Réfléchissons encore : des pièces qui ne lui soient pas intégrées, il n'en existerait plus. Des restes qui soient maintenus en dehors, il n'y en aurait plus. Donc, cette « machine totale » ce serait – le monde ».

POUR UNE AUTONOMIE DES MONDES

« LA SINGULARITÉ DU PROPOS communiste tel que nous voulons l'entendre pourrait s'énoncer : plus nous déployons les relations d'interdépendance là où elles font sens, plus nous devenons capable d'autonomie – capables d'entrevoir un au-delà du capitalisme. Dans les communautés plus qu'humaines, les vivants acquièrent leur autonomie et leur liberté simultanément à leur association, grâce à cette association et en elle. Pour le communisme, l'autonomie n'est ni de l'individu ni du collectif, encore moins arrachement au milieu : elle procède de leur interdépendance, de ce qui les rend indissociables.

Le capitalisme est une politique qui dissocie les êtres de leurs milieux de vie pour assurer ses prises et créer des dépendances, pour devenir celui par qui il faut nécessairement en

passer pour vivre et assurer sa subsistance. Plus encore : il est désormais le milieu global qui intègre tous les milieux singuliers, qui en traduit tous les éléments dans la langue universelle de la marchandise. L'hybridation du communisme et de l'écologie peut se concevoir comme une politique de l'association avec les milieux de vie sans les médiations du capital. Contre l'idée que la politique doit être envisagée comme une entreprise de libération individuelle et humaine, il faut affirmer : on ne se sauvera pas sans sauver les milieux de vie. Il n'y a que des humains pour mener une attaque ciblée contre le capital, mais la politique

ne décide pas seulement pour les humains, qui en retour ne peuvent pas prétendre n'être qu'humains. La politique est une affaire de mondes : il y en a autant que de manières singu-

lières de se rapporter aux milieux et aux êtres qui composent ces milieux, de faire sens et de tisser des relations entre des êtres de différentes natures. Le dépassement de l'autonomie centrée sur l'humain nous permet d'envisager une autonomie des mondes qui ne se réduit pas à l'entente étroitement intellectualiste du modernisme. L'autonomie des mondes est le refus des médiations du capital — le refus que ce soit le marché, l'argent, ou encore l'État qui règlent nos rapports et s'immiscent entre nous : entre nous et les autres êtres qui composent nos milieux. Elle suppose la capacité à libérer des lieux et à construire des espaces où les lois de l'économie sont révoquées. »

Communisme : un manifeste, Collectif pour l'intervention, éditions Nous, date de parution : 15 octobre 2012.



LE SYSTÈME CAPITALISTE ET LE MONDE DU TRAVAIL RENDENT L'EXISTENCE COLLECTIVE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE. DANS UNE SOCIÉTÉ QUI FAVORISE L'INDIVIDUALISME, IL N'EST PAS AISÉ DE FAIRE GROUPE, DE LUTTER COLLECTIVEMENT.

L'ESCLAVAGE DE L'ÂME

DIFFICILE RÉSISTANCE DANS LES CENTRES D'APPEL

AU MILIEU DES ANNÉES 2000, les centres d'appel de Buenos Aires ont connu des luttes difficiles puisqu'ils se voyaient opposer des menaces de délocalisation. Ainsi, suite à une grève au call center d'Atento, le nombre de salariés passera de quatre mille à trois cents en quelques semaines, l'entreprise délocalisant dans les grandes villes d'Argentine ou déviant les appels vers l'Inde ou le Maroc. Les salariés, majoritairement de jeunes étudiants, préfèrent souvent ce travail déclaré (exceptionnel dans un pays où la majorité des gens travaillent au noir, même dans l'administration) plutôt que de vendre des journaux dans le métro. Ils sont fiers de bosser pour des multinationales, dans des locaux avec moquettes, machines à café et ordinateurs neufs... avant d'en revenir. Le taux de rotation des salariés est énorme, pratiquement tous terminent chez le psychanalyste ou sous anxiolytiques. Les conditions de travail sont faites d'individualisme contraint, de surveillance, d'infantilisation et touchant une jeunesse « réactionnaire » habituée aux consignes, habituée à obéir. Le livre dont est tiré cet extrait est un travail en commun entre le collectif de recherche militante Situaciones et de jeunes travailleurs de ces call centers : « Les luttes sont un laboratoire infini. Là se préparent sans cesse de nouvelles questions. Que va-t-on tolérer et que ne va-t-on pas tolérer ? ».

une famille ou une équipe. Se reconnaître comme corps exploité, comme main-d'œuvre bon marché, c'est se reconnaître précisément comme jouant un rôle pour lequel on n'est pas préparé : on est travailleur et non créatif comme on nous l'a promis. Lutter suppose de reconnaître la relation de subordination avec l'entreprise, ce qui génère en vous tout type de résistances, d'autant plus violentes dès lors qu'il s'agit d'éviter « un face à face », avec ses propres frustrations. L'abandon ou l'abdication qui est lié au nihilisme ingénu ou faible n'affecte donc pas la relation avec l'entreprise mais avec les stratégies de lutte, mêmes celles qui prennent comme point de départ un sujet fragile : telles alternatives (abandon

CONOGRAPHIE ISSUE DU LIVRE ¿QUIÉN HABLA?

EN LUTTE

Le collectif ¿Quién habla? (« Allô, qui est à l'appareil ? »), composé du collectif Situaciones et de jeunes travailleurs et travailleuses de plusieurs centres d'appel de Buenos Aires, souvent étudiant-e-s, âgé-e-s de 18 à 25 ans.

À VISITER

WWW.CARACOLES.INFINI.FR

Site du collectif argentin.

« Dans les call centers, même ceux qui ont vu leurs promesses violées montrent une forte résistance aux solutions collectives qui sont perçues comme pénibles, inutiles. Le destin est perçu de manière individuelle et non collective. Dans une logique qui exacerbe et érige l'individualisme comme unique moyen légitime de bénéfice, les corps et les désirs collectifs sont liés à l'inutile, au lest, en opposition à la légèreté et à la malléabilité requises par le marché. La libre coopération est invisibilisée. Elle n'existe pas, elle est utopique, ou elle est trop coûteuse en termes d'affection et de temps. Peut-être que les images de coopération collective ne passant pas par le marché sont encore trop syndicales, trop partidaires, ou pire même, trop vagues. De là vient que le collectif n'apparaît jamais comme une possibilité de transformation, mais plutôt comme une friction maladroite dans les engrenages du mécanisme d'horlogerie divin du quasi parfait capitalisme. C'est pour cela que l'idée de lutte ne s'incarne pas : elle ne fait pas chair, elle ne prend pas corps. C'est que sans un commun ou sans tendance au commun, il n'y a pas de corps, seulement des entéléchies¹, des âmes solitaires. Les call centers le savent, ils connaissent les plaisirs des êtres solitaires et offrent pour cela des narcotiques pour l'âme. Ils alimentent un monde qui n'est pas celui du travail, ils offrent une réalité subjective que la lutte ou la recherche d'une puissance collective endommagerait.

L'opérateur téléphonique peut tolérer le travail précisément et en tant que sa relation avec l'entreprise n'est jamais prise comme un travail. Il y a un discours soigné et préparé qui a pour objectif clair d'éviter toute appellation classique liée au travail : tu ne signes pas un contrat, tu signes une bourse ; tu n'as pas un salaire, tu as des bons ; tu n'es pas un travailleur, tu es un agent ; tu n'as pas de compagnons de travail mais



vs. lutte et transformation) ont l'habitude de se résoudre par le biais de la démission : fuir la friction. Se laisser porter vers d'autres espaces, demeurer disponible à la rencontre de nouveaux « possibles ». Ce choix, néanmoins, implique de renier toute recherche d'une subjectivité collective de lutte, à venir : faible et fragile pour le moment, mais en processus de composition. On choisit la fugue solitaire en quête d'une promesse plus effective de paradis imaginaires.

1. Chez Aristote, état de perfection, de parfait accomplissement de l'être, par opposition à l'être en puissance, inachevé, incomplet (N.d.T.).

2. En Argentine, country désigne un quartier privé de résidences secondaires de campagne (N.d.T.).



LES PARADIS PRIVÉS

Dans notre société, et plus encore pour les jeunes, le paradis est conçu comme un lieu privé, exclusif, isolé de l'agitation du monde et du reste des humains, auquel seuls quelques-uns peuvent accéder. Le paradis ou les paradis ressemblent beaucoup plus à une maison dans un *country*² avec piscine olympique en ciment qu'à un jardin magnifique et exubérant où tout pousse librement. Le paradis est un lieu pour une seule personne, un lieu exclusif, qui n'est pas pour tous. Le box du *call center* est seulement la perversion du paradis, son inversion spectaculaire. Nous y sommes seuls, mais cette solitude nous torture. Le problème n'est pas l'idée de paradis, la perception individuelle du destin, mais le côté imparfait du rêve. Ceux qui n'ont pas encore pu atteindre le paradis, dessiné sur mesure, espèrent se tenir compagnie entre eux, soutenant leurs solitudes, les amoncelant les unes aux autres.

L'isolement comme condition et fin de toute vie se présente ainsi comme un des premiers obstacles à abattre, à l'intérieur de soi et avec d'autres. Les relations dans la lutte sont différentes du lien misérable sans engagement de la coopération capitaliste. Néanmoins, quand l'option est d'assumer la lutte dans une solitude, le lien capitaliste paraît redevenir plus consistant parce que le « être contre », dans la majeure partie des cas, est un être contre « seul », réellement seul. De là à la culpabilisation et à l'individualisation du problème, il n'y a qu'un pas.

Si les liens sont fragiles lorsqu'on obéit, ils peuvent être encore plus fragiles lorsqu'on résiste. C'est ainsi, pour le moins dans un premier temps. Et plus encore aujourd'hui quand les luttes se développent sur un mode local et à la fois très décentralisé, parce que ce n'est pas facile de trouver des sites d'agrégation collective qui permettent d'élargir les résistances. Il est beaucoup plus facile, en tout cas, de former de nouveaux espaces de réunion que de les trouver déjà faits.

LA MOBILITÉ FONCTIONNELLE

Là apparaît l'abandon, l'abdication comme figure déterminante de notre époque. Avant que quelque chose ne se concrétise, on s'en va. Rien n'atteint le niveau d'engagement suffisant pour nous retenir. Nous jurons que nous sommes ouverts à l'imprévu, au contingent, au surprenant, mais en réalité nous sommes la classe la plus perverse de conservateurs : notre vie même est une précaution devant la vie, une stérilisation du futur.

Personne ne sait pourquoi, mais l'important est de se maintenir disponible. Comme les personnages de Beckett, une attente sans sens nous rend idiots. Nous nous défaisons de tout lien comme s'il s'agissait d'un fléau. Si, avant, l'abandon et la mobilité mettaient en échec les structures rigides du système, aujourd'hui, dans une économie de procès, la mobilité apparaît plutôt comme reproduisant les nécessités de l'axiomatique capitaliste.

L'abandon ingénu est le faux mouvement de l'abdication qui en fin de compte est toujours plus bénéfique pour les entreprises et, plus qu'une fugue créatrice, elle termine en circonvolution, un tour sur lui-même du système, un mouvement circulaire qui se conclut au point précis où il recommence. Il s'agit d'un mouvement faible qui cherche le renouvellement de la disponibilité.

La fuite est circulaire : on fuit, on s'échappe, de manière faible

ou ingénue, et le système promeut le circuit mouvant de ces postes du bas de la hiérarchie capitaliste. Parfois, ce qui peut soutenir la permanence est une promesse d'ascension (vers le haut), mais lorsque cette promesse se montre fautive, le mieux est de continuer à se mouvoir. Peu sont ceux qui restent pour lutter : moralistes ou militants convaincus.

On pourrait presque dire que la condition de toute action est de ne pas croire en elle. Comme dit Houellebecq : « Le fait que nous ne croyons pas aux choses que nous faisons ne veut pas dire que nous ne les faisons pas ». Cela est le nihilisme ingénu : croire qu'il suffit de ne pas croire.

D'une certaine façon, le désir d'abandon est plus fort que le désir de transformation. L'autre face du désir de connexion, c'est le désir de dispersion de l'abdication qui rend intolérable n'importe quel engagement à long terme.

Préférer l'incertitude certaine de la dispersion à l'incertitude imprévisible d'un collectif pour construire. Nihilistes sans principes à nier, nous atteignons le paroxysme du nihilisme au moyen du désir : « Je ne sais pas ce que je veux, mais je le

Nous jurons que nous sommes ouverts à l'imprévu, au contingent, au surprenant, mais en réalité nous sommes la classe la plus perverse de conservateurs.

veux maintenant ». Et dans ce non-savoir, qui est aussi une forme de non-vouloir, nous nous trouvons attrapés, tournant sur nous-mêmes, sans sens, sans direction, ayant perdu tout engagement avec le monde et avec nous-mêmes.

UN «NON» QUI ACCEPTE

(...) Le vieux nihilisme nécessitait un travail du NON. Aujourd'hui, via l'abstention, on refuse tout labeur. Le « nouveau capitalisme » interprète, pense et exploite cette absence de situation, offrant un espace de connectivité, et un peu d'argent. L'entreprise se met ainsi en « série » avec le reste de l'expérience vécue. Si le vieux nihilisme, dans ses meilleures expressions, aspirait à néantiser les valeurs, celui-là se conforme à croire à son non-croire, il se conforme aux valeurs qui ne réclament aucune foi : on ne nous demande plus que nous croyions mais seulement que nous fonctionnions. Toute foi est quelque chose dont on peut se passer. Toute lutte est folle et redondante. Avoir une foi, c'est tomber dans un excès d'adhésion inutile.

Pourtant, il doit y avoir, encore, quelqu'un qui persiste dans son désir d'inventer un monde.

(...) Le nihilisme ingénu se rattache à une génération qui sent que rien n'est pour elle, mais qui ne sait pas non plus comment s'armer, comment se constituer de manière autonome. Un désir révolutionnaire de transformation plus fort que le désir nihiliste de tout abandonner sera-t-il possible ? »

Collectif *¿Quién habla?* (traduit par Guillaume Sabin)



Ce texte est tiré du livre *Lucha contra la esclavitud del alma en los call centers* (« lutte contre l'esclavage de l'âme dans les centres d'appel »), Collectif *¿Quién habla?*, Tinta Limón, Buenos Aires, 2006, p. 159-166.



ALORS QUE LA PROLÉTARISATION SE RÉPAND DANS LE MONDE, LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À LA CLASSE DES PROLÉTAIRES, LUI, N'A CESSÉ DE RÉGRESSER. LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET LE CAPITALISME, MAIS AUSSI LES STRATÉGIES DU MOUVEMENT OUVRIER, EN FAVORISANT LA « MOYENNISATION » DE LA SOCIÉTÉ SONT À L'ORIGINE DE CE PROCESSUS.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS QU'ÊTES-VOUS DEVENUS ?

Y A-T-IL MOT PLUS EMPREINT de fantasmes que celui de prolétariat dans l'imaginaire du militant version XXI^e siècle ? Car s'interroger sur l'existence et la consistance du prolétariat aujourd'hui ne cache-t-il pas la malade et récurrente quête du « sujet révolutionnaire », de la « bonne plèbe » à qui s'adresser ou avec qui se dresser, de l'authentique exploité-e, etc. ? D'autant plus que l'utilisation d'un terme si générique transpire le besoin de massification et d'unicité, et la crainte sourde de l'expression des singularités dans les expériences sociales comme autant de facteurs de division de classe.

Cette vision s'explique en partie par le fait que cette notion a été forgée au XIX^e siècle, lors d'une grande phase d'industrialisation, alors que se mettait progressivement en place la disciplinarisation des ouvrier-e-s dans le cadre de la fabrique. Pour les classes laborieuses, les conditions de vie et d'exploitation eurent tendance à s'homogénéiser avec la montée en puissance d'un nouveau modèle productif. Puis, cette figure a eu tendance à se brouiller dans les pays industrialisés, sous l'effet de plusieurs facteurs, aussi bien endogènes au mouvement ouvrier qu'externes, avec la transformation du mode d'accumulation et de gestion capitaliste. C'est pourquoi le terme prolétaire ne peut s'aborder que d'un point de vue historique et culturel.

LUTTE DES CLASSES, PROGRESSISME ET « MOYENNISATION »

Si on s'interroge sur la moyennisation des classes laborieuses au cours du XX^e siècle, on ne peut pas faire l'économie d'un regard introspectif sur les stratégies du mouvement ouvrier. Deux tendances ont toujours cohabité, et se sont souvent affrontées. Une première, plutôt antiautoritaire, prônant l'auto-organisation de classe, œuvra au développement de l'autonomie prolétarienne, tant d'un point de vue économique et

sociale que culturelle. Elle s'est appuyée historiquement sur les bourses du travail, les mutuelles ouvrières et la valorisation des modes de vie et de création spécifiques. Une autre tendance, majoritaire dès les années 1910 et très encadrée par les organisations politiques et syndicales, a orienté la lutte vers la conquête du pouvoir. Ce courant était fortement imprégné de progressisme (progrès social via des réformes) et de productivisme (augmentation de la production de richesse comme chemin vers le bien-être), dimensions qui entrèrent en écho direct avec les valeurs et les besoins du capitalisme moderne. Globalement, les luttes sociales ont amené une élévation du niveau de vie et d'éducation, mais la domination du second courant a entraîné l'intégration progressive des solidarités de classe dans l'appareil d'État (Sécurité sociale, aide au logement, etc.), et l'institutionnalisation des garanties collectives (assurance chômage, etc.). Le compromis politique stalino-gaulliste de l'après-guerre en sera le paroxysme, la redistribution des richesses via l'État social s'articulant avec la nécessaire implication des travailleurs et travailleuses dans le redressement productif, et la consommation de masse.

Toujours est-il que durant la seconde moitié du XX^e siècle, une bonne partie du monde des ouvrier-e-s et des employé-e-s connaît un processus de moyennisation, avec la généralisation du salariat. Bien entendu, de grands clivages continuent de traverser le prolétariat, les moins qualifié-e-s subissant la misère et de rudes conditions de travail. Mais l'accès aux loisirs de masse, à la petite propriété et à l'éducation contribue à troubler l'image d'Épinal d'un prolétariat standard, type *Germinal*. C'est également à cette époque que des divisions fortes apparaissent entre travailleurs « garantis » et travailleurs précaires, dès la fin des années 1960, rendant de plus en plus complexe l'unité de classe dans les luttes ouvrières. *A fortiori*, les boulots les plus durs sont

1. Ce phénomène est très bien décrit par Alain Accardo, dans *Le Petit-Bourgeois gentil-homme*, Agone, 2009.



À GAUCHE
MANIFESTATION DU 1^{ER}
MAI À BAGDAD EN
2011.

À DROITE
GRÈVE DES MINEURS
ESPAGNOLS EN JUIN
2012 DANS LA
PROVINCE DE LÉON.

surtout confiés à la main-d'œuvre immigrée d'origine africaine. Le racisme populaire et la difficulté à trouver ou construire des références culturelles communes fragilisent d'autant plus l'idée de l'existence d'un prolétariat uni, conscient et combatif.

Enfin, on doit noter que les mouvements sociaux, notamment à partir des années 1980-1990, ont été portés par cette frange des travailleurs « garantis », avec des revendications forcément centrées sur leurs propres intérêts. Il est alors devenu encore plus difficile pour l'ensemble de la classe laborieuse de se reconnaître dans une communauté, dans une conscience collective. Par ailleurs, le développement des luttes dites « altermondialistes » confirme l'ascension au rang de leaders politiques de jeunes diplômés issus des couches moyennes de la société, développant un discours humaniste au mieux, moraliste souvent, bien éloigné de la lutte des classes. L'hypermédiatisation de ces mouvements, les logiques de mode comme de zapping d'un combat à l'autre trouve un public participatif dans une jeunesse atomisée et dépolitisée. Le mouvement des Indignés en est le dernier avatar, quand la naïveté se déploie sur les réseaux sociaux, baignant dans l'idéologie de la communication, avec toujours plus de caméras personnelles dans les manifestations, pour montrer et se montrer, et faire croire que l'on existe en groupe. Mais le plus important peut-être, c'est que la moyennisation a tué le « Prolétariat » à travers un phénomène d'adhésion quasi générale et plutôt enthousiaste des couches populaires aux normes culturelles qui marquent l'américanisation de la société, avec l'apogée de la société de consommation¹.

SOUS LES COUPS DE BOUTOIR DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Si nous avons examiné quelques-unes des causes internes au monde ouvrier et à son histoire dans le délitement de l'idée de prolétariat, c'est parce qu'il faut toujours d'abord voir midi à sa porte avant d'invoquer la fatalité capitaliste. Il est toutefois évident que les transformations du système productif du taylorisme au fordisme, en passant par le toyotisme et le post-fordisme, ont largement contribué à dissoudre l'identité prolétarienne. On peut dire que le fil conducteur de cette succession de modèles est la mise en concurrence de tous contre tous. Le premier, en émiettant les tâches, a préparé l'interchangeabilité des travailleurs et travailleuses ; le second a consacré « le salarié de l'abondance » isolé et muselé par le crédit à la consommation ; le troisième a terminé de dissoudre les collectifs de travail en créant l'idée de réalisation de soi par la réalisation des objectifs de l'entreprise ; le dernier a prospéré sur le « travailleur jetable ». Et tous se cumulent... Ce travail de segmentation de la force de travail a éclaté également les niveaux de richesses, les conditions de vie et de socialisation, un pauvre d'un ghetto périphérique ayant souvent peu en commun avec un précaire urbain, qui a peu à voir lui-même avec un travailleur garanti « moyennisé ».

Surtout, l'économie s'internationalisant, les grandes unités productives sont désormais localisées dans les zones de basse pression sociale (peu ou pas de protection sociale, législation du travail absente ou quasi inexistante, main-d'œuvre bon mar-

ché et peu revendicative, etc.), laissant place dans nos contrées à des emplois de service, ou à rien du tout. Cela éloigne d'autant plus du regard et de l'esprit l'existence massive d'une classe ouvrière (sur)exploitée, et cela favorise encore moins une identification prolétarienne universelle. Mais on assiste bien à une prolétarisation des populations de vastes parties du monde.

LES « CLASSES MOYENNES QUI EN CHIENT », OU LE RETOUR DE LA PROLÉTARISATION ?

Voilà pourquoi parler de prolétariat ou de prolétaire aujourd'hui ne peut pas avoir le sens communautaire que ces mots avaient lors de leur formation. En revanche, parler de « prolétarisation » est plus opérant, car cela intègre la dimension historique des mutations des classes laborieuses. Ainsi, dans une économie mondialisée où la concurrence entre les travailleurs est exacerbée, on se dirige vers une « normalisation » *a minima* des conditions d'existence. Combien de temps en effet les garanties et solidarités collectives encore de droit dans certains pays européens tiendront-elles le choc face à l'offensive des marchés et à la gestion des politiciens ? Les plans sociaux se multiplient, la pression sur les salarié-e-s augmente chaque jour, et, dans les pays qui s'effondrent – comme la Grèce ou l'Espagne –, même les salaires des fonctionnaires, travailleurs et travailleuses pourtant persuadé-e-s d'être à l'abri, ne sont plus versés. La paupérisation des classes moyennes avance à grands pas, d'autant plus que c'est la couche de la population la plus endettée.

Oui, il y a eu moyennisation de la société, et les « victimes » ont été consentantes. Oui, le monde du travail se re-prolétarise, parce que les droits liés au salariat s'effritent et que le précaire grossit ses rangs. Mais ce n'est pas pour autant qu'une conscience de classe se redessine. Car si j'ouvre les yeux aujourd'hui à Marseille, qu'est-ce qui relie un intérimaire du BTP, un migrant vivant de l'économie de bazar, une employée de *call center*, un fonctionnaire sur la corde raide, un chômeur-à-vie, un graphiste tâcheron, une vendeuse à temps partiel, etc., et un mineur des Asturies et un jardinier philippin à Doha ? Des théoriciens ont bien tenté de donner suite à la notion de prolétariat en tenant compte de cette diversité. Ils appelèrent cela un temps « la multitude ». Visiblement, cela n'a pas rencontré le succès escompté, on n'en entend plus parler. Finalement, nous sommes divisé-e-s, et on reviendra difficilement en arrière. La question de l'unité ne se pose pas de la même manière qu'il y a cinquante ou cent ans. Trouver les contours des communautés pertinentes de l'action collective relève de plus en plus d'un cheminement individuel et/ou affinitaire. Celles-ci peuvent être liées au travail, au quartier, à des luttes locales, etc. L'important maintenant, c'est la coalition de ces communautés pour se défaire de la dépendance à la société marchande. C'est peut-être à travers la communication entre ces collectifs que pourrait se développer la rénovation d'une donne culturelle de classe, fondée sur l'entraide, la coopération, le partage des savoir-faire. Alors, nous ne serons plus jamais prolétaires. Et nous aurons gagné.

Richard Schwarz

LA SOCIÉTÉ DE CLASSE ? ELLE EST PARTOUT AUTOUR DE NOUS. MAIS PAS SEULEMENT : ELLE EST AUSSI PRÉSENTE EN NOUS, AU SEIN MÊME DES MILIEUX MILITANTS ET ACTIVISTES, RECONSTITUANT DES FORMES DE DOMINATION ET DE FAUSSE CONSCIENCE LÀ OÙ ON NE S'Y ATTENDAIT PAS.



LA RÉVOLUTION SANS LE PROLÉTARIAT ?

DU CLIVAGE DE CLASSE DANS LES COLLECTIFS RADICAUX

DEPUIS LES ANNÉES 1980, le Prolétariat aux bras musculeux et à la gouaille subversive, objet d'amour des gauchistes, est bien tombé de son piédestal. Soupçonné d'être machiste, xénophobe, et de tomber dans tous les panneaux de la culture de masse (football, fast-food, supermarché et films hollywoodiens), il n'en finit pas de consterner les révolutionnaires par son conformisme, sa morale « réactionnaire », son attachement à une vie quotidienne très quotidienne. Eh oui, c'est un fait : le prolétariat n'est pas très *queer*, il n'aime pas trop passer ses soirées dans des squats à regarder des films sur ses propres grèves, et il préfère le steak frites à la salade de quinoa bio. Faut-il pour autant lui en vouloir ?

A LIRE



COMMENT LE GENRE TROUBLE LA CLASSE
Agone n°43, 2010

En vérité, le problème est que, chez les révolutionnaires d'aujourd'hui, la critique – par ailleurs légitime ! – du racisme, du sexisme, etc., bref de ces maux qui défigurent l'existence quotidienne des ouvriers et ouvrières et vont parfois jusqu'à déterminer leur comportement politique (le vote FN, pour ne citer qu'un exemple), cette critique révèle parfois involontairement un certain mépris du peuple, qu'il faut bien appeler *un mépris de classe* quand on connaît la sociologie des milieux radicaux. En effet, s'appuyant sur plusieurs enquêtes sociologiques menées dans les années 1980 et 1990, Mimmo Pucciarelli constatait en 1997 – mais les choses n'ont vraisemblablement pas beaucoup changé depuis cette époque – que, statistiquement, les libertaires « ne représentent pas du tout, dans leur très grande majorité, les couches sociales les moins favorisées socialement, politiquement et économiquement aujourd'hui en France, c'est-à-dire les ouvriers spécialisés, les "smicards", les chômeurs, les RMistes ». Et que c'est « parmi les couches moyennes qu'on retrouve le plus de "révolutionnaires", ou plus simplement de ces personnes qui envisagent la transformation de la société aujourd'hui »¹.

DÉCALAGES

Voilà une situation que ne sont pas prêt-e-s à envisager un certain nombre d'activistes, qui se veulent d'intrépides rebelles vivant aux marges de la société sans questionner pour autant leur propre origine sociale... avec tous les faux-semblants qu'implique ce décalage entre appartenance de classe et mode de vie alternatif. Par exemple, il est plus facile pour un-e révolutionnaire issu-e de milieux aisés de se lancer dans une démarche d'autonomie (déconnexion du marché, récup, bricolage, « *do it yourself* », éventuellement retour à la terre, etc.), quand il ou elle sait que sa famille pourra le cas échéant subvenir à ses besoins si ses projets échouent – une assurance que ne possède pas, en revanche, un ouvrier ou une employée qui voudraient s'engager dans la même voie. Le même décalage peut d'ailleurs se produire dans le sens

inverse, avec tous les déchirements que cela suppose lorsque certain-e-s anarchistes venu-e-s du peuple accèdent, parfois même du fait de leur capital de connaissances acquis en milieu militant, à des fonctions ou à des formes de travail plus valorisées socialement, ou à un salaire et un niveau de vie plus confortables. Pourtant, dans ce dernier cas, la solution n'est ni de se retirer de la lutte, ni de vivre dans le déni et de faire comme si rien ne s'était passé. Il s'agit au contraire d'examiner en quoi nos idées politiques peuvent trouver un nouvel ancrage dans notre appartenance de classe réelle, et de déterminer à partir de là les modalités d'une intervention politique révolutionnaire. Pour prendre un exemple concret, l'auteur de cet article, qui vient d'un milieu mixte – famille paysanne et ouvrière par sa mère, famille de fonctionnaires par son père – n'hésite pas à se considérer comme un petit-bourgeois du fait de ses conditions de vie actuelles ; à partir de là, l'objectif n'est pas de porter cette appartenance de classe comme un fardeau, mais de poser la question : qu'est-ce que la petite-bourgeoisie en tant que classe peut apporter à un processus de transformation sociale radicale, égalitaire et libertaire, en termes de valeurs et d'idéaux comme de mobilisation politique ?

LA LUTTE DES CLASSES : UNE PROBLÉMATIQUE OBSOLETE ?

Historiquement, les milieux révolutionnaires ont longtemps été polarisés autour de la classe ouvrière – même s'il y a toujours eu parmi eux un contingent non négligeable d'intellectuels et de petits-bourgeois, voire de lumpenprolétaires (sans compter le fait que cette classe ouvrière elle-même était souvent plus proche de l'artisanat ou de la paysannerie que de la grande industrie moderne). Or ce changement récent

**JE LUTTE
DES CLASSES**

1. Mimmo Pucciarelli, « L'anarchisme, une denrée pour les classes cultivées ? Les libertaires aujourd'hui », dans *La Culture libertaire*, ACL, 1997, p. 406. Selon ces études sociologiques (menées le plus souvent par les militant-e-s anarchistes eux-mêmes), moins de 10% des personnes présentes dans les milieux anarchistes sont des travailleurs manuels.

dans la composition de classe des milieux révolutionnaires est peut-être à mettre en corrélation avec les mutations doctrinales qui y sont survenues ces dernières décennies.

En effet, depuis quelque temps, une partie des mouvements de lutte et des groupes politiques qui se situent au-delà de l'extrême gauche classique (c'est-à-dire des communistes et des trotskistes, pour aller vite) a entamé une mue idéologique en se déplaçant du terrain traditionnel de la lutte de classe vers de nouvelles formes de conflictualité, autour de thématiques comme la défense de la nature, la lutte contre la domination masculine, le combat contre la colonisation des imaginaires par l'économie (publicité, idéologie de la croissance, etc.), ou la résistance à l'emprise des technologies modernes sur nos vies. Cette relativisation des questions de classe s'est d'ailleurs faite en parallèle d'un retour critique sur les angles morts et les insuffisances du marxisme traditionnel. Comme la classe ouvrière dont il se voulait l'expression naturelle sur le plan de la théorie, ce marxisme a été passé au crible d'une analyse sans concessions : son adhésion à l'idée d'une nécessaire domination de la nature a été mise en accusation, de même que sa fascination pour le « développement » et la technologie capitalistes, et l'on est allé jusqu'à déconstruire le caractère sexiste et ethnocentriste de certains de ses présupposés. À la faveur de ces opérations de démontage (et quels que soient les remontages auxquels les postmarxistes ont procédé par la suite), la question des classes sociales et de la lutte des classes en est venue à passer au second plan dans les groupes ou les mouvements qui se sont aventurés le plus loin dans l'exploration de ces nouvelles thématiques que sont l'écologie, le postcolonialisme, le féminisme, la décroissance, la critique de la société industrielle, etc.



cas, on verra même certaines personnes faire de leur groupe ou de leur mouvance politique un marchepied vers leur intégration (voire leur réintégration) dans la bourgeoisie universitaire, médiatique ou politique, et cela en toute bonne conscience (c'est particulièrement visible dans le féminisme radical, l'écologie ou le mouvement dit des « indigènes de la République », mais pourquoi pas demain dans la décroissance ou le mouvement anti-industriel ?).

**MANIFESTATION
DU 1^{ER} MAI
À SANTIAGO DU CHILI.**

Le prolétariat n'est pas très « queer », il n'aime pas trop passer ses soirées dans des squats à regarder des films sur ses propres grèves, et il préfère le steak frites à la salade de quinoa bio. Faut-il pour autant lui en vouloir ?

COMPOSITION DE CLASSE ET EFFETS DE DOMINATION

Ce phénomène a indéniablement constitué un facteur d'invisibilisation des appartenances de classe au sein de ces groupes politiques eux-mêmes. En effet, qu'on le veuille ou non, ces collectifs sont toujours traversés par une frontière de classe qui fait que des logiques de domination se reconstituent spontanément, souvent à l'insu même des activistes ou des militant-e-s. Parfois ce sont juste des divergences de « ressenti », qui apparaissent au cours des discussions ou des luttes. Mais on peut voir aussi dans certains groupes les bourgeois-e-s de grande famille dominer très clairement les débats théoriques par leurs références et leur esprit de synthèse rôdé aux exercices universitaires, tandis que les personnes venues des milieux populaires s'effacent, et tentent de compenser ce qui leur semble être un déficit de connaissances par un surinvestissement dans le pratique et le technique (coller des affiches, monter les manifs, mener des actions risquées, faire la comptabilité, etc.). Dans le pire des

Comme l'ont montré les mouvements féministes, les groupes et organisations révolutionnaires devraient toujours réfléchir à ce que leurs discours et leurs modes d'intervention impliquent comme rapport au genre et aux relations hommes-femmes. Toutefois, ils devraient faire de même par rapport à l'appartenance de classe de leurs propres membres, qui, à l'intérieur même des collectifs, est souvent une question refoulée pour être projetée dans le dehors social. On a en outre tendance à oublier à quel point la composition de classe d'un groupe ou d'une organisation détermine profondément le contenu politique de son action et de ses analyses. Il ne s'agit donc pas en ce domaine d'être ouvrieriste (au sens où seuls les ouvrier-e-s diraient la vérité sociale), mais simplement de clarifier concrètement, en les verbalisant, les situations politiques à l'intérieur des collectifs, afin d'identifier les rapports de domination qui s'y jouent, et d'interroger le contenu social de ce qui est dit au plan organisationnel. **Patrick Marcolini**

CATÉGORIE DE SEXE ET LUTTES DE CLASSES

À LIRE

La pensée straight
Monique Wittig
éditions
Amsterdam

LA PÉRENNITÉ DES SEXES et la pérennité des esclaves et des maîtres proviennent de la même croyance. Et comme il n'existe pas d'esclaves sans maîtres, il n'existe pas de femmes sans hommes. L'idéologie de la différence des sexes opère dans notre culture comme une censure, en ce qu'elle masque l'opposition qui existe sur le plan social entre les hommes et les femmes en lui donnant la nature pour cause. Masculin/féminin, mâle/femelle sont les catégories qui servent à dissimuler le fait que les différences sociales relèvent toujours d'un ordre économique, politique et idéologique. Tout système de domination crée des divisions sur le plan matériel et sur le plan économique. Par ailleurs, les divisions sont rendues abstraites et mises en concepts par les maîtres, et plus tard par les esclaves, lorsque ceux-ci se révoltent et commencent à lutter. Les maîtres expliquent et justifient les divisions qu'ils ont créées en tant que résultat de différences naturelles. Les esclaves, lorsqu'ils se révoltent et commencent à lutter, lisent des oppositions sociales dans ces soi-disant différences naturelles.

Car il n'y a pas de sexe. Il n'y a de sexe que ce qui est opprimé et ce qui opprime. C'est l'oppression qui crée le sexe et non l'inverse. L'inverse serait de dire que c'est le sexe qui crée l'oppression ou de dire que la cause (l'origine) de l'oppression doit être trouvée dans le sexe lui-même, dans une division naturelle des sexes qui préexisterait à (ou qui existerait en dehors de) la société. Le primat de la différence est tellement constitutif de notre pensée qu'il l'empêche d'opérer le retournement sur elle-même nécessaire à sa mise en question pour en appréhender précisément le fondement constitutif. Appréhender une différence en termes dialectiques consiste à rendre manifeste des termes contradictoires qui doivent trouver résolution. Comprendre la réalité sociale en termes dialectiques matérialistes revient à appréhender les oppositions entre classes terme à terme et à les réunir sous la même copule (un conflit dans l'ordre social) qui est aussi une résolution (abolition dans l'ordre social) des contradictions apparentes. La lutte des classes est précisément ce qui permet de résoudre la contradiction entre deux classes opposées, en ce qu'elle les abolit au moment même où elle les constitue et les révèle en tant que classes. La lutte de classes entre les femmes et les

hommes et qui devrait être entreprise par toutes les femmes, est ce qui résout les contradictions entre les sexes et les abolit au moment même où elle les rend compréhensibles. Il faut remarquer que les contradictions relèvent toujours de l'ordre matériel. L'idée qui m'importe ici, c'est qu'avant le conflit (la révolte, la lutte), il n'y a pas de catégories d'opposition mais seulement des catégories de différence. Et ce n'est qu'au moment où la lutte éclate que la violence des oppositions et le caractère politique des différences deviennent manifeste. Car aussi longtemps que les oppositions (les différences) ont l'air d'être données, d'être déjà là, « naturelles », précédant toute pensée – tant qu'il n'y a ni conflit ni lutte – il n'y a pas de dialectique, il n'y a pas de changement, pas de mouvement. La pensée dominante refuse de se retourner sur elle-même pour appréhender ce qui la remet en question.

Et bien sûr, aussi longtemps qu'il n'existe pas de lutte des femmes, n'existe pas de conflit entre les hommes et les femmes. C'est le destin des femmes de fournir les trois quarts du travail dans la société (dans le domaine public comme dans le domaine privé), travail auquel il faut ajouter le travail corporel de la reproduction selon le taux préétabli de la démographie. Être assassinée et mutilée, être torturée et maltraitée physiquement et mentalement ; être battue et être forcée à se marier, tel est le destin des femmes. Et bien sûr on ne peut pas changer le destin. Les femmes ne savent pas qu'elles sont totalement dominées par les hommes et lorsqu'elles l'admettent, elles peuvent « à peine le croire ». Et le plus souvent, en un dernier recours face à la réalité nue et crue, elles refusent de « croire » que les hommes les dominent en pleine connaissance de cause (parce que l'oppression est bien plus hideuse pour les opprimés que pour les oppresseurs). De leur côté, les hommes savent parfaitement qu'ils dominent les femmes. (« Nous sommes les maîtres des femmes » dit André Breton) et ils sont formés pour le faire. Ils n'ont pas besoin de l'énoncer constamment car l'on parle rarement de domination au sujet de ce que l'on possède déjà. [...] L'obligation de reproduction de l'« espèce » qui incombe aux femmes est le système d'exploitation sur lequel se fonde économiquement l'hétérosexualité. La reproduction consiste essentiellement en ce travail, cette production par les femmes, qui permet aux hommes de s'approprier tout le travail des femmes. Il faut inclure ici l'appropriation du travail qui est associé « par nature » à la reproduction : élever les enfants, les corvées domestiques. Cette appropriation du travail des femmes s'effectue exactement de la même manière que l'appropriation du travail de la classe ouvrière par la classe dominante. On ne peut pas dire que l'une de ces deux productions (reproduction) est « naturelle » et que l'autre est sociale. Cet argument n'est que la justification théorique et idéologique de l'oppression, un argument pour faire croire aux femmes qu'avant la société et que dans toutes les sociétés, elles sont soumises à cette obligation de reproduction. Pourtant, de la même manière que nous ne savons rien du travail et de la production sociale en dehors de tout contexte d'exploitation, nous ne savons rien de la reproduction de la société en dehors de son contexte d'exploitation. Monique Wittig





DOSSIER

LE PROLÉTAIRE, SUJET INCARNÉ DE LA RÉVOLUTION, N'EST PEUT-ÊTRE PAS LE PLUS À MÊME DE NOUS CONDUIRE VERS LA LIBERTÉ. COINCÉ ENTRE L'EXPLOITATION ÉCONOMIQUE ET SA PARTICIPATION AU SYSTÈME QU'IL ENTEND DÉTRUIRE, IL EST PÉTRI DE CONTRADICTIONS. PEUT-ÊTRE LE TEMPS EST-IL VENU DE REPENSER UNE POLITIQUE DE L'ÉMANCIPATION...

DES ÉCARTS & DES EFFORTS

POUR LE LIBRE ÉPANOUISSEMENT DE TOU-TE-S ET DE CHACUN-E

UN SPECTRE HANTE LE MONDE unifié par les logiques du capital¹ : celui des espoirs égalitaires, des désirs de justice sociale, des colères émancipatrices et des horizons communs des prolétaires d'un monde auquel ils et elles veulent mettre fin.

LES CHOIX DÉTERMINÉS DU CAPITAL

D'un point de vue matérialiste, terre à terre, un seul monde semble être en mesure d'offrir un refuge à la vie, sous toutes ses formes, c'est celui sur lequel reposent nos pieds et nos corps. Et il n'est nullement besoin d'être extralucide pour se rendre compte à quel point ce monde esseulé se trouve comme sous l'emprise d'un sortilège puissant nommé capitalisme.

Sous les atours d'un supposé développement continu et logique, historique et progressif, les règles de fonctionnement de l'économie capitaliste se diffusent depuis plusieurs siècles sur l'ensemble du globe. Peu à peu, elles contaminent chaque parcelle de terre, chaque être vivant, chaque forme de vie qui compose le monde. Les espaces et les comportements sont modelés, et les sociétés poussées à cheminer selon une pente soi-disant « naturelle » que l'on peut choisir de nommer, indifféremment, « progrès », « développement », « économie/démocratie de marché », « processus historique » ou encore « mondialisation ». Or cette pente qu'il s'agit de faire dévaler à la population mondiale se trouve largement inclinée par les choix

La « vraie » révolution passera plus certainement par le maintien sur la durée des myriades d'expériences, de luttes et de formes de vie.

humains faits par les dirigeants d'entreprises, par la communauté techno-scientifique, par les bureaucrates chargés d'ériger les normes à respecter, par les « responsables » politico-médiatiques et par celles et ceux (citoyen-ne-s, consommateurs, consommatrices, travailleurs et travailleuses, d'ici et d'ailleurs) qui continuent à s'y conformer.

Les logiques capitalistes et leurs zéloteurs œuvrent à temps plein et ne ménagent pas leur peine afin de garantir le maintien de l'ordre de prédation mondial existant ainsi que celui des formes de dominations – de sexe, de classe, de race ou d'âge – préexistantes au capitalisme mais bien actives en son sein. Tout doit être à prendre : les territoires, les plantes, les gènes, les minerais, les êtres humains, les futurs possibles, etc. La course des intérêts individuels ne doit avoir pour autre horizon que l'infini, l'impératif de la marchandise ne doit

souffrir aucune exception, la visée d'expansion économique et technologique ne saurait avoir de limite sous peine de générer l'effondrement de l'édifice mondial.

Dans ce cadre, le ou la prolétaire – besognant dans une mine d'extraction de colombite-tantalite (coltan) dans le Nord-Kivu (Congo) ; assemblant des composants, dont certains à base de coltan, sur des lignes de montage de condensateur pour téléphone mobile dans la région de Canton (Chine) ; assurant la vente d'un téléphone portable dans un supermarché de la banlieue toulousaine (France) ; proposant les dernières offres des fournisseurs d'accès depuis un centre d'appel à Bangalore (Inde) – se voit toujours occuper la position contradictoire de toutes et tous les dépossédé-e-s de l'histoire. En participant, à l'échelle mondiale, à la production et à l'achat, *ad nauseam*, de « consommables » qui lui sont « proposés » le ou la prolétaire permet la reconduction d'un monde pétri d'inégalité, d'oppression et de rapports de domination dont il ou elle est la première « victime », le premier chaînon, la « cheville ouvrière »... Balayé d'un regard distrait ou superficiel, l'horizon peut paraître bien sombre. Cependant, le portrait du capitalisme mondial ébauché ici en quelques lignes ne nous semble pas trahir une certaine réalité dès lors qu'on l'observe de suffisamment loin. Une réalité qui laisser apparaître des craquelures, des fêlures à la faveur d'observations rapprochées.

LA POLITIQUE INCARNÉE DU CAPITAL

Loin de se contenter d'occuper l'empire éthéré des idées qui guident le monde, les logiques du capitalisme s'incarnent dans des mots, des représentations, des actes, des institutions, des entreprises, des réseaux, des gestes et des êtres aux intérêts antagoniques. Elles vivent du dynamisme que leur insufflent les pratiques sous contrôle (qu'elles soient éducatives, médiatiques, politiques, de production, de consommation) d'un prolétariat pas moins dépossédé de nos jours de la maîtrise de ses modes et de ses cadres de vie qu'il l'était durant l'industrialisation de l'Europe du XIX^e siècle. Comme le notait déjà Cornelius Castoriadis en 1979, « toute société d'exploitation vit parce que ceux qu'elle exploite la font vivre.[...] L'oppression, l'exploitation, l'aliénation créées par le capitalisme s'exprime chez la classe ouvrière par les contradictions que jusqu'ici elle n'est pas arrivée à surmonter »².

En ces temps de « crises » – mais quand, au juste, ne le sont-ils pas ? –, le sentiment de nécessité, intériorisée par chaque prolétaire, de travailler pour gagner individuellement sa pitance est susceptible d'être renforcé, causant un repli accru sur les règles du chacun-e pour soi. À moins qu'à la faveur des faiblesses avérées de l'État providence en désertion n'apparaisse comme une évidence le recours à des formes d'expression et d'organisation collectives des classes assujetties,

1. En référence à la phrase d'introduction du **Manifeste communiste** de 1848 :

« Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme ».

2. **Le Contenu du socialisme**, Cornelius Castoriadis, Union générale d'éditions, 1979.

AUTONOMIE ! ITALIE, LES ANNÉES 1970

« LE COMMUNISME esquissé par l'Autonomie est impur, il réunit Marx et l'antipsychiatrie, la Commune de Paris et la contre-culture américaine, le dadaïsme et l'insurrectionnalisme, l'opéraïsme et le féminisme, il télescope Lénine et Frank Zappa et passe au rouleau compresseur les résidus de troisième internationalisme incrustés dans les groupes et dans l'idéologie de la gauche. Il est aussi constamment en quête de réalisation immédiate mais il est encore et surtout affirmation d'un mode de vie communiste, à défendre les armes à la main s'il le faut. C'est l'assomption collective de tout ce qui représentait une possibilité de subversion de l'état des choses présent : musique, littérature, art, science, modes de vie et jusqu'au sport devaient donc être traversés par ce critère discriminant qui prenait chaque jour davantage les traits d'une sécession avec la totalité sociale, d'une multiplication d'« exodes » d'un monde hosti-

le et vulgaire tandis que se construisaient les "bases rouges" de l'insurrection. Et tout cela se déclinait à travers une syntaxe radicalement offensive qui la distinguait de toutes les expériences contemporaines, qu'elles fussent institutionnelles, alternatives ou extraparlémentaires. Cela ne ressemblait en rien au "communisme démocratique" et pénitentiel prêché par la gauche, ni même à celui, féroce et résistantiel, de leurs parents et grands-parents.

Autrefois, "autonomie ouvrière" n'était qu'une catégorie utilisée par la gauche syndicale pour signifier l'indépendance des ouvriers par rapport au développement du capital, puis elle désigna la forme d'organisation des luttes que les prolétaires menaient en dehors des syndicats et des partis. Au début des années 1970, "autonomie" commençait à être, en plus du reste, quelque chose de très différent : une disposi-

tion éthique commune plutôt que la qualification d'un sujet, une multiplicité de devenirs-révolutionnaires plutôt qu'une allusion à l'avenir de la révolution, une façon de vivre et de combattre par-delà tous les compromis, fussent-ils historiques ou métaphysiques, plutôt qu'une sèche formule organisationnelle, la limite armée à laquelle se heurtait l'État plutôt qu'une coterie de jeunes diplômés en mal de sensations fortes. "Autonomie" fut le nom, somme toute, d'une véritable césure révolutionnaire qui s'ouvrait vers l'avant, survenue après le crépuscule du sujet – et le dernier sujet de l'histoire occidentale fut précisément la classe ouvrière. C'était un saut épistémologique, éthique et, finalement, ontologique, qui réclamait "le communisme comme programme minimum". »

Extrait de Marcello Tari, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, La Fabrique, p. 47-48

3. « Le choix du petit », Miguel Abensour, dans *Minima Moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, Theodor W. Adorno, Payot, 2003, p. 340.

4. *Ouvriers et Capital*, Mario Tronti, Christian Bourgeois, 1977, consultable sur le site La Bataille socialiste.

en rupture avec la gestion « vue en grand » imposées par la machine politico-économique mondiale. Si le capitalisme tend à fonctionner selon ses propres logiques, générant, l'une après l'autre, des générations de prolétaires qui le reconduisent, sur des étendues toujours plus vastes, peut-être est-il temps pour chacun-e, et ensemble, de reprendre la main sur le cours de sa vie. Pour ce faire, il convient de rejeter toutes les formes de gigantisme imposées, matériellement et symboliquement, par les tenants de la gouvernance mondiale. Car au fond, il paraît évident que celles et ceux qui se ménagent le privilège de déterminer et de poser les problèmes « importants » (la violence à l'école, la chute du cours du CAC-40, le chômage, le maintien des frontières, le pouvoir d'achat, le « péril jaune », etc.) s'arrogent également celui de borner l'espace dans lequel se trouvent les « bonnes » solutions, ainsi que leur taille ou l'échelle à laquelle elles sont supposées agir.



Par conséquent, la lutte contre l'exploitation capitaliste implique pour les prolétaires d'opérer un changement des cadres de référence « imposés », en faisant, pour reprendre la belle expression de Miguel Abensour, le « choix du petit » ; choix éthico-politique propice à l'attention individuelle et col-

lective portée aux petits gestes de la vie, à la façon de percevoir et de traiter autrui ; attention portée à tout ce qui, généralement tenu pour secondaire, se révèle fondamental pour résister aux logiques capitalistes, et tenir. Face à la « domination du monumental », il s'agit alors de prendre soin de la qualité et de la nature de nos rapports sociaux, interpersonnels et intimes. C'est être à l'écoute de nos milieux de vie et de ce qui les abîme, afin d'inventer des modes et des conditions de vie communes qui soient régénératrices pour l'individu, pour l'« être-ensemble » et pour tout ce qui nous touche le plus directement, autant qu'elles sont offensives pour le capitalisme et son monde : conditions de logement, de travail et d'activité, vies compartimentées, compétition généralisée, qualité de nos nourritures terrestres et célestes, morbidité et létalité environnementale, etc.

FUIR LES INJONCTIONS ET FAIRE PEAU NEUVE

Les lois d'airain du système marchand ont été aussi bien intégrées et ingérées par chacun-e qu'elles sont ingérables et dissolvantes pour toutes et tous. Elles considèrent les processus de valorisation individuelle, aboutissant à assimiler le producteur à un produit suivant et subissant les cours du « marché du travail » par exemple, comme naturels pour tout-e un-e chacun-e. Sous les traits de l'évidence et du naturel, ce dispositif idéologique masque le rapport social d'exploitation. Il occulte aussi la part de domination et de servitude volontaire qui va avec, à l'intérieur duquel chaque humain vivant sous sa coupe se voit également fortement incité à se percevoir et à se constituer en marchandise. « Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital », disait Mario Tronti en 1964 dans *Ouvriers et Capital*⁴. Ce conseil servant de pied d'appel théorique permit aux groupes opéraïstes d'abord, au mouvement autonome ensuite, de se lancer, loin de la compartimentation et des logiques de cogestion des appareils syndicaux. D'autres pratiques de lutte furent inventées parmi lesquelles le refus du salariat, l'extension de la lutte à toutes les dimensions de l'existence et la réappropriation des espaces et du temps de vie. C'est peut-être à partir des expériences de ces années-là, et des limites qu'elles ont permis de révéler, que l'antagonisme de classe peut trouver aujourd'hui des



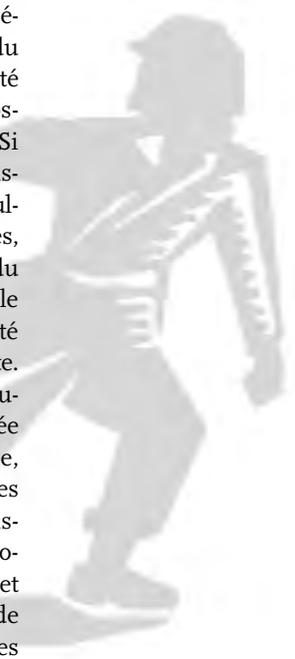
lignes de fuite et cheminer vers de nouvelles formes de vie. Si l'antagonisme de classe est « négativement » lutte continuée, perpétuelle, contre le capitalisme et l'État, contre leurs logiques et leurs organes combinés, il se doit, positivement, de mettre en acte un monde autre afin de révéler au grand jour la possibilité de faire exister ce qui ne paraît pas, d'emblée, pensable. À l'image de ces femmes des tribus de Plachimada, dans l'État du Kerala (Inde), qui luttèrent en 2005 contre Coca-Cola pour récupérer l'eau nécessaire à la survie de leur communauté... À l'image de ces centaines de journalier-e-s agricoles sans terre qui, refusant la vente d'une propriété de quatre cents hectares par le gouvernement de Cordoue (Espagne), occupent le domaine de Somonte depuis mars 2012 pour y faire pousser de quoi vivre et pour y semer l'espoir de la réappropriation collective des espaces de vie et du commun qu'ils recèlent (voir brève p 41). À l'image de cette foule bigarrée d'individu-e-s assemblé-e-s devant Wall Street et se reconnaissant comme les 99 % d'exploité-e-s prêt-e-s en en découdre avec le 1 % de planificateurs de l'ordre mondial... Ou encore à l'image des squatteurs et squatteuses d'ici et d'ailleurs, opérant dans les interstices des espaces urbains et sociaux contrôlés afin de les libérer, de les subvertir et d'y élaborer de véritables lieux du vivre ensemble. La conflictualité de classe doit autant reposer sur la force du nombre des êtres qui l'animent et sur les liens de tous ordres tissés entre eux. Elle doit se donner pour impératif de durer et de se défaire de l'emprise du flot des événements du monde du capital : crises économiques, drames et joies médiatisé-e-s, moments « historiques », etc. L'idée défendue par Castoridis selon laquelle « la lutte du prolétariat n'est pas et ne peut pas être simplement une lutte "contre" l'exploitation ; [qu']elle tend nécessairement à être une lutte pour une nouvelle organisation des rapports de production » ne semble pas moins juste et à prolonger aujourd'hui qu'elle l'était en 1979. L'épure d'un monde libéré des rapports d'assujettissement induits par les logiques du capital passe nécessairement par la prise en charge collective des moyens de production existants et par leur critique. Cela demandera indubitablement d'interroger collectivement les capacités de bien-être et de nuisance de ce qui est produit. Il faudra aussi interroger les tendances

émancipatrices ou à l'asservissement des pratiques qui naissent de ce qui est produit. Mais bien au-delà du strict réagencement de l'organisation des rapports de production, il s'agit aujourd'hui pour les prolétaires d'ici et d'ailleurs de favoriser l'émergence, la propagation et la liaison de « savoirs » émancipés et de gestes fertiles. Ces pratiques doivent être capables à la fois de manifester au présent l'existence d'autres mondes possibles, et de garder en respect les logiques du capital, leurs promoteurs et les forces répressives sous leurs ordres.

INSISTANCE ET VOLONTÉ

Contrairement à la vision traditionnelle de la révolution « réusie », la question de la lutte de classe ne saurait trouver de résolution dans la seule prise du pouvoir politique. On sait combien cela permet, au premier chef, l'affirmation d'une nouvelle hiérarchie, de nouveaux dominants, de nouvelles règles contraintes et de nouvelles impasses. Par voie de conséquence, il serait bien difficile d'accorder plus longtemps du crédit au messianique concept de « sujet historique » hérité du marxisme orthodoxe qui voit dans le prolétariat LE fossoyeur de l'ordre bourgeois, LE porteur de la Révolution. Si les prolétaires peuvent être considéré-e-s comme sujets historiques, c'est dans le sens où ils et elles vivent dans de multiples rapports d'assujettissements : aux lois de l'État, à celles, siamoises, de l'Économie ; aux marchés et aux objectifs du travail, à ceux de la consommation ; aux règles de la morale sociale, à celles qui régissent le tissu temporel de la société capitaliste ; aux systèmes de domination masculine et raciste. Partant de là, et sans jouer les prophètes, la « vraie » révolution passera plus certainement par le maintien sur la durée des myriades d'expériences, de luttes et de formes de vie, qui visent aujourd'hui à sortir des espaces quadrillés et des temporalités contraignantes du monde du capital. Elle passera par les liens multiples et interdépendants que les prolétaires pourront tisser à partir de leurs luttes contre l'État et les mécanismes du capital, de leurs lieux de vie, en vue de poser des temps qui leur soient propres et de vivre selon des rapports qui garantissent le libre épanouissement de chacun-e en ayant pour condition le libre épanouissement de toutes et tous. **Des membres d'OLS**

5. « Dans une société capitaliste arrivée à sa maturité, la totalité du temps doit être consommé, commercialisé, mis à profit ; que la main-d'œuvre se satisfasse de seulement "passer le temps" apparaît comme une provocation. » Dans « Temps, travail, capitalisme industriel », E. P. Thompson, revue *Libre* n° 5, 1979, p. 43.



**MANIFESTATION
DU 1^{ER} MAI 2012
À OAKLAND,
EN CALIFORNIE.**



JUAN HOUGHTON, MEMBRE DE L'ASSOCIATION COLOMBIENNE ACIN¹, NOUS ÉCLAIRE SUR L'APPORT DU PROCESSUS INDIGÈNE DANS LA CONVERGENCE DE LUTTES. IL OPPOSE CERTAINES STRATÉGIES À LA RECHERCHE D'EXPÉRIENCES COLLECTIVES POUR UN COMMUNISME IMMÉDIAT.

Construction de pratiques d'auto-gouvernement en Colombie

PROPOS RECUEILLIS, TRADUITS ET MIS EN FORME PAR BERNARDINE

LA MISE EN ŒUVRE du plan Colombie, dit «antidrogue», signé avec les États-Unis a permis une militarisation générale du pays, ouvrant la voie à l'implantation massive de multinationales (bio-carburants, monocultures, exploitations minières, extraction d'hydrocarbures). À la solde de ces dernières, les politiciens, militaires et paramilitaires (ou BACRIM)² exproprient par la force, massacrent des communautés récalcitrantes, enferment et légifèrent pour une impunité des assassins et une criminalisation des protestations sociales au nom de la «Sécurité Démocratique».

J. H. : On peut dire que le travail conjoint est une constante. L'arrivée des afrodescendants s'est faite il y a tellement longtemps que les Indiens reconnaissent la légitimité des droits territoriaux de cette communauté. Les échanges culturels sont importants. L'idée de traiter cette communauté comme un adversaire n'est jamais apparue. Il en est de même avec les *campesinos* («paysans»). La grande majorité d'entre eux sont des descendants d'Indiens et partagent un système de références très apparenté à celui des Indiens, mais ils s'identifient «*campesinos*». D'autres, bien sûr, sont clairement des descendants pauvres des Espagnols arrivés dans la zone. Aujourd'hui, la conscience la plus générale et partagée, qui est aussi la position de l'organisation, est que les afrodescendants, les paysans et les Indiens ont un adversaire commun, le propriétaire terrien. Quand la mobilisation indigène a commencé, dans les années 1970, il était clair la lutte se faisait avec les paysans et les afrodescendants. Par la suite, dans les années 1990, quand on a commencé à travailler sur le thème des territoires indigènes, la réflexion n'excluait pas les communautés paysannes et afrodescendantes. Au sein du processus indigène, il n'y a pas de posture de non-intégration des autres communautés ethniques. Des *campesinos* ou des afrodescendants assument des responsabilités au sein de conseils communautaires indigènes. Il y a par contre deux exigences : tout d'abord, il est important de reconnaître le caractère collectif de la propriété de la terre. C'est parfois un point de tension avec les communautés paysannes, qui ont une idée de la propriété beaucoup plus familiale autour de leur ferme, de leur parcelle, etc. Alors que, dans l'organisation indigène, il est primordial que la propriété soit collective. Les familles de la communauté ont l'usufruit des terres, mais il est clair que, lorsque la communauté a besoin des terres pour un projet collectif, elle récupère la terre. Cela inquiète les familles paysannes. Deuxièmement, c'est la communauté qui administre et dirige. Cet élément communautaire provoque aussi la résistance de personnes qui ont une formation ou une pratique libérales. Des tensions peuvent se faire jour avec les individus qui prétendent aux droits individuels inaliénables. Cela génère quelques difficultés. Mais, la plupart du temps, on lutte ensemble pour la récupération des terres et pour la reconnaissance de nos droits. La dynamique impulsée par la lutte indigène dans les années 1970 et 1980 concernant la revendication de l'autonomie territoriale est aussi assumée dès le début par les communautés d'afrodescendants, et plus récemment par les communautés paysannes. Celles-ci revendiquent aussi le droit de s'organiser politiquement comme «communauté» (c'est-à-dire de former un

La Colombie en chiffres

- 5,2 millions de déplacé-e-s par la violence entre 1985 et 2010¹.
- 173 000 assassinats, conséquence de la violence principalement paramilitaire, entre 2005 et 2010¹.
- 8 000 prisonnier-e-s politiques (membres de groupes armés, d'organisations non violentes des droits humains, d'associations de protection environnementale, ou tout opposant-e au régime).
- Plus de 2 800 syndicalistes assassiné-e-s depuis 1984², plaçant la Colombie au premier rang mondial.
- 8 millions d'hectares explorés pour la production d'hydrocarbures en 2004, 38 en 2011.
- 30% des militaires ont pour fonction de protéger les infrastructures pétrolières étrangères.
- Le budget de la Défense est dix fois supérieur à celui de l'Éducation.

1. Source : ministère public.

2. Source : Programme des Nations unies pour le développement.

1. Association des cabildos indigènes du Nord-Cauca (les *cabildos* sont des sortes de conseils communautaires où se réalise l'autogouvernement des communautés).

2. Bandes criminelles émergentes.

3. Les Indiens représentent 3% de la population colombienne et regroupent quatre-vingt-dix ethnies. Ils sont essentiellement concentrés en Amazonie et dans les montagnes (comme dans le Nord-Cauca), que les monocultures de canne à sucre et d'huile de palme n'ont pu atteindre.

Est-ce que tu peux nous présenter ton travail au sein d'ACIN ?

Juan Houghton : Je travaille au sein du centre de réflexion d'ACIN. Il s'agit d'un centre d'études interculturelles, où nous essayons de développer une ligne de recherche participative. L'objectif est d'approfondir nos connaissances sur l'organisation des communautés. Ce travail se réalise depuis plusieurs années à travers l'école de formation politique, que nous appelons «l'école des tisserands de vie». On dit «tisserands» parce que l'organisation à construire s'entend elle-même comme un «tissu» dans lequel toutes les personnes sont aussi importantes les unes que les autres. Nous faisons tous partie d'une même chaîne depuis laquelle nous développons nos possibilités d'organisation, notre capacité de réponse face aux interventions de l'État. Disons qu'une des vertus du processus indigène du Nord-Cauca est la conviction que c'est en avançant avec le moins formé, avec le plus désarmé, que l'organisation tient.

Considérée par les Indiens comme libre et sans frontière, la terre est le moteur de résistances, mais aussi un objet de lutte. Dès lors, quel est l'état des relations avec les autres communautés (paysans et «afrodescendants») ?

L'EXtraction de la vie

Le cycle de l'activité minière menée par les multinationales dans le Nord Cauca

1. EXploration

Les multinationales arrivent avec l'autorisation du gouvernement pour tromper, acheter et menacer la population

2. EXclusion

Les paramilitaires chassent les gens de leurs terres pour permettre aux entreprises de s'implanter

4. EXtermination

Ceux qui s'opposent à la mine, refusent d'y travailler ou de laisser leurs terres sont poursuivis et assassinés

3. EXploitation

Une fois les terres expropriées, la population sert de main d'oeuvre bon marché, et le sol est contaminé,

gouvernement communautaire), et pas seulement comme « organisation civile ». Le fait que cette dynamique soit reprise par les autres communautés témoigne d'un parcours authentique de reconnaissance. De fait, de nombreuses communautés qui font aujourd'hui partie du processus indigène étaient, vingt ou trente ans en arrière, des communautés considérées comme paysannes. C'est une revendication politique qui a abouti à un processus culturel. Nous sommes bien sûr favorables à ces revendications, même si elles ont pu générer des tensions parce que l'État a délimité les territoires et les compétences de chacun. Pour les cas où il est difficile de délimiter des territoires, les Indiens du Cauca ont commencé à travailler sur l'idée de monter des zones interethniques, permettant une unité avec une gestion plurielle.

Sur toutes ces questions, l'apport du processus indigène a permis de renforcer l'idée que l'élaboration d'un pouvoir alternatif passe par la construction de formes d'autogouvernement. Nous n'attendons pas que l'État fasse les choses pour nous. Nous allons directement vers ce que nous exigeons. C'est le cas par exemple de l'éducation... Face aux carences de l'État, nous avons été amenés à construire nos propres écoles. Une stratégie qui se résumerait à exiger de l'État qu'il remplisse ses obligations s'apparente à de la soumission. Elle ne construit pas une conscience d'autogouvernement et d'autodétermination propres à l'élaboration d'un pouvoir populaire. Pour s'autodéterminer, il faut élaborer sa propre éducation, pas juste avec l'État, mais plutôt contre l'État, en dehors de l'État... mais tout cela dépend des circonstances politiques.

Tu parlais de reconnaissance de droits... C'est chose faite depuis 1991 avec la Constitution, votée à l'issue d'accords de paix avec plusieurs secteurs populaires et considérée comme l'une des plus progressistes au monde. Concrètement, quels en ont été les effets ?

J. H. : Dans la pratique, les territoires reconnus aux Indiens n'ont pas été plus nombreux après la Constitution de 1991 et les assassinats n'ont pas diminué. Mais nous ne sommes pas contre ces avancées de la législation. Le scénario antérieur ne nous paraît pas meilleur. Les actions politiques des communautés, criminalisées par la loi avant 1991, sont désormais reconnues au niveau légal. La loi est en notre faveur et nous pouvons l'utiliser pour défendre les intérêts des Indiens. Nous nous trouvons sans doute dans un contexte plus favorable à la mobilisation car, avant, le risque de perdre la vie ou la liberté était beaucoup plus grand et directement lié à l'application de la loi. Mais, à mon sens, la seule avancée notable concerne l'enfermement. Avant, des communautés entières pouvaient aller en prison dans le cadre des luttes de récupération de terre. Aujourd'hui, la répression directe de l'État a fait place à des mécanismes de punitions illégales. Il s'agit essentiellement de crimes commis par les propriétaires terriens, mais aussi

opérés stratégiquement par les paramilitaires et militaires de l'État⁴. Les acteurs qui se sont sentis vaincus par la Constitution de 1991 luttent avec plus de férocité contre les communautés indigènes, paysannes, les afrodescendants et les ouvriers. Un autre élément doit être analysé. Avec la Constitution de 1991, les communautés indigènes sont passées du déni total à une reconnaissance publique, ce qui a pu faire naître une euphorie post-constitutionnelle. D'une certaine manière, la naïveté ambiante et la croyance que le cadre constitutionnel allait permettre des chemins non violents ont écrasé pour plusieurs années une partie des revendications indigènes existantes. Cette croyance est toujours présente dans certains endroits. Mais, dans le Cauca, le mouvement indigène a très rapidement compris que rien n'allait changer et qu'il fallait continuer à se mobiliser pour arrêter les agressions.

Devant les projets miniers de la région qui ont l'appui inconditionnel de Santos, le président actuel, et l'impasse citoyenniste, envisagez-vous le sabotage comme mode d'action directe à développer ?

J. H. : Ici, on ne pense pas en ces termes. Dans certaines réserves, comme ce qui s'est passé l'année passée, des communautés réunies en *minga*⁵, soit sept cents personnes, exigèrent que les mineurs dégagent des terres avec leurs machines. C'est en utilisant leurs structures d'autogouvernement et la mobilisation massive que les communautés ont réussi à les faire partir. C'est sûr qu'ils se sont battus, ce qui arrive toujours dans ces cas-là, mais une des caractéristiques fondamentales du mouvement indigène est l'action collective. Et c'est un élément beaucoup plus puissant que le sabotage, qui relève en général non pas de la communauté mais d'individus isolés. Ici, il y a une forte méfiance envers les actions héroïques. Des engagements individuels forts peuvent parfois être utiles... mais ce n'est pas ce que les gens valorisent le plus. De fait, des personnes aux ■■■

4. Au sujet des liens entre paramilitaires de l'État et politiciens (appelés parapoliticiens) tel que l'ancien président Uribe, voir le film de Morris, *Impunity*. Depuis le blanchiment des crimes des paramilitaires et leur « démobilitation » très médiatisée dans le cadre de la loi justice et paix de 2005, on parle de bandes criminelles émergentes (BACRIM).

5. Voir encadré.

Minga

Minga signifie « travail communautaire ». On appelle également mingas les grandes marches sociales communautaires rassemblant des milliers de personnes. En octobre 2008, des communautés se sont rassemblées à la María Piendamó, le CRIC (Conseil régional des Indiens du Cauca) ayant convoqué le gouvernement en assemblée pour dénoncer les accords non respectés. Ce dernier a répondu par la répression : cent deux blessés et deux morts, provoquant alors une marche sur Bogotá pour entrer en relation avec les exploités du pays et insuffler l'idée d'autogouvernement.

Les cinq points de la minga portent sur le refus du traité de libre-échange et des réformes constitutionnelles servant les intérêts économiques des multinationales, mais aussi sur la dénonciation de la guerre comme stratégie de spoliation des terres et la construction d'un agenda des peuples pour que « l'institution illégitime au service du capital international soit remplacée par un gouvernement populaire ».

■ ■ ■ fortes capacités politiques ont été sanctionnées par la communauté pour avoir fait des actions courageuses mais qui vont à l'encontre de la cohésion de la communauté.

Il y a aussi le projet de faire une *minga* à travers le pays et de bloquer la panaméricaine⁶...

J. H. : La route panaméricaine a déjà été bloquée de nombreuses fois. En 2008, il y a eu une grande mobilisation, une marche sur Bogotá qui s'est finie par une véritable raclée sur la panaméricaine. En occupant une partie des voies, l'idée était de dialoguer avec le pays, de provoquer un débat plus que de bloquer pour faire pression sur l'économie. Ce n'est pas une surprise, mais les médias de communication de la droite au pouvoir ont juste montré la volonté de blocage et ont tenté d'occulter le fait que la mobilisation visait le dialogue avec la société. Je crois beaucoup plus en cela, non tant en la négociation avec l'État que le dialogue avec la société, les gens des quartiers, les ouvriers, les acteurs sociaux, les secteurs populaires. Dans le fond, les Indiens sont méconnus de la société. Disons, et c'est un peu stupide, que la société non indigène a été surprise de voir la capacité d'organisation des Indiens, de voir qu'ils étaient capables de monter un campement chaque jour très rapidement. Des choses évidentes pour nous, que l'on fait depuis toujours... Nous savons faire la cuisine pour des centaines de personnes et la distribuer. Des choses presque triviales pour nous, mais qui sont difficiles à imaginer pour les non-Indiens, qui n'ont pas cette capacité de travail collectif. C'est sûrement dû à l'atavisme du travail et de la famille, et à l'individualisme prédominant. Dès lors, cette forme de mobilisation indigène, d'expression (aller dans la rue, marcher) a son impact. La posture des Indiens et le but de la *minga* sont de partager à propos de la possibilité de s'autogouverner et de trouver des formes de travail différentes. Le message que l'on a voulu apporter s'inscrit dans la lutte contre le capital et contre l'État. Les Indiens du Cauca ont compris que ce n'est pas dans le capitalisme que nous allons construire notre autonomie, ni dans l'État. Ce que nous proposons à la société, c'est de dire : « Allez, venez ! Nous, on a fait ça ou ça de manière autonome, et ça a plus ou moins fonctionné. Regardez ce que l'on a maintenant... On peut le faire ensemble en commençant à nous autogouverner sur des

petites choses, comme la gestion de l'eau dans un quartier. Ce sont de petites choses, mais elles sont fondamentales ». Nous devons construire la conscience que c'est la communauté qui doit décider de ses intérêts et non pas les bureaucrates et technocrates ou quelques fonctionnaires du capital.

Est-ce que ce message est compris par les autres acteurs sociaux mobilisés dans le pays ?

J. H. : Tout le monde ne comprend pas notre message. C'est ce qui arrive toujours avec les actions politiques et les mobilisations. Lorsque la grande mobilisation indigène est apparue sur le devant de la scène, beaucoup nous ont rejoints. Certains pour protester contre le président Uribe dans un contexte où l'opposition était très affaiblie, d'autre par solidarité paternaliste plus que par compréhension du mouvement, mais tout le monde aspire à un monde meilleur. Le mouvement indigène est ouvert et ne refuse personne. Il ne repose pas idéologiquement sur un sentiment d'identité indigène. Nous disons : « Venez avec vos différences et construisons ! ». La *minga*, c'est comme un carrefour où se croisent les idéologies. Chacun peut apporter son interprétation du monde, proposer ses stratégies mais, s'il ne construit pas ici, ne travaille pas avec les autres, ne participe pas aux *mingas* et ne respecte pas les décisions de la communauté, ce n'est pas ce qui nous intéresse. Celui qui a un projet politique doit le soumettre à la dynamique communautaire. La lutte de classe proposée par certains à gauche⁷ tend vers une soumission à un certain credo politique. Ils se battent contre le capital, contre l'État, luttent pour une société meilleure, mais c'est moins une lutte populaire qu'une lutte de la gauche. Il me semble que, pour certains, c'est plus une façon d'arriver à des fins politiques : ils prétendent former une l'aristocratie intellectuelle, qui supprime la conscience de la communauté. Notre organisation ne veut pas être associée à ces pratiques. Les premiers à venir dans le mouvement indien du Nord-Cauca étaient des marxistes, agraires ou autres. Au début, je présume qu'ils ont tous voulu apporter « la » ligne et l'abécédaire pour montrer comment faire les choses. Alors le discours avant-gardiste a paru suspect ici. Mais ils se sont aperçus que les choses devaient se faire depuis la communauté et avec la communauté. Car le contraire ne fonctionne pas. ■

6. Principal axe routier du pays.

7. Allusion aux FARC, dont on ne parle pas ouvertement en Colombie.

BOGOTÁ, COLOMBIE, 21 NOVEMBRE 2008. UN JEUNE MEMBRE DE LA GARDE INDIGÈNE, AU MOMENT DE L'ARRIVÉE DE LA MARCHÉ (« MINGA ») INDIGÈNE. (D. FELLOUS/LIBRE ARBITRE)



ANDALOUSIE

RÉCUPÉRATION DES TERRES

EN MARS DERNIER, dans la province de Cordoue, une manifestation rassemblant un millier de personnes s'est dirigée vers Somonte, propriété du gouvernement andalou qui s'apprêtait à la vendre aux enchères quelques jours plus tard. A l'issue de la marche, une assemblée a décidé l'exploitation collective des terres par une trentaine de paysans au chômage. Le premier travail agricole a été la réalisation d'un potager de 3000 mètres carrés pour l'auto-consommation. Des arbres autochtones ont été plantés et deux hectares ont été consacrés à la culture du poivron. Des actions de solidarité se sont multipliées pour soutenir cette occupation par voie de fait (don de matériel



agricole, de semences, de denrées alimentaires). Durant l'été, des activités : ateliers, table rondes, projections ont eu lieu sur cette propriété agricole sur le territoire municipale de Palma del Rio. Des rassemblements organisés par le Syndicat Andalou des Travailleurs et sa branche agricole ont eu lieu dans plusieurs municipalités pour dénoncer le taux de chômeurs des ouvriers agricoles et la vente prévue par les pouvoirs publics de près de 28 000 mètres carrés de terres agricoles aux banques et aux spéculateurs.

INDE

DES VILLAGEOIS-E-S CONTRE LE NUCLÉAIRE

DEPUIS SEPTEMBRE 2011, la mobilisation contre la centrale nucléaire de Kundankulam au Tamil Nadu (sud-est du pays), où deux réacteurs sont en cours de construction, s'est intensifiée. Elle est menée notamment par les habitant-e-s des villages proches, et soutenu-e-s par des militant-e-s anti-nucléaires. Des manifestations et des jeûnes ont interrompu la construction. Début 2012, les villageois-e-s poursuivent leurs protestations, en utilisant des systèmes de rotation pour tenir dans la durée. La majorité des personnes mobilisées sont des

anciens, qui ne vont plus pêcher, et des femmes rouleuses de beedi, qui amènent leur travail sur la place de l'église d'Idinthakarai, centre de la mobilisation. En février 2012, des rumeurs sur des financements et des « agitateurs » venant de l'étranger font rage. Il a même été dit que de la nourriture et de l'alcool étaient distribués aux villageois pour s'assurer de leur venue aux manifestations... Un voyageur allemand a été extradé de façon spectaculaire pour avoir participé à des rassemblements. Mais comme le dit une villageoise « nous

n'avons besoin de rien pour participer à cette lutte car c'est notre existence même qui est en jeu ! ». Les villages concernés sont plutôt prospères, et ont réunis eux-mêmes l'argent nécessaire à la mobilisation. Le 20 mars le gouvernement de l'Etat du Tamil Nadu approuve pourtant la mise en service des réacteurs.

La bataille se poursuit toujours, sur le terrain et au niveau judiciaire – la Haute Cour de Madras a notamment exigé des détails quand au devenir des futurs déchets nucléaires.

SUISSE

SAINT IMIER 1872 – 2012

CENT QUARANTE ANS après la première internationale anti-autoritaire, des Rencontres internationales anarchistes ont rassemblées autour de 3 000 participants. L'occasion d'établir des contacts, échanger des informations et débattre des stratégies pour s'attaquer à l'oppression économique et contribuer à des transformations sociales profondes. Si l'Internationale des fédérations anarchistes avait choisi d'y tenir parallèlement son congrès, les rencontres ont rassemblé de nombreux libertaires issus de l'autonomie ou de l'autogestion. Nous avons ainsi parfois assisté à un choc des cultures entre d'un côté des concerts à tarif élevé pour « couvrir » les frais d'organisation et de l'autre, des cantines végans à prix libre tout au long des rencontres. Outre les conférences et les tables rondes prévues au programme, l'initiative de plusieurs ateliers a été prise sur place pour prolonger les échanges ou aborder certains sujets : échanges de pratiques entre centres sociaux autogérés, critique radicale de l'argent, gestion des conflits, réponses à la violence sexiste présente en milieu libertaire. Les participantes à un atelier en non-mixité femmes-lesbiennes-trans ont pris l'initiative de lancer des rencontres anarka-féministes dans deux ans.

TURQUIE

HALTE À LA RÉPRESSION !

EN TURQUIE, le parti au pouvoir, l'AKP, à la fois conservateur islamiste et néolibéral, s'en prend de plus en plus aux droits des travailleuses et des travailleurs, aux droits des femmes (l'avortement est en cours d'interdiction), mais aussi aux Kurdes (trente-quatre personnes tuées lors d'un bombardement à Roboski le 28 décembre 2011) et aux minorités sexuelles, ethniques et religieuses (les alévis, notamment). C'est dans ce contexte que, début mai, la police a arrêté une soixantaine de militant-e-s anarchistes, dont quinze ont été emprisonné-e-s et doivent passer en procès pour association terroriste (les lois antiterroristes permettent



d'enfermer tous les opposants et opposantes sans procès pendant plusieurs années). Ils et elles sont aujourd'hui en grève de la faim. En Turquie comme ailleurs dans le monde, des actions de solidarité ont lieu. À Paris, une manifestation s'est tenue le 26 juin à l'initiative de plusieurs organisations anarchistes françaises (dont l'OLS).

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS ANARCHISTES, ET POUR TOUTES ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

ÉGYPTE

CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES



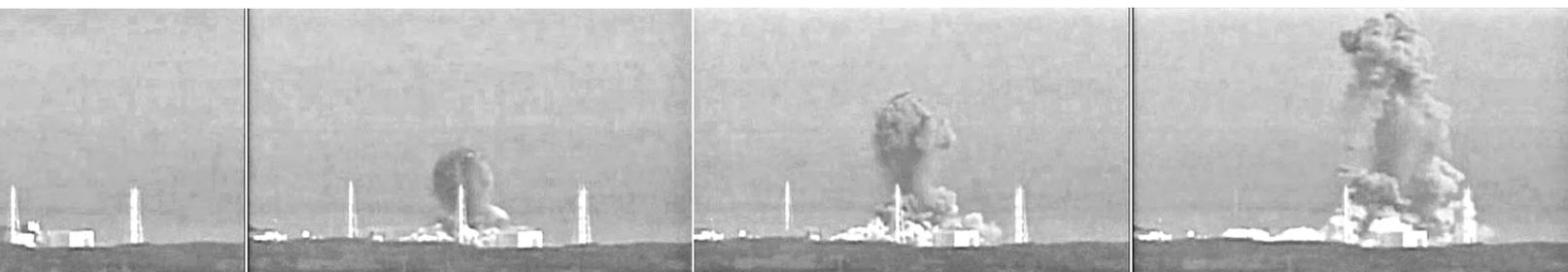
LIBERTÉ ET JUSTICE POUR LES FEMMES ET LES HOMMES

LES FEMMES continuent de se mobiliser contre les agressions sexuelles et les viols, notamment place Tahrir. De nombreuses femmes, voilées ou pas, égyptiennes ou étrangères (les cas de plusieurs journalistes occidentales ont

été relativement médiatisés), ont été agressées sur cette place depuis le début de l'année 2011.

Le 8 juin dernier, c'est même un cortège de femmes manifestant contre le harcèlement sexuel qui a été attaqué. Un mois après cette violente agression, quelques dizaines de femmes manifestaient à nouveau, encore une fois entourées d'hommes alliés, mais aussi « armées de pistolets à eau chargés d'un mélange de mercurochrome et de piment rouge », pour riposter contre des agresseurs, et les marquer.

OUBLIER FUKUSHIMA



Propos recueillis par **Rimso ! et Topo** mis en forme par **Rimso !**

Pourquoi avoir emprunté le nom d'un liquidateur de Tchernobyl pour signer ce livre ?

Arkadi Filine : Arkadi Filine est un des huit cent mille liquidateurs mobilisés militairement pendant des mois par le gouvernement soviétique en 1986 pour tenter d'« éteindre l'incendie » du réacteur 4 de Tchernobyl et pour soi-disant liquider la catastrophe. On peut lire son témoignage romancé dans le livre *La Supplication* de Svetlana Alexievitch¹. On s'est reconnu dans le drôle de regard qu'il porte sur sa situation, dans « son sens de la dérision, au bord du gouffre, son attitude désespérée mais pas résignée », comme on l'écrit en préambule du livre. Il raconte l'absurdité de la bureaucratie soviétique, l'appel à l'héroïsme national, et surtout l'inutilité de son travail quotidien pour « liquider » la catastrophe. Selon ses termes, il passe ses journées à enterrer les maisons, les puits, les arbres, la terre, les forêts... Arkadi Filine ne se présente pas comme une « victime » de Tchernobyl, il sait, comme d'autres à l'époque, qu'il est envoyé au charbon, sacrifié par et pour l'État soviétique, certes pour limiter un peu la casse mais surtout pour participer au grand spectacle de la « liquidation » de la catastrophe. Il faut se souvenir qu'à l'époque, la presse titrait : « Tchernobyl, lieu d'exploit » ou encore « La vie continue » ! Tout ce qu'il nous dit nous ramène au constat qu'une catastrophe nucléaire ne se liquide

pas, l'État gère des populations. Sa lucidité et sa dérision nous semblent précieuses aujourd'hui, au moment de la catastrophe de Fukushima Daiichi. L'emprunt de son nom pour signer le livre est évidemment un hommage à cet homme et aux liquidateurs, mais c'est aussi une manière de regarder la catastrophe commencée il y a plus d'un an au Japon. On ne peut pas comprendre Fukushima sans regarder ce qui s'est passé et se passe aujourd'hui à Tchernobyl... Le livre est construit sur cet aller-retour permanent entre la gestion sociale de ces deux catastrophes. C'est cet aller-retour qui permet de comprendre un peu mieux ce que le gouvernement japonais et les institutions internationales font depuis le début de la catastrophe.

Pourquoi avez-vous choisi ce titre, Oublier Fukushima ? Quelle est l'intention de ce livre ?

A. F. : On a intitulé ce livre *Oublier Fukushima* pour décrire comment les États et les institutions internationales, comme ils l'ont fait avec Tchernobyl, organisent l'oubli de cette catastrophe. Il nous a été très difficile de reconstituer le fil des événements tant la confusion et le mensonge sont organisés. Mais surtout, l'oubli de Fukushima renvoie au déni généralisé dans les pays nucléarisés : plus la centrale est proche, plus le déni est grand. En France, nous vivons tous à bout

portant d'une centrale, que l'on habite à Paris ou au fond d'une campagne. Cet oubli n'est pas simplement l'oubli d'une catastrophe, c'est notre condition dans un État nucléarisé. Nous n'avons pas cherché à faire un livre définitif sur le nucléaire qui pèserait encore sur ce fatalisme ambiant, ni à faire un inventaire de bureaucrate des différents scénarios de sortie du nucléaire, mais raconter un an d'une catastrophe en cours. Avec ceci en tête : comprendre comment la catastrophe est gérée au Japon nous semble être un point de départ pour tout mouvement ou groupe qui voudrait s'opposer au nucléaire aujourd'hui. C'est en tout cas de cette nécessité dont nous sommes partis.

La forme de ce livre est originale, pouvez-vous en parler ?

A. F. : Nous avons découpé le livre en cinq parties qui suivent les différentes étapes de la gestion de la catastrophe : Catastropher, Liquider, Évacuer, Réhabiliter et Banaliser. Cinq mensonges... Cinq épisodes de la catastrophe... Chacune des parties peut se lire indépendamment des autres, elles sont introduites par un texte qui raconte et analyse un an de « gestion de crise nucléaire ». S'ensuivent des documents aux sources très différentes : des témoignages d'ouvriers japonais – on ne parle plus de liquidateurs – envoyés sur place avec arrosoir et bottes en caoutchouc, des

1. Svetlana Alexievitch, *La Supplication*. Tchernobyl, chronique d'un monde après l'apocalypse, J'ai lu, 1997.
2. Voir le film réalisé en 2001, *Silence radio*, par Christian Ugolini.

témoignages des habitants non évacués et restés sur place, des transcriptions de réunions publiques entre habitants des zones contaminées et des responsables de TEPCO et du gouvernement, rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ceux de l'autorité de sûreté japonaise (NISA) et française (IRSN, ASN), etc. Ces récits et documents sont mis en relation avec des témoignages de liquidateurs de Tchernobyl et des rapports officiels de l'époque. Le livre finit par un retour en France avec un long entretien d'un ancien travailleur « sorti » du nucléaire². Cet agencement de documents et de textes nous a semblé être le meilleur moyen pour rendre compte de l'histoire immédiate d'une catastrophe qui est loin d'être finie.

La première partie, « catastropher » porte sur les premiers temps de la catastrophe.

A. F. : Effectivement. Il y a eu d'abord le choc et l'effroi du tremblement de

terre et du tsunami, la plus importante catastrophe naturelle au Japon depuis 1923 : des villes englouties en quelques secondes, vingt-sept mille morts annoncés dès les premiers jours. Puis, survient « l'autre » catastrophe, nucléaire cette fois, impalpable, invisible. Avec, comme seul moyen de la percevoir,

Comprendre comment la catastrophe est gérée au Japon nous semble être un point de départ pour tout mouvement ou groupe qui voudrait s'opposer au nucléaire aujourd'hui.

des cascades de chiffres que nous livrent des experts tranquillement assis dans leurs canapés sur des plateaux de télé. Dans le flot qui nous est déversé ici comme partout ailleurs, les informations sont contradictoires. Ce n'est pas un problème pour les experts qui sont en position de pouvoir. Ils occupent le terrain avec leur langage comptable et ils nous

l'assèment. Ce langage est déjà un mensonge sur la réalité, une manière de nous tenir à distance et de déréaliser cette catastrophe. En bon administrateur de la catastrophe, ils aimeraient nous voir penser la situation en bon administré : d'un côté une catastrophe naturelle accompagnée de quelques « incidents

nucléaires », comme dit Areva quinze jours après, et de l'autre, un État qui fait ce qu'il peut pour informer et protéger les populations. Mais sur place, sur les territoires contaminés, c'est très différent, l'État japonais reste silencieux. Pas de mesures de radioactivité, pas de consignes, pas de protections, pas d'évacuations, rien !
Le maire de Minamisoma, ville ■■■



■■■ située à vingt kilomètres de la centrale, dit lui-même qu'il a appris à la télévision que sa ville devait s'auto-évacuer... L'État joue de la situation et de la confusion qui règne après le tremblement de terre et le tsunami. Les Japonais apprendront plus tard dans la presse que le gouvernement japonais avait des mesures de radioactivité prises juste après l'accident, mais qu'il ne les a pas communiquées. Il a ainsi laissé les habitants d'un village entier s'évacuer dans une zone extrêmement contaminée, tout en informant

État bienveillant, protecteur, éclairé par une caste de technocrates qui informe et protège les populations. **Le deuxième temps, c'est liquider...** A. F. : C'est un des mensonges centraux du nucléaire. Il a été inventé après la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agit de faire croire qu'une catastrophe nucléaire aurait un terme, une fin, comme un incendie qu'on éteindrait. On liquiderait une catastrophe comme on se débarrasserait d'un témoin gênant. La mise en scène de la résolution de la catastrophe japonaise diffère

appellation abusive pour qualifier ce qui n'est plus qu'un tas de gravats. Quant aux cœurs des réacteurs, on apprend deux mois après le début de la catastrophe qu'ils auraient en fait complètement fondus et se feraient tranquillement un chemin dans les profondeurs. C'est ce qu'on appelle le corium. Puis, soudain, en décembre 2011, TEPCO et le gouvernement annoncent que la température est passée en dessous de 100 °C, que la situation est sous contrôle, la catastrophe liquidée. Mensonge qui permet de passer à la suite.

On passe alors à la réhabilitation...

A. F. : La réhabilitation suit la liquidation dans leurs termes et leur calendrier. L'idée est simple : après avoir prétendu maîtriser les réactions en chaîne de l'accident, il s'agit maintenant de prétendre « décontaminer les territoires ».

La réhabilitation des zones contaminées dans la région du Tohoku (où se trouve Fukushima) commence à être organisée rationnellement par l'État japonais et les autorités de sûreté internationales à partir de janvier 2012. C'est une manière de faire croire que le nettoyage est en cours, que les zones agricoles redeviennent exploitables et que le peu de personnes qui sont parties pourront bientôt revenir. Évidemment, dans les faits, la décontamination ne diminue en rien la radioactivité. Ce simulacre de la réhabilitation est lui aussi un héritage de Tchernobyl. Cela consiste à gratter le sol, à ramasser de la terre, à ramasser des feuilles mortes dans les cours d'école, à nettoyer les maisons, un point c'est tout ! Ces déchets sont soit stockés ici ou là dans des endroits qui deviennent à leur tour très contaminés, soit brûlés dans des incinérateurs réquisitionnés dans tout le pays, qui deviennent ainsi des poubelles nucléaires. L'autre manière d'évacuer les déchets, c'est non pas de les présenter comme tels mais simplement d'écouler les marchandises qui continuent à être produites sur les territoires contaminés. C'est un véritable travail de dilution de la radioactivité. Par exemple, du riz contaminé est mélangé à du riz provenant d'autres régions moins contaminées. Cela permet de passer juste en dessous

L'autre manière d'évacuer les déchets est non pas de les présenter comme tels mais simplement d'écouler les marchandises qui continuent à être produites sur les territoires contaminés.

discrètement l'armée américaine présente sur le secteur de s'en éloigner au plus vite. La révélation de ce mensonge qui en cache d'autres révèle la logique générale de l'État. Pas question d'évacuer les 40 millions de personnes vivant à Tokyo, à deux cent cinquante kilomètres de la centrale. Mieux vaut rester silencieux et abandonner les populations sur place. On est loin de l'image mythique d'un

cependant de celle de Tchernobyl. Ce n'est pas une liquidation à la soviétique, organisée par l'armée qui mobilise des soldats dans une guerre contre la radioactivité. Au Japon, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs du nucléaire qui sont envoyés sur place, comme s'ils s'agissaient d'une opération de maintenance à peine particulière. Ce sont des entreprises, l'exploitant Tokyo Electric Power Compagny (TEPCO), les constructeurs de centrales Hitachi et Toshiba, qui sont officiellement chargés de l'affaire. Le Japon est le pays de la sous-traitance (avec le système Toyota et le « flux tendu » mis en place dans les années 1970) et les travailleurs envoyés sur place sont à six ou sept niveaux de sous-traitance par rapport à l'exploitant. Les ouvriers sont recrutés parmi les castes les plus pauvres et les plus méprisées du Japon, les *burakumin*, qui sont « traditionnellement » chargés des basses œuvres de la société. Les entreprises envoient au charbon des populations déjà sacrifiées, c'est d'ailleurs pour cela que la disparition du registre administratif de plusieurs centaines d'entre eux à l'automne ne constitue pas un problème politique. Mais leur travail sur place ne change pas beaucoup des récits qu'en font les liquidateurs de Tchernobyl : un ballet tragique de lances à eau, de bottes de caoutchouc et de robots qui ne marchent pas pour soi-disant « faire baisser la température des réacteurs »,



des seuils autorisés dans l'alimentation pour un paquet de riz, c'est aussi valable pour le thé, le ciment, le fourrage, le terreau, etc. La réhabilitation montre bien que la catastrophe ce n'est pas le fait que tout s'arrête, mais bien que tout continue.

Que se passe-t-il pour les habitants des territoires contaminés ?

A. F. : Le plus gros mensonge a été de faire croire qu'un nombre important de personnes avaient été évacuées. Seules quatre-vingt-dix mille personnes ont effectivement quitté la zone, sans avoir été « évacuées » par quiconque pour la plupart. D'autre part, dans la grande majorité des cas, elles ne sont pas parties dans les premières heures de la catastrophe mais dans les jours qui suivent, voire le mois suivant. Ce mensonge a pour but de faire croire que l'État intervient et protège ses sujets. L'État ne peut pas se nier en évacuant 40 millions de personnes qui sont dans des zones contaminées. Pour cela, il retarde au maximum l'échéance de l'évacuation en jouant sur les doses et les seuils. Le peu de chiffres qui sont communiqués incitent en fait les habitants et les habitantes à rester sur place. Les habitants sont perdus dans les incessants changements de zones aux statuts incompréhensibles. Puisque la contamination est invisible, que tu ne sais pas si, en partant, tu vas retrouver un boulot et un logement. Pendant six mois, tu n'as aucune garantie concernant des indemnités payées par l'État ou TEPCO, évidemment que c'est très compliqué de partir par soi-même. Celles et ceux qui partent ont de l'argent ou de la famille ailleurs. Des millions de personnes se retrouvent à vivre à peu près normalement dans des zones qui ont des taux de contamination pouvant être jusqu'à trente fois plus importants que ceux des zones d'évacuation autour de Tchernobyl. Une catastrophe survient et l'État et l'économie ne peuvent pas en assumer les conséquences sans sacrifier des dizaines de milliers de personnes.

Pouvez-vous nous parler des activités indépendantes de mesure de la radioactivité réalisées par le militant Wataru Iwata et le paradoxe dans lequel ce travail le met ?

A. F. : Wataru Iwata s'est procuré en



France, auprès de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), un compteur Geiger et a constaté que, dans les rues de Fukushima City, à quelques dizaines de kilomètres de la centrale, les gens continuaient à vivre comme si de rien n'était alors que la contamination était très forte. Il a alors fondé un centre pour que les gens puissent venir mesurer leur contamination interne, le Citizens' Radioactivity Measuring Station (CRMS). Il espérait qu'ainsi, sur cette base chiffrée, les gens décideraient de s'auto-évacuer massivement. Mais cela ne se passe pas aussi simplement et, de son propre aveu, il s'est très vite retrouvé dans la position d'un contre-expert que les gens viennent consulter pour se rassurer et non pas pour partir. Paradoxalement, mesurer la radioactivité de son corps ou de ses aliments n'aide pas forcément à prendre la mesure de la gravité de la situation. Au contraire, la plupart des gens pensent pouvoir adapter leurs comportements à un quotidien contaminé.

Puisque la gestion technique du nucléaire semble plus que hasardeuse aux ingénieurs eux-mêmes, quel rôle social l'industrie nucléaire joue-t-elle véritablement ?

A. F. : En réalité, il n'y a pas de solution technique au désastre engendré par un accident nucléaire et Fukushima le prouve encore une

fois. Au lieu de tout arrêter, les États en concluent qu'il faut s'y préparer puisque la catastrophe est déjà advenue et est attendue en Europe de l'Ouest. Les États travaillent donc simplement à l'acceptation sociale de la catastrophe. En France, c'est notamment le Codirpa (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle) qui se charge de coordonner les différents services de l'État en agitant ce qu'ils appellent les « retours d'expérience » des catastrophes passées ou en cours. Le nucléaire est historiquement – avec la bombe – un outil de gouvernement et, dans un second temps – avec les centrales –, une production énergétique. S'il se développe et qu'il réussit à s'imposer, c'est aussi bien parce qu'il fascine les ingénieurs qui le mettent en place qu'il terrifie les populations sur lesquelles une bombe peut tomber dans les années de la guerre froide. Dans le même temps, le nucléaire permet un développement sans fin des besoins énergétiques, en attachant tout le monde à sa prise de courant. C'est bien ce qui s'est passé au Japon : de la terreur d'Hiroshima à la fascination d'une énergie prétendument inépuisable et de la puissance économique qu'il accompagne. Contrairement au discours écologique qui le confine à un problème énergétique avec de soi-disant solutions alternatives, il s'agit donc aujourd'hui plus que jamais sans doute de poser le nucléaire comme une question sociale. ■

À LIRE

Oublier Fukushima
Arkadi Filine
Les Éditions du bout de la ville
Collection « Pluie noire »
2012, 240 p.
www.leseditionsduboutdelaville.fr

Pesci Piccoli

UN RÉSEAU POUR PROVOQUER DES MOMENTS CULTURELS DIFFÉRENTS

L'EXPÉRIENCE ARTISTIQUE DE L'ASSOCIATION CULTURELLE AUTOGÉRÉE MILANAISE, LA SCIGHERA, A DONNÉ NAISSANCE À PESCI PICCOLI¹. CE RÉSEAU DE DIFFUSION ET DE CRÉATION ARTISTIQUE ALIMENTE UNE CULTURE D'EN BAS ÉLOIGNÉE DU MARCHÉ ET DE LA PROGRAMMATION CULTURELLE OFFICIELLE.

FESTIVALS, CONCERTS, spectacles, expos et débats. Musiciens, artistes, public, organisateurs, associations, institutions. Rencontres, accueil, échanges, métissage. Alternatives, ouverture mentale, démocratie, socialité, participation... Prononcer cette formule à toute vitesse et cela sonnera aimablement à vos oreilles comme l'abracadabra de la culture. Dommage cependant que, sur l'océan de la crise généralisée, dans le marasme de l'ignorance et de la corrosion des rapports sociaux, le premier bateau à être coulé soit justement celui de la culture d'en bas, barque pirate dangereuse et incontrôlable. Aujourd'hui, en Italie, essayer de promouvoir une culture (le spectacle vivant en particulier) qui naît, grandit et s'étend au-delà des logiques de marché, c'est un peu comme ramer sur une barque de fortune au milieu d'une tempête, sans bouée de sauvetage : aucune reconnaissance de la part des institutions et, pour les subventions : « repassez plus tard ! ». Affirmer et organiser la « culture d'en bas », cela signifie être soumis de façon constante aux contrôles des autorités, ralentis par la bureaucratie, étranglés par les lois du marché : autrement dit ce sont les associations à but non lucratif, les petits lieux culturels aussi bien que les artistes émergents, qui payent le lourd tribut d'un système qui ne veut pas légitimer leur particularité. Ils risquent ainsi de disparaître, perdant complètement leur rôle social et politique. Pourtant... ne seraient-ce pas ces acteurs qui ont le pouvoir de ménager l'espace nécessaire où organisateurs, artistes et public n'agissent pas en compétition selon les logiques commerciales mais se rencontrent sur le terrain de l'intérêt commun, instaurant des rapports de solidarité ? Ne pouvons-nous pas imaginer un espace accueillant

et réceptif, permettant à chacun-e des participant-e-s d'être potentiellement producteur, promoteur et bénéficiaire de l'expérience culturelle ? Ne pouvons-nous pas concevoir un remède contre l'homologation et l'appauvrissement de l'expérience artistique où l'échange économique soit redimensionné ? Ce sont justement les questions que se sont posées les militant-e-s du cercle libertaire la Scighera (« brouillard » en milanais).

UN RÉSEAU DE 7000 MEMBRES

Fermez les yeux et imaginez une association de promotion sociale née dans un quartier de la banlieue milanaise, la Bovisa, en 2006. Imaginez à présent que cette association compte sept mille membres (*soci*) et organise plus de trois cents événements par an entre théâtre, concerts, expos, présentations, activités pour enfants, débats, cours, etc. Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit ? N'importe quel bon enfant de France et de Navarre forgé aux pratiques de démocratisation et d'exception culturelles répondra : subvention, spécialisation, professionnalisation, sectorisation. Eh bien, vous n'y êtes pas du tout ! La Scighera ne reçoit pas un centime d'aide institutionnelle. Elle s'autofinance grâce au bar, aux cotisations associatives et aux entrées des concerts. À la Scighera, la programmation est conçue uniquement par des commissions thématiques de bénévoles, non spécialisés mais passionnés, qui désirent investir leur temps et leur énergie dans un projet collectif. En d'autres termes, pas l'ombre d'un directeur artistique mais un partage des responsabilités, une participation et des échanges entre membres actifs de l'association. Et comment peut-on concevoir que cette barque pirate ne coule pas dans les eaux troubles d'un contexte hostile ?

TRANSFORMATION SOCIALE ET HÉDONISME CULTUREL

Nous pourrions sans doute approfondir les avantages et des difficultés de cette expérience de démocratie directe, mais revenons-en à nos poissons. Une telle organisation se situe en effet aux antipodes de l'habituel schéma d'offre et demande ou de consommation d'un produit culturel. Toutes les personnes impliquées ont la possibilité de devenir actives et conscientes des choix et des processus : de l'organisateur à l'artiste/intervenant, du public au promoteur. Cette forme d'organisation n'est point



1. « Petits poissons ».
2. www.pescipiccoli.org



Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

PIRE FICTION

une fin en soi mais l'un des moyens qui permet de réels échanges de sens et de satisfaction, le chemin choisi pour atteindre l'hédonisme culturel et social, un changement de paradigme décroissant et anticonsumériste. Pour singer l'expression de Chamfort : comment jouir et faire jouir au maximum chacun des acteurs de l'expérience culturelle, « sans faire de mal ni à toi, ni à personne », et donc sans exploiter, sans frustrer, mais en satisfaisant les besoins de toutes et tous, besoins économiques et d'épanouissement personnel. Il s'agit d'un changement de paradigme et de valorisation des ressources existantes.

En six années, la Scighera a eu l'occasion de tisser des liens avec des centaines de personnes : artistes, auteur-e-s, public, associations, promoteurs mais encore groupes artistiques, collectifs autogérés, anarcho-syndicalistes, agitateurs sociaux et autres utopistes venant d'Italie et d'Europe. Un réseau de centaines de personnes qui partagent le désir de faciliter la diffusion de projets culturels au-delà du rapport compétitif des logiques de marché, privilégiant le lien social, toutes et tous pleinement conscient-e-s que dans le contexte européen actuel, seuls des rapports de solidarité et de soutien réciproque peuvent permettre à la culture d'en bas de survivre. À ce réseau informel a été attribué le nom de Pesci Piccoli. Vous aurez certainement en tête l'image du banc de petits poissons qui parvient à manger un gros poisson.

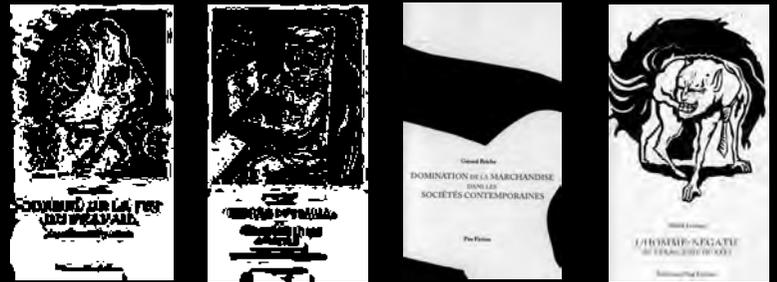
CRÉER UN CONTEXTE CULTUREL ATTENTIF

Être Pesci Piccoli, c'est ne plus penser en termes de spectacle (ce qui s'offre à la vue et se consomme), mais de partage d'une expérience culturelle : vivre et construire ensemble l'événement créatif. C'est essayer de ne plus parler de billet d'entrée, de vente ou d'achat d'un produit culturel, mais de soutien aux pratiques artistiques et à l'épanouissement des individu-e-s. Les coûts et les recettes comme les mécanismes d'autofinancement sont transparents. On n'impose pas toujours un prix d'entrée fixe mais on laisse les participant-e-s choisir la somme qu'ils et elles veulent mettre selon leurs possibilités et leur aspiration à soutenir le projet. Le cachet est fixé d'un commun accord sur la base des besoins réciproques, et non par rapport à un prix de marché qui fluctue selon l'offre ou la demande dans une optique de profit.

C'est mettre l'accent sur la qualité et le bien-être que crée un contexte culturel attentif et ouvert : du pot de confiture offert à l'hébergement chez l'habitant-e, des nouvelles opportunités qui naissent aux contaminations musicales, des instants de magie aux débats jusqu'à l'aube. C'est partager, grâce à un site Internet³, une liste de contacts utiles (journalistes, lieux où jouer, artistes disponibles, salles de répétition, backline à disposition, etc.).

Plus qu'un projet, Pesci Piccoli est tout simplement une autre façon de voir et de vivre la Culture, contagieux, incontrôlable, aux effets collatéraux encore imprévisibles. Un réseau à suivre de près et, pourquoi pas, un filet aux larges mailles dans lequel sauter. **Laila**

PAS TOUT À FAIT une maison d'édition, ni un collectif d'artistes, Pire fiction est né en 2006 de la rencontre de deux plasticiens, Alexis Troussel et Maxime Richard, avec une écrivaine, Sibylle Lerouge. Ils se retrouvent autour de la nécessité de mettre en forme des livres qui leur plaisent et de la volonté de le faire en dehors des institutions, notamment culturelles. En mettant en commun leur matériel et leurs compétences, ils disposent alors de tout le nécessaire pour créer des livres : une imprimante bien sûr, mais surtout du matériel de gravure (sur bois ou sur lino) pour créer les couvertures, une presse mécanique pour les imprimer, et des machines à coudre pour relier les feuilles. Les livres obtenus ont tout des cordels, ces livres bon



marché, à la couverture gravée, vendus sur les marchés brésiliens suspendus à des cordes à linge. Leur premier ouvrage s'intitule d'ailleurs **Cordel de la fin du travail. La mort du capitalisme** (Ronaldo Rogiéro).

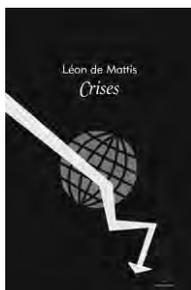
Depuis, c'est une dizaine de personnes qui participent régulièrement à la création de livres sous l'étiquette Pire fiction : graveur-e-s ou écrivain-e-s pour la plupart, toutes et tous mettent la main à la patte sans contrepartie financière. La gravure permet de réaliser des couvertures dont chaque impression est unique, qui ne sont pas de simples reproductions d'images. Tout le processus de fabrication est maîtrisé, et les livres sont créés de toutes pièces à Roubaix, **Chez Rita**, une ancienne gaufrière aujourd'hui investie par des artistes. De même, le tirage limité de chaque ouvrage (cent à deux cents exemplaires) n'est pas la conséquence d'une contrainte technique mais une question d'échelle : il y a chez Pire fiction l'intention de créer des objets populaires, de proximité, et de maîtriser la diffusion tout autant que la fabrication. Leurs livres sont mis en dépôt dans des librairies ou des galeries près de Roubaix, ou diffusés lors de lectures publiques.

Cette maîtrise leur permet d'éditer les livres qu'ils veulent, de ne pas se contenter de faire des livres qui se vendent. À commencer par leurs propres textes : une grande partie de leur catalogue est signée par un-e des membres du collectif, comme les livres de Sibylle Lerouge, qui tente de « raconter des situations vécues à l'aide d'un imaginaire ». Mais également des textes déjà publiés, alors réédités sous une forme particulièrement originale, que ce soit des classiques comme **Le Sabotage**, d'Émile Pouget, ou des textes moins connus de Jacques Ellul ou de Pierre Guyotat.

Pire fiction

49 rue Daubenton 59100 Roubaix
pirefiction.fr

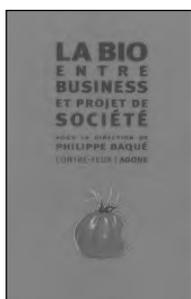
NOUVEAUTÉS



Léon de Mattis
Entremonde
collection
la rupture
165 p.

CRISES

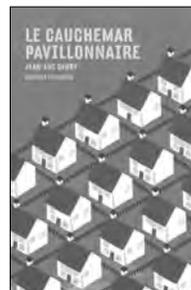
PROFITANT de la crise survenue en 2008, Léon de Mattis questionne les fondements de la valeur de l'argent. A travers des rappels tantôt chronologiques, tantôt logiques, il en vient à montrer que l'argent qui circule aujourd'hui est de la dette : une pièce d'un euro n'est qu'une promesse d'une valeur à être créée à l'avenir. Or cette valeur est obtenue par les rapports sociaux dans le mode de production capitaliste, c'est-à-dire sur l'exploitation. L'implication est claire : pour mettre « fin à l'exploitation, il est nécessaire de se débarrasser de l'argent. » En rappelant que la valeur est à la racine du capitalisme et de ses crises, que celui-ci soit financiarisé ou non, cet ouvrage insiste sur le fait que « moraliser » ou « réguler » le capitalisme ne change rien : l'exploitation et la possibilité des crises perdurent.



Sous la direction de
Philippe Baqué,
Agone
432 p.

LA BIO ENTRE BUSINESS ET PROJET DE SOCIÉTÉ

IL EST LOIN le temps où l'agriculture bio regroupait des écologistes engagé-e-s pour des valeurs. Depuis la bio a été envahie par le business : grandes surfaces du bio, « agriculture écologiquement intensive » (oups !), etc. C'est ce sillon qu'explore le livre. Entre ces deux lignes de partage se déplacent une myriade d'expériences tentées de pencher vers l'un ou l'autre côté. Avant tout basé sur un travail d'enquête, l'ouvrage explore des filières (lait, poulet, soja...) mais aussi des pays (Bolivie, Etats-Unis, Maroc, Espagne...). Dans l'ensemble, la bureaucratisation pollue ce secteur : on certifie de manière intensive, on labellise à la pelle, mais qui ? Comment ? A l'opposé, des paysan-ne-s s'éloignent de ce modèle pour remettre de l'humain, du lien social (relocalisation), interroger les conditions de travail... La bio (re)devient alors un véritable projet de société, c'est-à-dire une question économique et politique.



Jean-Luc Debry
L'échappée
164 p.

LE CAUCHEMAR PAVILLONNAIRE

L'**ORGANISATION** sociale actuelle est basée sur un effacement de la distinction entre ville et campagne et la prolifération des zones pavillonnaires. Ce livre décrit comment le zonage de l'espace aboutit à un mode de vie et à une idéologie individualiste et consumériste. Cette manière d'habiter entraîne des représentations du monde soumises à la tyrannie du marketing et à une infantilisation généralisée, tandis que cet urbanisme se matérialise dans des non-lieux (l'autoroute, l'aire d'autoroute, la chaîne hôtelière, le centre commercial, l'hypermarché, la rue piétonne, le village témoin). L'auteur objective des phénomènes sociaux dont l'omniprésence et la massification ont permis la naturalisation dans l'esprit de nos contemporains. Celle-ci rend leur critique difficile alors que l'avenir se conçoit seulement comme une répétition du même, seulement différencié par les « progrès » de la consommation et l'achat « indispensable » qui permet de rester dans la norme.



F. J. Ossang
Le Feu Sacré
208 p.

HIVER SUR LES CONTINENTS CERNÉS (ARCHIVES OSSANG VOLUME I, REVUE CÉE 1977-79)

« **NOUS SOMMES** envoûtés. Enfermés dans un bunker d'écritures et de radiations audiovisuelles. Encamisolés par le réseau d'émissions du Coma Technologique. » C'était entre 1977 et 1979, c'est encore maintenant.

F. J. Ossang écrivait alors au temps de la Fraction Armée Rouge, du punk, et des dernières guérillas urbaines. « Contre-violence mentale », sa poésie âpre, heurtée, froide et flamboyante à la fois, est une tentative pour désincarcérer le langage et le sens, les arracher au monde de la marchandise et à l'Etat, « grand régulateur de l'étranglement par l'abstraction ». Pour beaucoup de gens, Ossang c'est avant tout le fondateur du groupe de noise'n'roll MKB-Fraction Provisoire, et le cinéaste culte de **L'Affaire des Divisions Morituri** ou de **Docteur Chance**. Ce recueil vient nous rappeler qu'il est aussi, depuis plus de trente ans, la mauvaise conscience de la poésie contemporaine : celle qui lui rappelle incessamment que la poésie est une guerre, une guerre pour « pulvériser les signaux du parasitage postindustriel ».

REVUE

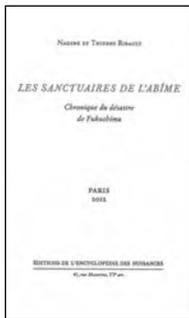
N'autre École

LA **REVUE** DE LA fédération CNT des travailleurs de l'éducation se veut depuis 2002 un « outil pour tous ceux qui refusent le statu quo du tri social et de l'apprentissage de la soumission par l'école ». Si on y trouve des analyses claires des politiques éducatives en France et ailleurs, la plupart des articles questionnent des expériences concrètes comme les pédagogies alternatives ou les mobilisations au sein des établissements. Chaque numéro s'articule autour d'un dossier thématique qui est souvent une passerelle entre l'école et le reste de la société. Ainsi en est-il des derniers dossiers sur l'école et le handicap ou sur l'engagement « dans

et hors l'école ». Depuis une dizaine de numéros, la couverture noire et rouge a laissé la place à des illustrations originales et colorées, sans doute par volonté d'une diffusion plus large. Le contenu est très ouvert et la parole est volontiers donnée à des personnes luttant en dehors du monde pédagogique ou qui ne sont pas syndiquées à la CNT. **N'autre école** interroge ainsi tout-e militant-e sur le rôle fondamental de l'éducation dans nos perspectives émancipatrices.

N'autre école trimestriel - 4 euros
CNT FTE - 33 rue des Vignoles - 75020 Paris
www.cnt-f.org/nautreecole

INCONTOURNABLE



Nadine et Thierry Ribault
Encyclopédie des nuisances
135 p.

LES SANCTUAIRES DE L'ABÎME

CET OUVRAGE est écrit par un Français et une Française non expert-e-s, habitant au Japon. Il nous informe de manière très claire sur la situation sociale et politique suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Il présente notamment le rôle des Yakuzas dans l'aide apportée aux populations afin de mieux participer à l'économie de la reconstruction. Le relativisme culturel quand au pacifisme et à l'esprit de sacrifices historiquement liés au peuple japonais est battu en brèche. Les discours de spécialistes occidentaux ne tiennent plus la route à la lecture des faits. Sont également présentés les personnes et les mouvements qui tentent de s'organiser pour lutter contre l'industrie nucléaire. Pour une lecture plus analytique de cette catastrophe se reporter au livre **Oubliez Fukushima** (voir entretien dans ce numéro).



Frédéric Metz
Pontcerq
32 p.

LES YEUX D'ŒDIPE (INUTILES, SAUVÉS).

QUAND LE GOOGLE, FACE AU MONDE, SAURA VOIR ET NOMMER
LE POINT de départ de ce petit essai poético-politique est un constat : d'ici peu, les systèmes de reconnaissance faciale et de géolocalisation seront probablement couplés avec les moteurs de recherche informatisés (regroupés par l'auteur sous le nom, devenu générique et monstrueux, du plus célèbre d'entre eux : « le google »). Et ces moteurs de recherche seront donc capables de reconnaître instantanément non seulement les visages, mais tous les objets du monde qui nous environne, pour nous donner sur eux les renseignements épars sur les réseaux et dans les diverses bases de données. Les conséquences ? Elles touchent à l'essence même de notre rapport au réel : désormais les connaissances fournies par la machine sur le monde précéderont et remplaceront la perception nue que nous en avons encore aujourd'hui. Ce sera la fin d'une forme de savoir qui reposait jusqu'ici sur la surprise, la découverte, l'apprentissage, l'expérience, la sensibilité. La fin, en somme, de ce qui fait une vie digne d'être vécue.



LE QUAI DE WIGAN

Georges Orwell • 1937
• dernière édition française : 2000 • 10-18

AVANT SON DÉPART pour l'Espagne, Georges Orwell a voyagé entre les bassins houillers du Lancashire et du Yorkshire pour observer de près les conditions de vies des mineurs et des chômeurs. Dans **Le Quai de Wigan**, plus qu'une description détaillée de leurs problèmes quotidiens – logements insalubres, revenus très bas, conditions de travail ardues – il livre des analyses fines sur les conséquences de la société industrielle : inéluctabilité du chômage de masse, dépendance aux machines et à l'énergie ou encore standardisation de la nourriture. Convaincu de la nécessité du socialisme, il en décrit les obstacles, qui semblent toujours d'actualité. Il montre d'abord comment l'attitude et les préjugés de classe des intellectuels qui composent l'essentiel des membres des organisations socialistes empêchent la classe ouvrière de les rejoindre massivement. Puis, analysant les conséquences de la mécanisation du monde, il soulève de manière lucide les problèmes que posent la société industrielle à tout mouvement révolutionnaire. Entre refus d'une société mécanique et impossibilité d'un "retour en arrière", Orwell livre ici un aperçu de ce que pourrait être une société décente.

NOUVEAUTÉS



THÈSES SUR LE CONCEPT DE GRÈVE

Institut de démobilisation,
Lignes, 252 p.

LA GRÈVE est le plus souvent vue sous un angle historique (1936, LIP, 1^{er} mai) ou sociologique (qui, où, pourquoi). L'Institut de démobilisation parle ici de la grève par des détours philosophiques. Une ribambelle d'auteurs, de Bataille à Montaigne en passant par Kafka ou Weil, servent de déclencheur à une réflexion propre. Ils sont réunis pour contrecarrer l'idée de grève comme moyen (vers la révolution, le bonheur) et avancer l'hypothèse qu'elle est une fin en soi. Ainsi, l'arrêt de travail ne fait pas sens uniquement dans un rapport de force mais parce qu'il s'attaque à la valeur travail. Ou encore : la grève n'a pas pour but d'envoyer un signe (aux gouvernants, aux patrons) dont on attendrait un retour, mais est vécue pour ce qu'elle crée. Avec Sorel, l'Institut réfute la grève comme moyen d'atteindre une utopie, pour en faire un mythe, chose non définie conduisant à inventer... C'est dans la grève elle-même que se trouvent les éléments d'un changement comme appropriation de la politique par l'ignorant, comme lieu qui remet les fous dans la rue, comme vaste fête, comme... Au final, « la grève est scandale car elle ne propose rien à la place et qu'elle se fait sans raison, contre toute raison. »



LES BEAUX JOURS REVIENNENT

Manolo Prolo
(d'après Zilber Karevski)
éditions Même pas mal, 104 p.

AU LENDEMAIN des élections, qui ont vu la victoire d'un nouveau président de la République, Joseph, prof de maths, retrouve son lycée Georges-Brassens, bientôt rebaptisé Adolphe-Thiers : le temps n'est pas au beau fixe. « L'intégrisme islamique menace », comme ne cessent de le répéter les élus nationaux. Il faut des décisions : catéchisme réintégré à l'école primaire, cours de morale qui remplacent la philosophie, retour de la conscription, grévistes interpellés puis virés. Les milices racistes sillonnent bientôt les rues, la propagande d'Etat s'amplifie, le travail précaire est devenu la règle. Le pays régresse, mais Joseph se résigne, jusqu'au tournant de sa vie. **Les beaux jours reviennent** est une sorte « de sonnette d'alarme qu'on tire ». « On voit la montée des extrémismes religieux, des présidents qui vont en visite au Vatican, le sécuritaire qui s'inscrit dans notre quotidien, la poussée du FN. [...] Tout ça raconte nos petits renoncements au quotidien, face à des injustices ou des choses qui devraient nous choquer, et qui au final font la différence. »

PSYKICK LYRIKAH : DERRIÈRE MOI



PSYKICK LYRIKAH est un groupe de rap créé entre Bordeaux et Rennes en 2001. Atmosphère sombre, textes abstraits, Psykick Lyrikah est unique en son genre. Depuis la première street-tape de 2003 (« Lyrikah Teknik »), le groupe a sorti quatre albums dont le dernier opus, « Derrière moi », sorti en 2011. Extrait : « Le ciel a repéré ses proies. Courez vite. Vite ! Alignez vos joies. Visez bien. Mourez vite, libre. [...] Qui pour rester ? Qui pour se perdre ? Qui est allié ? Et puis qui reste à terre ? Qui pour tenir ? Qui pour demain ? Et qui pour me dire à quel monde j'appartiens ? » (« Qui ? », chanson de l'album Derrière moi). Nous avons rencontré Arm, le rappeur du groupe.

Ce qui remarquable c'est l'approche à l'écriture. Dans « Qui ? », par exemple, on pense à une émeute, mais en même temps il pourrait s'agir d'autre chose...
Arm : Souvent, sur un texte, je pars d'un point de vue personnel, parfois ça rejoint des choses plus larges. Sur l'album « Vu d'ici », le morceau « De

plein fouet » a été écrit suite aux émeutes qu'il y avait eues dans le quartier, mais à l'écoute ça ne se ressent pas forcément. C'est une source d'inspiration pour dresser une image générale... « Qui ? », ça peut effectivement être plein de choses... Comme quelqu'un qui se demande : « Pendant les coups durs, qui sera là ? Et qui n'y sera pas ? ». Après, on peut l'appliquer à plein d'autres choses... à la politique, à la vie personnelle. J'utilise toujours une imagerie de lutte, voire guerrière, même si je ne suis pas dans un rap de contestation, ou d'engagement politique...
Tu ne te considères pas comme un « rappeur engagé » ?

Arm : Pas du tout... Même si j'ai des convictions politiques, je n'ai pas l'impression de faire la même chose que les rappeurs qui parlent de politique. Je suis plutôt dans le ressenti, je compare souvent mes textes à des tableaux. J'ai des images, des grandes lignes, et je rajoute des couches de couleur... je m'intéresse à l'impression générale. C'est plus lié à l'émotion qu'à des choses concrètes, c'est pour ça que l'on peut rarement situer les choses. Dans mon champ lexical, j'évite d'utiliser des choses qui se rapprochent trop de l'instant.

Pour cet album, tu as laissé les guitares de côté... Pourquoi ?

Arm : Le parcours de Psykick est atypique, fait de rencontre avec beaucoup de musiciens. J'ai notamment rencontré Olivier Mellano,

qui est auteur-compositeur. Il est à la guitare au sein de Psykick. En 2007, on a fait un album guitare-voix, Acte. En 2008, « Vu d'ici », avec beaucoup de guitare. Après ça, j'ai eu envie de tourner une page et d'expérimenter autre chose. Les guitares avaient pris beaucoup de place et je ne voulais pas m'enfermer dans une recette automatique. À l'époque, j'écoutais beaucoup de rap américain très synthétique... Et j'avais envie de m'aventurer sur un autre terrain, quitte à ne pas tout maîtriser.

Je me suis même imposé un dogme : « Aucun instrument sur l'album ».

On a réadapté ensuite pour la scène (ou la basse et la guitare sont revenues). Mais pour l'album, je voulais me confronter aux machines.

Cela rejoint la chanson « Dans les temps », dans laquelle tu dis : « J'aime douter de mes propres appuis ».

Arm : C'est à la fois une note d'intention par rapport à ce disque-là, qui est un tournant. Et aussi appuyer sur le fait que douter est très important, que ça peut même être une force. Écrire des textes du genre « je suis perdu, je suis un loser » ne m'intéresse pas, ou être dans la certitude (« je suis le meilleur, je défonce tout le monde ») ne m'intéresse pas trop non plus.

Ce qui m'intéresse, c'est la personne qui assumera de dire : « Là, je me pose une question ».

Propos recueillis par Cyrille

psykicklyrikah.free.fr



LE RAP DE GRÂCE ET VOLUPTÉ VAN VAN

« C'EST POUR LES MEUFS vulgaires (...) c'est pour les « non, j'suis pas gouine » qui mettent les doigts dans leurs copines, c'est pour mes copines drama gouines, c'est pour les meufs qu'ont des J9... C'est pour les gouines à potager, c'est pour les moches du lycée, c'est pour les meufs vénères qu'ont raison d'être en colère, c'est pour les j'men-foutistes, les branleurs, les glandeurs, les RMistes, les fumistes, celles qui ont horreur d'être optimistes. » La liste est longue, bien plus longue, et elle peut s'allonger encore au gré des envies d'écoute. Parce que les Van Van racontent des histoires, entre horreur et candeur, des trucs de trans, de gouines, de féministes à propos de trans, de gouines, de totos, de crust, de flics sociaux... Alors candeur, candeur ? On dirait mais c'est une technique d'attaque. Elles n'ont peur de rien et tapent sur tout ce qui bouge. C'est des tacles dans les tibias, une petite tape sur le crâne, le truc

contre lequel il est impossible de se battre sans passer pour un pisse-froid, parce qu'en plus c'est drôle, avec une force de l'ironie qui dépouille les travers de la vie, la mesquinerie... Parce que le privé est politique, elles partent d'anecdotes vécues, observées, pour en faire des scènes avec dialogues et ambiance. Le propos de fond ne peut échapper à personne pour autant.

Les toutes dernières chansons sont moins fun mais la vie, c'est pas que de la rigolade non plus. Et des fois, il faut taper plus fort. « Dès qu'on lâche l'espace, tu prends toute la place, on n'est clairement pas de la même classe, alors t'étonnes pas des masses si avec mon crew de pétasses, on veut juste que tu t'casses et qu'on s'en bat les reins si tu te bouffes des baffes. »

Virginie Desmontées

http://www.dogmazic.net/Grace_et_volupte

RETOUR SUR...

LIBRE TEATRO LIBRE



EN ARGENTINE, en 1969, dans la ville de Córdoba, un groupe de théâtre marquant voit le jour : le Libre Teatro Libre. Fondé par l'actrice

et metteuse en scène María Escudero, cet atelier réunissant des étudiant-e-s devient bientôt une troupe professionnelle. Pour gagner leur vie, les comédien-ne-s présentent des spectacles pour enfants et des pièces humoristiques, mais ils se donnent pour tâche, surtout, de produire « un art du peuple ». Les comédien-ne-s jouent dans la rue, devant des ouvrier-e-s, des syndicalistes, des paysan-ne-s, des Indien-ne-s et dans des bidonvilles, en Argentine, mais aussi au Chili, au Bolivie, au Pérou, en Équateur et en Colombie. Leur théâtre s'appuie sur la création collective, « une façon de faire du théâtre en contact avec une réalité toujours changeante », et s'inspire du théâtre documentaire. Il rend hommage à des militant-e-s torturé-e-s dans *El Asesinato de X* (1971). Il évoque aussi la situation de groupes de travailleurs, grâce à un travail commun avec eux. *Contratanto* (1972), qui traite du système éducatif argentin, a connu plusieurs versions au gré des discussions avec des enseignant-e-s. *El Fin del Camino* (1974) s'est construit en dialogue avec des cultivateurs de canne à sucre confrontés à la récession économique et à la répression militaire. Chaque représentation est ponctuée d'un échange avec le public, incité « à mettre en pratique ce que la discussion leur a fait comprendre ». Pour le Libre Teatro Libre, « un théâtre engagé doit être réellement inséré dans un processus politique ». En 1975, au moment où sévissent déjà les « escadrons de la mort », les artistes du Libre Teatro Libre, menacé-e-s de mort, doivent fuir. Certains acteurs s'exilent au Venezuela, d'autres en Europe. Déchiré, le groupe se dissout. María Escudero, établie en Équateur (où elle meurt en 2005), voyait le théâtre (aussi) comme un moyen d'élaborer la conscience que nous avons de la réalité, car « celui qui prend conscience de la réalité désire la transformer, combattre activement tout ce qui mutile l'Homme, le tue, le déshumanise, le convertit en un anthropophage suicidaire ».

Chris Vientiane

A lire
Émile Copfermann, « Libre Teatro Libre », dans *Travail théâtral spécial « Théâtres d'Amérique Latine »*, oct. 1973.
Baptiste Pizzinat, « Pepe Robledo et le Libre Teatro Libre », dans *Des théâtres populaires. Afrique, Amérique, Asie, Europe*, mars-sept. 2012.

LA GRÈVE À L'ÉCRAN (FICTIONS)

TOUT COMME pour les révolutions, les enjeux majeurs des films retraçant les grèves concernent le rapport de l'individuel au collectif, et celui du documentaire à la fiction. Comment donner à voir, sur un grand écran et en une durée limitée, l'histoire et les motivations de chaque travailleur et travailleuse,

tout autant que la force d'une communauté en lutte ? Comment articuler la chronique d'un combat social et sa représentation exemplaire ? Enfin, comment raconter les suites de la grève et le sens du combat, victorieux ou non ? C'est que sans recul historique, mais engagés de par le sujet même de leur

narration, les récits de la grève au cinéma font toujours apparaître clairement la position du narrateur par rapport au conflit et au social : celles et ceux qui racontent la grève en sont toujours partie prenante, qu'ils soient combattants, héritiers ou éducateurs. Serge Lorenzo



LA GRÈVE (STATCHKA)

film russe de **Sergueï Eisenstein** 1925, 82 min

Une grève réprimée dans le sang dans la Russie tsariste, en 1912. Au « ciné-œil » de Vertov,

l'autre grand réalisateur du Proletkult, Eisenstein oppose son « ciné-poing » : l'utilisation d'un langage cinématographique plus rhétorique (les masses ouvrières massacrées, comme le bœuf à l'abattoir) mais tout aussi novateur : pas de narration classique, ni de protagoniste individuel, pour des cadrages, un montage, un rythme et des effets visuels exaltants. La grammaire du cinéma dans ce premier avertissement explicite de son auteur, « pour l'avenir ».



LE SEL DE LA TERRE

(Salt of the Earth) film américain de **Herbert J. Biberman** 1954, 94 min

Zintown, Nouveau-Mexique, où le zinc, la ville, la terre appartiennent à la Compagnie, « mais pas les fleurs qui y poussent ». C'est le film qui a subi, plus que tout autre, une longue et dure censure macarthyste. Son exceptionnelle qualité, c'est sa capacité à mettre en parallèle l'oppression des mineurs par les propriétaires, des latinos par les blancs, et des femmes par les hommes : et ce sont les femmes, précisément, qui racontent et agissent contre cette triple oppression dans la mine, dans la ville et dans les foyers.

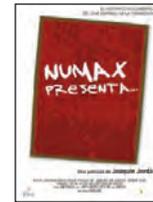


LA CLASSE OUVRIÈRE VA AU PARADIS

(La classe operaia va in paradiso) film italien de **Elio Petri** 1971, 112 min

L'histoire de Lulù le stakhanoviste, qui, après un accident du travail, devient syndicaliste : mais ce réveil social et politique, c'est précisément la fin de son travail, de sa famille et de sa santé men-

tale – jusqu'à la grève. C'est par le biais de l'identification poussée jusqu'à un expressionnisme aliénant que se construit ici le rapport du spectateur et de la spectatrice au travail, puis à la grève, avec un Gian Maria Volonté exceptionnel, homme sérieux et servile séduit par le consumérisme, veule et révolté.



NUMAX PRESENTA...

film espagnol de **Joaquín Jordà** 1980, 115 min et **Vinte años no es nada** 2004, 117 min

Jordà est un cinéaste avant-gardiste et expérimental de l'école de Barcelone, qui, entre 1965 et 1973, sous Franco, disait le désir caché de liberté et de jeunesse d'une Espagne sclérosée. Jordà raconte et fait raconter la grève et l'autogestion chez Numax, usine d'électroménager, en alternant les interviews d'ouvriers et d'ouvrières et les saynètes théâtrales faussement Belle Époque qui exposent le point de vue du patronat. Et il retrouve en 2004 les grévistes qui avaient investi leurs dernières pesetas pour lui commander ce film, leur film.



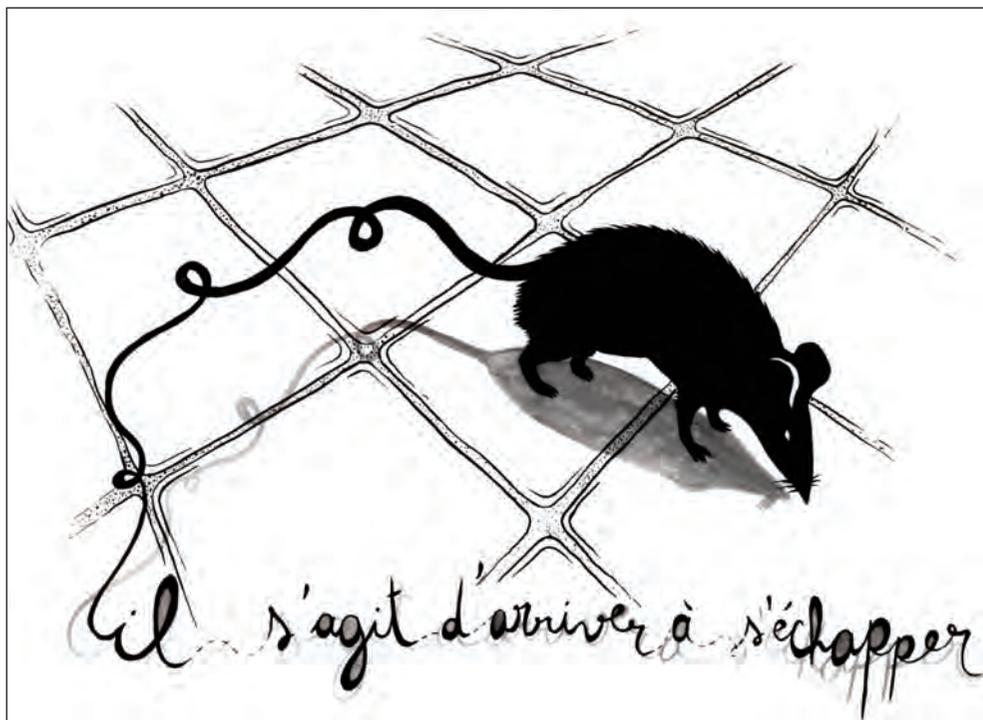
REPRISE

film français de **Hervé Le Roux** 1996, 192 min

À partir d'un témoignage filmé en mai 1968, celui d'une femme des usines Wonder de Saint-Ouen qui ne veut pas reprendre le travail, Le Roux parvenait à redonner une mémoire collective aux spectateurs d'un monde où le rapport de force au travail semble avoir changé du tout au tout – comme Christian Rouaud, qui l'évoquait aussi intelligemment en 2007 *Les Lip. L'imagination au pouvoir*. Par ailleurs, plus proches d'une brûlante actualité, Mourad Laffitte, avec *La Mort en bout de chaîne* (2011, sur les Goodyear d'Amiens nord) ou Claude Blanchet (*Haya*, 1982, sur la grève des Citroën à Aulnay) sont d'autres d'exemples de ce que peut être ce genre à part entière, le cinéma documentaire social français, dans ses expressions les plus réussies.



BEAR BLOCK



L'ÉCHAPPAtoire

LADYFEST GRENNES

31 mai
1 & 2 juin
2012

Dj collectif Minou Minou
Diana Pornoterrorismo
PomPom Beretta
Zoé Boekbinder
Chez Vonette
Nanda Devi
Nécrofilles
Madmoizel
Bonnie Li
Helluvah

ateliers - concerts - performances

DALIDARK PRESENTE

TATTOO FOREVER!

RENCONTREZ AUTOUR DU TATTOO

DU 17 AU 19 JUIN 2011

18H: RESTO VEGAN
20H30: CABARET/SCÈNE OUVERTE

19H: RESTO VEGAN
20H30: CONCERT LIVE:

SIANN LOPHAI
SEA-SICK SIX
GRACE ET VOLUPTÉ VAN VAN

17H30: PARTIR DE 17H: HUIVRE VEGAN ET DISCUSSION

AU 102, RUE D'ALEMBERT, GRENOBLE

DALIDARK

collectif non-mixité meufs/gouines/trans

PRESENTE:

Le Dimanche 6 fevrier, de 14 à 18h:

Atelier de sérigraphie en non-mixité meufs/gouines/trans. Impression sur textiles. Tissus et T-shirts bienvenus. Gratuit. Inscription: dalidark@gresille.org

Le Mardi 8 fevrier

18H: QUIZZ MUSICAL
Tous styles, toutes époques, musiques de meufs/trans/pédés/gouines.

19H: BUFFET VEGAN
(sans aliments issus de l'exploitation animale)

20H: CONCERTS:

Ste MacCabe
VICES ET RALEMENTS DEVIANTS
Sissi Lucheni

AU 102, rue d'Alembert, Grenoble
NO DOGS, NO POGO, NO MACHOS!

